

UNIVERSITÉ DE CAEN

FACULTÉ DE DROIT

DE LA CONDITION CIVILE

Des aliénés non interdits

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE PUBLIQUEMENT

DANS LA GRANDE SALLE DE LA FACULTÉ DE DROIT

Le samedi 18 juin 1898, à 3 heures 1/2 de l'après-midi

PAR

Émile LE BACHELEY

Juge suppléant au Tribunal civil de Mortagne

CAEN

IMPRIMERIE CHARLES VALIN

7 ET 9, RUE AU CANU

1898



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE CAEN

FACULTÉ DE DROIT

DE LA CONDITION CIVILE

Des aliénés non interdits

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE PUBLIQUEMENT

DANS LA GRANDE SALLE DE LA FACULTÉ DE DROIT

Le samedi 18 juin 1898, à 3 heures 1/2 de l'après-midi

PAR

Émile LE BACHELEY

Juge suppléant au Tribunal civil de Mortagne



CAEN

IMPRIMERIE CHARLES VALIN

7 ET 9, RUE AU CANU

—
1898

FACULTÉ DE DROIT DE CAEN

Année scolaire 1897-1898

DOYEN :

M. Edmond VILLEY (*, I. *), correspondant de l'Institut, membre du Conseil supérieur de l'Instruction publique.

PROFESSEURS :

MM. TOUTAIN (*, I. *), professeur de *Droit administratif*.
DANJON (I. *), professeur de *Droit commercial* et de *Droit maritime*.

Edmond VILLEY (*, I. *), professeur d'*Économie politique*, chargé du cours de *Droit constitutionnel comparé* (DOCTORAT).

LAISNÉ DES HAYES (©, A. *), professeur de *Droit romain*, chargé d'un cours de *Code civil*.

GUILLOUARD (*, I. *, C. ✱), professeur de *Code civil*.

LEBRET (I. *), professeur de *Code civil* (élu député du Calvados).

CABOUAT (I. *), professeur de *Droit international public et privé*, et de *Législation industrielle*.

MARIE (I. *), assesseur du doyen, professeur de *Droit criminel*, et chargé du cours sur la *Coutume de Normandie*.

MM. Ambroise COLIN (I. ☉), professeur de *Code civil*, et chargé du cours d'*Histoire du Droit français* (DOCTORAT).

BIVILLE (A. ☉), professeur de *Procédure civile*, et chargé du cours d'*Histoire générale du Droit français* (LICENCE).

AGRÉGÉS :

MM. DEBRAY, chargé d'un cours de *Droit romain*, du cours de *Pandectes* et du cours de *Code civil approfondi et comparé*.

René WORMS (A. ☉), chargé des cours d'*Histoire des Doctrines économiques* et d'*Économie politique* (DOCTORAT).

LE FUR, chargé des cours de *Législation financière* et d'*Éléments du Droit constitutionnel*.

SECRÉTAIRE :

M. GILLET (I. ☉), secrétaire du Conseil de l'Université de Caen.



A MONSIEUR GUILLOUARD

Bâtonnier de l'Ordre des Avocats à la Cour d'appel,
Professeur de Code civil à l'Université de Caen,

*Hommage de profonde reconnaissance
et de respectueux dévouement.*

MEIS ET AMICIS

JURY D'EXAMEN

MM. GUILLOUARD, *professeur*, PRÉSIDENT DE LA THESE.

LAISNÉ DES HAYES, *professeur*.

DEBRAY, *agrégé*

TABLE BIBLIOGRAPHIQUE

- ACCARIAS. — *Précis de droit romain*, 4^e édition, 2 vol. in-8°. (Paris, 1886-1891.)
- AUBRY et RAU. — *Cours de droit civil français*, 4^e édition, 8 vol. in-8°. (Paris, 1869-1879.)
- AUDIBERT. — *Études sur l'histoire du droit romain*, 1 vol. in-8°. (Paris, 1892.)
- BAUDRY-LACANTINERIE. — *Précis de droit civil*, 4^e édition, 3 vol. in-8°. (Paris, 1889-1892.)
- BEAUMANOIR. — *Coutumes du Beauvoisis*, édition Beugnet, 2 vol. in-8°. (Paris, 1842.)
- BELLEFEUILLE (DE). — *Code civil du Bas Canada*, 1 vol. in-16. (Montréal, 1866.)
- BERTIN. — *Chambre du conseil*, 3^e édition, revue par Bloch et Breuillan, 2 vol. in-8°. (Paris, 1894.)
- BERTRAND. — *Lois sur les aliénés*.
- BILLIET. — *Lois civiles de Malte*, 1 vol. in-8°. (Paris.)
- BOGAERS. — *De la gestion des biens des aliénés séquestrés*. (France judiciaire, 1883-1884.)
- BOURDON. — *Des incapacités civiles résultant de l'aliénation mentale*, 1 vol. in-8°. (Paris, 1881.)
- BOURJON. — *Droit commun de la France*, 2 vol. in-f°. (Paris, 1770.)
- BRODEAU sur LOUET. — *Recueil de plusieurs notables arrêts donnez en la cour du Parlement de Paris*, 2 vol. in-f°. (Paris, 1678.)
- DECRUSY, ISAMBERT et JOURDAN. — *Recueil des anciennes lois françaises*, 17 vol. in-8°. (Paris, 1829.)

- DELVINCOURT. — *Cours de Code civil*, 3 vol. in-8°. (Paris, 1824.)
- DEMOLOMBE. — *Cours de Code civil*, 31 vol. in-8°. (Paris, 1845-1882.)
- DOMAT. — *Les loix civiles*, 1 vol. in-f°. (Paris, 1756.)
- DURANTON. — *Cours de droit français suivant le Code civil*, 4^e édition, 22 vol. in-8°. (Paris, 1844-1845.)
- FENET. — *Recueil des travaux préparatoires du Code civil*, 15 vol. in-8°. (Paris, 1827-1829.)
- FERRIÈRE. — *Dictionnaire de droit et de pratique*, 2 vol. in-4°. (Toulouse, 1779.) — *Compilation de tous les commentaires sur la coutume de Paris*, 3 vol. in-f°. (Paris, 1685.)
- GLASSON. — *Histoire du droit et des institutions de la France*, 6 vol. in-8°. (Paris, 1887-1894.)
- GRASSERIE (DE LA). — *Les Codes suédois*, 1 vol. in-8°. (Paris, 1895.)
- GRISOLLE. — *L'aliéné non interdit*, 1 vol. in-8°. (Toulon, 1895.)
- GUILLOUARD. — *Traité des privilèges et hypothèques*, 2 vol. in-8° parus. (Paris, 1896-1897.)
- HOUARD. — *Dictionnaire de la Coutume de Normandie*.
- ILUC. — *Cours théorique et pratique de Code civil*, 8 vol. in-8°. (Paris, 1891-1893.)
- LAURENT. — *Principes de droit civil français*, 33 vol. in-8°. (Paris, 1869-1878.)
- LAROMBIÈRE. — *Des obligations*, 7 vol. in-8°. (Paris, 1885.)
- LEHR. — *Éléments de droit civil anglais*, 1 vol. in-8°. (Paris, 1884.) — *Éléments de droit civil germanique*, 1 vol. in-8°. (Paris, 1875.) — *Éléments de droit civil russe*, 2 vol. in-8°. (Paris, 1877-1890.)
- LEPELLETIER. — *Code civil portugais*, 1 vol. in-8°. (Paris, 1894.)
- LEPOITTEVIN. — *Dictionnaire des parquets*, 3 vol. in-8°. (Paris, 1884-1886.)
- LEVÉ. — *Code civil espagnol*, 1 vol. in-8°. (Paris, 1890.)
- MARCADÉ et PONT. — *Explication théorique et pratique du Code Napoléon*, 13 vol. in-8°. (Paris, 1872-1884.)
- MAYNZ. — *Cours de droit romain*, 3 vol. in-8°. (Paris, 1877.)
- MERLIN. — *Répertoire*, 18 vol. in-4°. (Paris, 1827-1828.)
- ORSIER. — *Code civil italien*, 2 vol. in-8°. (Paris, 1868.)
- ORTOLAN. — *Institutes de Justinien*, 3 vol. in-8°. (Paris.)

POTHIER. — *Traité des obligations, — Traité du contrat de mariage*, édition Beugnet, 10 vol. in-8°. (Paris, 1861.)

PRUDHON et VALETTE. — *Cours de droit civil français*, 2 vol. in-8°. (Paris, 1848.)

SERRIGNY. — *Traité de l'organisation et de la compétence administrative*, 3 vol. in-8°. (Paris, 1863.)

SOLDAN. — *Code fédéral des obligations*, 1 vol. in-16. (Lausanne, 1881.)

SOLON. — *Théorie des nullités*, 2 vol. in-8°. (Paris.)

SOURDAT. — *De la responsabilité*, 2 vol. in-8°. (Paris.)

TRIEPERS. — *Les Codes néerlandais*, 1 vol. in-8°. (Paris, 1886.)



DE LA

CONDITION CIVILE DES ALIÉNÉS NON INTERDITS

INTRODUCTION (HISTORIQUE)

CHAPITRE I^{er}

DROIT ROMAIN

Protéger ceux que la folie a rendus incapables de gouverner leurs personnes et leurs biens, les garantir et contre les séquestrations arbitraires et contre les conséquences d'actes accomplis en un instant de délire, protéger aussi la société contre les accès de fureur des déments, c'est là assurément une des plus impérieuses obligations du législateur.

A Rome¹, on se préoccupa de très bonne

1. Sur la condition des aliénés en droit romain, voir : ACCARIAS, *Précis de droit romain*, t. I, § 167 et suiv.; — CUQ, *Institutions juridiques du droit romain*; — MAYNZ, *Cours de droit romain*; — ORTOLAN, *Institutes de Justinien*; — AUDIBERT, *Études sur l'histoire du droit romain, la folie et la prodigalité*.

heure de réglementer la condition des aliénés, tout au moins d'une catégorie d'aliénés, les *furiosi*. La loi des XII Tables les plaçait sous la puissance de leurs agnats, à défaut d'agnats, sous celle de leur *gentiles* : « *Si furiosus est, adgnatorum gentiliumque in eo pecuniaque ejus potestas esto*¹ ».

Ce pouvoir qui leur était donné sur le *furiosus*, les agnats et les membres de la *gens* ne l'exerçaient pas collectivement, mais le déléguaient à l'un d'eux qui prenait le titre de curateur.

Dans le droit romain primitif, les fous désignés par les expressions de *dementes* ou *mente capti* n'étaient l'objet d'aucune disposition législative. C'est seulement au III^e siècle avant l'ère chrétienne que le préteur, les assimilant aux *furiosi*, les mit sous la curatelle agnatique. S'ils étaient sans famille, le préteur ou le *præfectus urbis* à Rome, le proconsul dans les provinces, leur nommait un curateur².

Quelle était la différence entre le *furiosus* et le *mente captus* ?

1. Table V. — La même règle s'appliquait aux prodiges. Toutefois, les *furiosi* étaient de plein droit en curatelle, pour interdire un prodige il fallait une déclaration d'incapacité; on employait la formule suivante: « *Quando tibi bona paterna avitaque nequitia tua disperdis, liberosque tuos ad egestatem perducis, ob eam rem, tibi ea re commercioque interdico* ». PAUL, *Sent.* liv. III, IV, § 7.

2. ACCARIAS, T. I.

Le *furiosus*, dit-on fréquemment, est celui dont la folie présente des intervalles lucides ; quant au *mente captus*, c'est le fou atteint de démence continue et perpétuelle. D'après les partisans de cette opinion, adoptée par la plupart des auteurs français, si les décevirs ne se sont pas occupés des *dementes*, c'est parce qu'il n'était point à craindre de les voir contracter des obligations de nature à compromettre le patrimoine familial : par suite de leur état, ils étaient constamment incapables de faire un acte juridique valable. Or, le but de la loi des XII Tables, c'était de conserver aux héritiers présomptifs du fou les biens qui, par succession légitime, devaient un jour leur appartenir. Que l'insensé dissipât les richesses acquises par son travail ou advenues par donation ou succession testamentaire, cela importait peu au législateur : les *gentiles* n'avaient pu fonder sur de tels biens aucune espérance ; ils n'avaient pas à se plaindre s'ils ne les retrouvaient point dans la succession.

D'après une autre opinion¹, la distinction entre la *furor* et la *dementia* ne repose nullement sur l'absence ou la présence d'intervalles lucides. Plusieurs textes supposent que la *furor* est un état habituel : « *In eo furore esse ut*

1. Cf. AUDIBERT, *op. cit.*

« *continua mentis alienatione omni intellectu
« careat*¹ », ou que les intervalles lucides sont
tout à fait exceptionnels : « *Si quidem intervallum
« furor habeat vel perpetuus quidem morbus
« est* »², « *Furiosus quem morbus detinet
« perpetuus* »³.

Le *mente captus* est, au contraire, présenté
comme atteint de folie intermittente ; Paul⁴ lui
refuse le droit de tester, mais seulement *eo
tempore* : « *in adversa corporis valetudine, mente
« captus eo tempore testamentum facere non
« potest.* » Justinien exige, pour que l'on puisse
tester au nom du *mente captus*, qu'il soit atteint
d'une infirmité permanente : « *Si filius vel filia
« mente captus vel mente capta perpetuo sit*⁵. »

Ce n'est donc pas le caractère temporaire ou
permanent de la folie qui peut servir de crite-
rium entre la *furor* et la *dementia* ; s'il en était
ainsi, il faudrait, avec Accarias, reconnaître que
les décemvirs manquèrent de logique en admet-
tant que le *furiosus* recouvre sa capacité pendant
ses moments lucides, puisque alors il peut
compromettre sa fortune. Ce manque de logique,
fait remarquer M. Audibert, démontre l'inexac-

1. Dig. I, 48, de off. presid.

2. Dig. xxiv, 3, Sol. matr., 21. § 8.

3. C. v, 70, de curat. furiosi.

4. Sentences III, 4 § 41.

5. C. vi, 26, de impub. et al. subst.

titude du motif sur lequel on fait reposer la curatelle du *furiosus*.

Il ne faut pas non plus s'attacher à la forme sous laquelle se manifeste la folie pour établir la différence entre la *furor* et la *dementia*. Il est difficile d'admettre que la loi des XII Tables ait subordonné l'ouverture de la curatelle à cette condition que la folie fût caractérisée par l'agitation et l'extravagance de la pensée. On ne comprendrait guère que, « seul, le furieux eût « reçu des curateurs, et que l'idiot eût été « dépourvu de toute protection ¹ » ; il est d'ailleurs impossible de reconnaître immédiatement l'agitation ou la dépression des facultés intellectuelles, et jamais l'on n'aurait pu savoir s'il y avait ou non lieu à curatelle.

Plusieurs auteurs allemands, Gluck, Savigny, Rudorf, Windscheid, Arndts², pensent que le *furiosus* est l'aliéné totalement privé d'intelligence, « *non intelligit quod agit* », « *nullum sensum habet* » ; le *demens*, c'est un faible d'esprit, mais qui a quelque intelligence. Les décemvirs ont pensé que cet obscurcissement des facultés mentales permet cependant d'accomplir les actes de la vie ordinaire ; aussi n'ont-ils pas cru utile de pourvoir le *mente captus* d'un curateur : « *Stultitiam enim consuerunt constantia,*

1-2. ACQUEDUCT, *op. cit.*

« *id est sanitate vacantem posse tamen tueri*
« *mediocritatem officiorum et vitæ communem*
« *cultum atque usitatum*¹. »

Primitivement, la bizarrerie, la monomanie, n'étaient pas considérées comme des variétés de la folie ; quand, sous l'influence de la civilisation grecque, l'esprit de la législation romaine eut dépouillé ses tendances formalistes, on comprit la nécessité de donner un curateur à ceux dont l'esprit était dérangé sans que cette altération entraînât l'absence totale de raisonnement.

On prenait de minutieuses précautions pour assurer la bonne gestion du patrimoine de l'aliéné : le magistrat procédait à une enquête sur l'honorabilité du curateur² ; avant d'entrer en fonctions, celui-ci était tenu de dresser un inventaire exact et de fournir des fidéjusseurs. Depuis Justinien, il devait, en présence de l'évêque et de trois notables citoyens, prêter serment sur les livres saints, *tactis sacrosanctis scripturis*³, de gérer utilement la fortune qui lui était confiée : « *Omnia se recte et cum utili-*
« *tate furiosi gerere, neque prætermittere quæ*
« *utilia esse furioso putaverit neque admittere ea*
« *quæ non utilia esse furioso existimaverit*⁴. »

1. CICÉRON, *Tusculanes*.

2. L. 16 pr. Dig. de curat. furiosi.

3. L. 27 C. l. 1. tit. IV, de episc. aud.

4. L. 27, C. de episc. aud.

A dater de la même époque, les biens du curateur furent grevés d'une hypothèque générale; elle prenait rang du jour de la nomination: antérieurement, la personne mise en curatelle n'avait d'autre garantie qu'un privilège.

Les curateurs désignés par le testament du père du fou étaient nommés sans enquête; on pensait, en ce cas, pouvoir s'en remettre entièrement à la prudence du testateur. Le curateur avait à remplir une double mission: il veillait sur la personne et sur les biens de l'aliéné; il devait chercher à procurer sa guérison et à empêcher qu'il occasionnât aucun dommage. Pour atteindre ce résultat, il avait le droit de le tenir enfermé: « *Constringatur amicorum propin-
« quorumque custodiis.* » ¹ Aucun texte ne fait mention d'établissements spécialement consacrés aux aliénés. La loi 8 *C. de pœnis*, § 9, se borne à recommander de ne les point traiter comme des malfaiteurs: « *Carcer enim ad
« continendos homines non ad puniendos haberi
« debet.* » Sur ce point, le droit romain s'en rapporte à l'affection, à la sollicitude de la famille du *furiosus*.

La loi des XII Tables conférait au curateur un pouvoir illimité sur les biens de l'aliéné:

1. L. 7 pr. D. de curat, furiosi, XXVII, 30.

« *Eum dominum rerum suarum retant XII*
« *Tabulæ* »¹. Progressivement, on restreignit la faculté de disposer aux actes rendus indispensables par les circonstances.

Le curateur n'était pas, comme le tuteur, appelé à valider par son « *auctoritas* » les actes de son pupille; jouissant d'une entière capacité pendant les intervalles lucides, l'aliéné ne pouvait absolument rien faire pendant ses accès de délire.

Le curateur agissait seul, en son propre nom, s'engageant personnellement; ceux qui avaient traité avec lui pouvaient faire valoir leurs droits par une action utile²; mais le curateur avait le droit d'employer les fonds appartenant à l'aliéné pour éteindre les obligations contractées dans son intérêt.

Comment et quand prenait fin la curatelle? Sans aucun doute, à la mort du fou ou à sa guérison complète. Pendant longtemps, on a discuté sur le point de savoir si, à chaque intervalle lucide, la curatelle cessait pour renaître ensuite. Justinien trancha cette difficulté: il décida que la curatelle subsisterait pendant toute la vie du *furiosus*, mais que le curateur n'aurait

1. *Cic. Tusc.*, III, 5.

2. *L. 2, D. quando ex facto tut.*, IX, 26.

point à remplir ses fonctions durant les intervalles lucides : « *Curatoris creationem non esse*
« *finiendam, sed manere quidem eam donec talis*
« *furiosus vivit..... sed, per intervalla quæ perfec-*
« *tissima sunt, nihil curatorem agere, sed ipsum*
« *posse furiosum, dum sapit, et hereditatem adire*
« *et omnia alia facere quæ sanis hominibus com-*
« *petunt* ¹. »

L'aliéné pouvait obtenir réparation du préjudice résultant de la gestion défectueuse du curateur, au moyen de quatre actions ² ; c'étaient : 1° *l'actio directa negotiorum gestorum* ; — 2° une action *in duplum* contre le curateur qui, de mauvaise foi, avait causé un préjudice : « *Dolo tutoris curatorisque detecto, in duplum ejus*
« *pecunie condemnatione conveniuntur qua mino-*
« *rem fraudare voluerunt* » ³ ; — 3° *l'actio ex stipulatu* contre les fidéjusseurs fournis par le curateur ; — 4°, depuis un sénatus-consulte de Trajan ⁴, une action subsidiaire était donnée contre les magistrats qui avaient négligé de recevoir des cautions, ou s'étaient contentés de cautions insolvables. Cette action n'était recevable qu'à l'expiration de la curatelle, après

1. L. 6, C. de curat. fur., lxx. 5.

2. ACCARIAS, T. I, § 476.

3. PAUL, Sent., liv. II, lit. XXX.

4. L. 5, Code, V, 75, de mag. conv.

discussion préalable des biens des fidéjusseurs et après constatation de l'insolvabilité des débiteurs. Quant aux trois autres actions, le fou pouvait les exercer pendant la durée de la curatelle.

CHAPITRE II

ANCIEN DROIT.

Avant le XIII^e siècle, on ne trouve aucun texte concernant les aliénés¹ ; au XIII^e siècle, on distingue deux sortes de folie : la folie naturelle et la *forsennerie*.

Les « fols naturex » sont ceux qui sont atteints de folie congénitale ; les « forsennés » sont les aliénés frappés de folie au cours de leur existence, qui sont susceptibles de recouvrer leur lucidité d'esprit. Ces derniers étaient pleinement capables pendant les intervalles lucides.

Les insensés étaient pourvus d'un curateur : « Li desvez et la dévée seront an la main au « curator por le conseau du juge »², du moins dans les pays de droit écrit. Dans la plupart des pays de coutume, le seigneur de l'aliéné lui donnait un administrateur chargé de gérer sa fortune³.

La folie n'empêchait pas l'aliéné de conser-

1. GLASSON, *Hist. du droit et des inst. de la France*, t. VII.

2. Livre de justice et de plet, de la devise du droit de personne.

3. GLASSON, *loc. cit.*

ver ses biens : « Se aucuns est forsenez, il ne
« perd pas por ce sa dignité, ains li remaint sa
« chose ¹. »

Il pouvait acquérir une succession, mais la folie entraînait la déchéance du droit d'ainesse ; ce droit passait au second fils : « Cil qui sont
« fol de nature, dit Beaumanoir ², si fol
« qu'ils n'ont en eus nule discrétion, par quoi
« ils se puissent ne sacent maintenir, ne doivent
« pas tenir terre puis qu'ils aient frere ou sorer,
« tout fustce qu'il soit ains nés. Donques, se li
« ains nés est fous naturex, l'ainsneece doit
« venir à l'ains né après lui, car male coze seroit
« c'en laissast grant coze en la main de tel
« home. »

Beaumanoir ajoute que, dans le cas où ce fou pourrait avoir un jour des héritiers directs, ses biens devaient être conservés pour les leur transmettre.

L'aliénation mentale ne faisait pas perdre la puissance paternelle.

On refusait au fou le droit de se marier ; le livre de justice et de plet dit en termes formels que la folie est une cause de nullité du mariage :
« Un dona sa fille à un desvé et riens n'en
« savoit ; donc il ne la pot avoir, car il ne s'i pot

1. Livre de justice et de plet, *de droit de personne*, § 5.

2. Coutumes du Beauvoisis, ch. LVI, § 9.

« consentir : por quoi li père requiert que le fet
« fust nul. Le pape ¹ mende que, si fut issi,
« qu'ils séent départiz. Note que desvé ne se
« pot marier, car il ne se pot consentir ². »

Il ne pouvait tester en dehors des intervalles lucides, ni révoquer un testament fait avant la maladie : » Se li forsenés ou cil qui est queus
« en frenisie firent testament avant que ce lor
« avenist, il vaut, nis s'ils le rapeloient el tans
« de le forsenerie ou de la frenisie, car, coze
« qu'ils facent en tel point ne lor doit grever
« contre la bone volonté qu'ils orent devant ³. »

Le fou était incapable de s'engager par une convention ; on ne pouvait le poursuivre en justice pour l'exécution d'une obligation ainsi contractée ⁴. Enfin, il n'était pas admis à ester en justice, ni comme demandeur ni comme défendeur ; son curateur le représentait ⁵.

A la fin de la période féodale, la situation des aliénés est nettement établie : ils peuvent être interdits et mis en curatelle ⁶. Comme

1. Innocent III.

2. Livre de justice et de plet, *des esposailles et de mariage*, § 24.

3. BEAUMANOIR, *Coutumes du Beauvoisis*, ch. XII, § 45.

4. « On ne pot sivre de convenance ne forsené, ne fol naturel »
Cout. du Beauvoisis, ch. XXXIV, § 56.

5. BEAUMANOIR, *loc. cit.*, ch. III, § 18.

6. DOMAT, *Lois civiles*, titre 2, section 2, des personnes : « Les
« insenséz sont ceux qui sont privés de la raison après l'âge où ils
« devraient l'avoir et, comme cet état les rend incapables de tout
« engagement et de l'administration de leurs biens, on les met sous
« la conduite d'un curateur. »

au XIII^e siècle ils conservent leurs biens ; leur condition s'est même améliorée, car ils n'encourent plus aucune déchéance: « Ceux qui
« sont en démence, dit Domat¹, ne perdent
« pas l'état que leur donnent leurs autres qua-
« lités, et ils conservent leurs dignités, leurs
« privilèges, la capacité de succéder, leurs droits
« sur leurs biens et les effets même de la puis-
« sance paternelle qui peuvent subsister avec
« cet état. »

Brodeau ², citant Dumoulin sur l'article 495 de la coutume de Bretagne, fait connaître quelles personnes avaient qualité pour provoquer l'interdiction : « On ne peut interdire l'administra-
« tion des biens à aucun forsqu'à la requête de
« sa femme, ses enfants ou autres héritiers
« présomptifs. »

L'aliéné lui-même n'aurait pu demander à être interdit : un arrêt du 30 mai 1611 ³ infirma une sentence du sénéchal du Maine, qui avait prononcé l'interdiction sur une pareille demande : « Tels consentements, étant contre les
« bonnes mœurs et l'honnêteté publique, sont
« nuls de plein droit, sans qu'il soit besoin
« d'obtenir lettres du prince pour s'en faire
« relever. »

1. Loi x civiles, *loc. cit.*

2-3. BRODEAU, sur Louet, *Rec. de plusieurs notables arrêts.*

Pour parvenir à l'interdiction ¹, le demandeur présentait une requête au juge ordinaire. Elle contenait l'exposé des faits de nature à motiver la mesure sollicitée, et se terminait par une demande de convocation du conseil de famille.

Sur une ordonnance « mise par le juge au bas « de cette requête », les parents étaient appelés à donner leur avis. Ils devaient comparaître en personne, et leur réunion avait lieu contradictoirement avec celui dont on poursuivait l'interdiction. On dressait un procès-verbal de la délibération du conseil de famille ; puis, après enquête sur l'exactitude des faits allégués, l'insensé était interrogé. L'interrogatoire se faisait, soit chez le juge, soit au lieu où se trouvait l'aliéné, s'il ne pouvait se déplacer. Cet interrogatoire portait sur « l'âge de l'interrogé, sur ses « biens, sur sa religion, sur ses enfants, s'il en « a, s'il peut avoir soin de ses affaires, s'il veut « qu'on lui donne un conseil » ². Le greffier rédacteur du procès-verbal d'interrogatoire devait mentionner, non seulement les réponses, mais aussi l'attitude du défendeur, « ses gestes, « ris et actions, afin qu'on puisse, par la lecture de cet interrogatoire, connaître l'état de « son esprit » ³.

1. Sur les formes de l'interdiction dans l'ancien droit, voir FERRIÈRE, *Dict. de droit et de pratique*, v^o *Interdit*.

2-3. FERRIÈRE, *Dict. de droit et de pratique*, v^o *Interdit*.

Ces formalités accomplies, la sentence d'interdiction était prononcée.

L'usage s'était établi de statuer hors du prétoire et par un seul juge. Par suite de ce défaut de publicité, les tiers, ignorant l'interdiction, étaient exposés à faire de bonne foi des contrats nuls. On s'efforça de remédier à ce déplorable état de choses. Un arrêt de règlement en date du 18 mars 1614 ¹, rendu sur un appel du prévôt de Paris, ordonna que « toutes les sentences
« d'interdiction seroient publiées en l'audience
« et aux marchés et carrefours, à son de trompe
« et cry public, et le nom de l'interdit écrit au
« tableau qui est près de la chapelle et aux
« estudes des notaires, et que l'arrêt serait leu
« et publié au Châtelet de Paris. » Sept ans plus tard, le 23 décembre 1621 ², un nouvel arrêt de règlement prescrivit les mêmes mesures de publicité. Il porte en outre que « la sentence d'inter-
« diction sera signifiée à chaque notaire, aux
« frais de ceux qui auront obtenu l'interdiction,
« pour être observé par les parties contractantes.
« Chaque notaire qui recevra un acte où une
« personne interdite sera partie, sera tenu
« d'avertir l'autre desdites parties et d'en faire
« mention dans l'acte ».

1. BRODEAU SUR LOUET, *Recueil de plusieurs notables arrests.*

2. FERRIÈRE, *Dict. de droit et de pratique.*

L'ordonnance rédigée en 1629 par Michel de Marillac exige l'affiche aux greffes des juridictions ordinaires de tableaux « contenant les « noms de ceux auxquels l'administration de « leur bien et la liberté de contracter est inter- « dite..... Et outre seront lesdites interdictions « publiées en jugement sans préjudice des cou- « tumes où il est requis plus grande solennité ; « le tout à peine de nullité desdites interdic- « tions pour le regard des créanciers ».

Aux termes de lettres patentes en date du 25 décembre 1769, tout jugement d'interdiction devait être rendu, après délibération, en audience publique, sur les conclusions du ministère public : « Voulons et nous plaît qu'il ne puisse être « à l'avenir statué sur les demandes en inter- « diction pour démence, fureur ou prodigalité, « non plus que sur les demandes en mainlevée « d'icelles que sur les conclusions de la partie « publique des sièges où lesdites demandes « seront pendantes, et par délibération desdits « sièges..... Faisons défenses à tous juges de « statuer seuls et en leurs maisons sur les inter- « dictions et mainlevées d'icelles, à peine de « nullité et de tous dommages-intérêts, même « de prise à partie, s'il y échet¹. »

1. L'ordonnance de 1629 et les lettres patentes de 1769 sont rapportées par Decrusy, Isambert et Jourdan, anciennes lois françaises.

Les sentences d'interdiction étaient susceptibles d'appel : un arrêt du 16 février 1626 annule une interdiction prononcée sans juste cause ¹.

Tous les actes de l'interdit étaient nuls de plein droit ; dès le moyen âge on admettait cette nullité : Brodeau cite un acte de notoriété du 22 novembre 1382 ², ainsi conçu : « Si à aucun
« est fait interdiction par justice du gouverne-
« ment et administration de ses biens, et icelle
« interdiction publiée et notifiée publiquement,
« et à iceluy donné curateur par justice, au gou-
« vernement de ses biens ; après l'interdiction
« ainsi faite, il ne peut pas de soy et sans l'au-
« torité de son curateur faire contrats ni obliga-
« tions qui soient valables ; et s'il les fait, ils
« sont nuls *ipso jure*. » Les interdits pouvaient tester en la forme olographe ; le testament était ou non validé selon qu'il renfermait des dispo-
sitions censées ou déraisonnables ³.

1. FERRIÈRE, *Dict. de droit et de pratique* : « Basnage, sur l'article 43
« de la coutume de Normandie, rapporte un arrêt rendu au Parlement
« de Normandie qui a jugé qu'une interdiction qui n'était fondée sur
« aucune cause légitime ne pouvait pas être opposée, quoiqu'il s'agit,
« d'une donation qui était faite par celui qui était interdit. »

2. Cet acte de notoriété est, dit Brodeau, contenu dans un ma-
nuscrit intitulé : « Coutumes tenues toutes notoires et jugées au Chas-
« telet de Paris. » — FERRIÈRE, *dict. de droit et de pratique*, caracté-
rise ainsi l'incapacité de l'interdit : « L'interdiction fait que l'interdit
« ne peut faire aucun acte valable et qu'il ne peut valablement
« s'obliger. »

3. BEAUNE, *Droit coutumier, condition des personnes*.

Quelle était, dans l'ancien droit, la capacité des aliénés non interdits ? Incapables dans les instants de folie, ils recouvraient leur capacité pendant les intervalles lucides. « C'est, dit « Ferrière ¹, une difficulté si le furieux est inter-
« dit *ipso jure*, ou si, pour le rendre tel et inca-
« pable de faire aucun acte qui requiert la
« santé de l'esprit, il faut une sentence qui
« ordonne l'interdiction ; il n'y a aucune loi qui
« requiert que l'interdiction soit prononcée. La
« glose de la loi I, pr. *de curat. furiosi*, dit que,
« *furiosi statim adveniente furore, ipso jure est*
« *interdictum*. Et, si on demande comment on
« reconnaît si un homme est furieux, on en juge
« par les actes qu'il a faits et par les dispositions
« contenues dans son testament. Cette interdic-
« tion ne dure qu'autant que dure la fureur. »

Si la capacité juridique des aliénés était l'objet de dispositions législatives, il n'en était pas de même de leur condition matérielle. Pendant tout le moyen âge, au XVI^e siècle et même au commencement du XVII^e, les aliénés inoffensifs erraient librement, « abandonnés à la risée ou à la vénération ridicule de leurs concitoyens. »² Quant aux fous dangereux, ou même simplement hallucinés, ils étaient entou-

1. Cout. de Paris, *Des testaments*, art. 292.

2. ESQUIROL, *De l'aliénation mentale*.

rés d'une terreur superstitieuse. « Comme on
« croyait à la magie et à la sorcellerie, aux
« démons et aux possessions, on regarda natu-
« rellement comme des magiciens, des sorciers
« ou des possédés, les simples aliénés qui,
« très sincèrement, dans leur délire, parlaient
« du sabbat auquel ils avaient assistés, et se
« disaient possédés du démon. Au lieu de voir
« dans les fous des esprits égarés ou des ma-
« lades, au lieu de chercher, inutilement sans
« doute, à dissiper leurs illusions par le raison-
« nement, à les persuader de leur erreur, ce
« furent ces esprits égarés, ces fous eux-mêmes
« qui persuadèrent les hommes sensés, leur
« firent partager l'erreur où ils étaient sur
« leur propre état¹. »

Et, croyant se trouver en présence d'êtres malfaisants dont il fallait à tout prix débarrasser la société, on traduisait un grand nombre de ces malheureux, sous l'inculpation de sorcellerie, devant les tribunaux répressifs. D'abord de la compétence de la juridiction ecclésiastique, les faits de sorcellerie furent, à la fin du XVI^e siècle, dévolus aux magistrats de l'ordre civil, qui se montraient fort rigoureux. En 1596, dans un livre dédié au cardinal de Lorraine, un juge de

1. LEMOINE, *L'aliéné devant la philosophie, la morale et la société*, p. 12.

Nancy se vante d'avoir brûlé en 16 années huit cents sorciers; de 1600 à 1604, le parlement de Dôle condamne à mort trois femmes accusées de correspondre avec le diable, enfin, Pierre Delancre¹, conseiller au parlement de Bordeaux, raconte qu'en pays basque il a fait mettre à mort un grand nombre de sorcières².

Ce n'est qu'en 1674 qu'un édit de Louis XIV, rédigé à l'instigation de Colbert, vient mettre fin à cet état de choses, et défendit aux tribunaux d'admettre l'accusation de sorcellerie³.

Cependant, tous les fous n'étaient point regardés comme sorciers; on avait compris la nécessité de créer des asiles pour ces malheureux: au XVI^e siècle, à Marseille, à Avignon, s'ouvrirent les établissements des pénitents noirs de la Miséricorde, à Armentières, ceux des Franciscains. Un arrêt du Parlement de Paris de 1660 ordonna que tous les fous seraient reçus à l'hôtel-Dieu; les incurables étaient admis à Bicêtre, à la Salpêtrière. Mais les malades placés dans ces établissements étaient loin de recevoir les soins nécessaires: on pensait avoir affaire à des êtres malfaisants; on les traitait comme tels⁴. Si la

1. Tableau de l'inconstance des mauvais anges et démons, Paris, 1613, cité par Bourdon.

2-3. BOURDON, *des incapacités civiles résultant de l'aliénation mentale*.

4. DALLOZ, *Rép. v^o Aliénés*.

loi parle des devoirs des personnes préposées à la garde des fous, c'est pour les rendre responsables des dommages causés par ceux-ci. Les articles 150 et 151 de la Coutume de Normandie¹ ordonnent aux parents de « mettre en sûre garde
« ceux de leur famille qui sont troublés d'enten-
« dement, de manière qu'ils ne fassent dommage
« à qui que ce soit, et quand les imbéciles ou
« furieux n'ont pas de parents, les voisins sont
« chargés de ce soin, à peine, si eux ou leurs
« parents négligent de le remplir, d'être suscep-
« tibles des dommages-intérêts qui peuvent en
« être l'effet. »

Les lois de la Révolution n'abrogèrent pas les règles de l'ancien droit en matière d'interdiction : l'article 13 de la constitution du 5 fructidor an II dit que l'exercice des droits du citoyen est suspendu par l'interdiction pour cause de démence, de fureur ou d'imbécillité.

L'article 3 de la loi des 16-24 août 1790, titre XI place sous la surveillance de l'administration les insensés ou les furieux laissés en liberté.

L'article 15 de la loi des 19-22 juillet 1791 réprime la négligence des personnes chargées de surveiller les aliénés.

1. HOUARD, *Dictionnaire de la Coutume de Normandie*, v° *Curatelle*.

Enfin, la loi du 24 vendémiaire an IX ordonne l'emprisonnement des déments indigents, les assimilant ainsi à des malfaiteurs.

CHAPITRE III

CONDITION DES ALIÉNÉS AVANT LA LOI DU 30 JUIN 1838.

Comme l'ancien droit, le Code civil permet d'interdire les majeurs atteints de folie ¹. Les parents ont la faculté de provoquer l'interdiction. Ce droit appartient également au ministère public, dans deux cas : 1° si les parents d'un fou furieux négligent d'intenter une action en interdiction ; 2° si le fou est sans parents connus ². Le tribunal statue après avis du conseil de famille et interrogatoire du défendeur ³.

L'interdit est placé en tutelle ainsi qu'un mineur ⁴ ; ses actes sont nuls de droit ⁵.

Le système du Code civil n'offre que des garanties insuffisantes aux aliénés : l'interdiction ne doit être prononcée qu'en cas de démence habituelle ou de fureur ; les malades

1. Nous n'entrerons point dans l'examen des difficultés que soulève l'étude de l'interdiction, cette matière étant en dehors de notre plan.

2. Art. 490, 491 C. civ.

3. Art. 494, 496 C. civ.

4. Art. 509 C. civ.

5. Art. 502 C. civ.

dont la folie est intermittente n'ont aucun secours à attendre de la loi. La lenteur de la procédure, les frais considérables qu'elle entraîne, la publicité prescrite par les articles 498 et 501 Code civil, si contraire aux intérêts des familles, qui, souvent, ont le désir bien légitime de ne point dévoiler la maladie d'un des leurs : ce sont là des motifs empêchant fréquemment de recourir à l'interdiction. Et, si l'interdit vient à recouvrer la raison, il faut, pour lui rendre l'exercice de ses droits, une nouvelle procédure longue et coûteuse. L'interdiction a donc, à juste titre, été qualifiée de « procédé peu pratique, bien que très régulier, pour assurer la gestion des biens d'un aliéné » ¹.

Quant au conseil judiciaire, sorte de demi-interdiction, c'est une mesure inapplicable au malade qu'on a dû séquestrer : tout en prohibant les actes de disposition, elle laisse celui qui en est l'objet maître de l'administration de son patrimoine.

Avant la loi de 1838, de nombreux aliénés demeuraient sans protection, incapables de contracter et de gérer leur fortune ; souvent, on profitait de leur maladie pour les dépouiller. Dans son rapport à la Chambre des Pairs ²,

1. GRISOLLE, *L'aliéné non interdit*.

2. Moniteur du 7 janvier 1838.

le marquis de Barthélemy dit que, fréquemment, avant l'internement d'un malade, on lui faisait signer une procuration. Le mandataire, n'étant soumis à aucun contrôle, abusait de son pouvoir pour s'approprier la fortune dont il devait assurer la conservation.

Aucune surveillance efficace ne s'exerçait sur les asiles d'aliénés ; en 1819, seulement sept établissements de ce genre existaient, à Charenton, Lille, Maréville, Marseille, Avignon, Saint-Méon, Armentières. Dans vingt-quatre hôpitaux, les fous étaient dans des quartiers séparés ; partout ailleurs, on les tenait enfermés dans des maisons de correction, des dépôts de mendicité, des prisons. Ils étaient en butte aux plus mauvais traitements : « On laissait », dit un aliéniste ¹, « les furieux coucher sur la terre » ou sur le pavé, la paille des autres était rarement renouvelée ; les infirmiers étaient armés de bâtons, de nerfs de bœuf, et se faisaient accompagner par des chiens dans leurs tournées de surveillance. »

Telle était en France la situation des aliénés internés : nulle disposition ne réglementait les établissements d'aliénés ; à l'étranger, au contraire, plusieurs pays possédaient des lois protégeant les individus atteints de folie ².

1. BERTRAND, *Lois sur les aliénés*.

2. Cf. DALLOZ, *Répertoire*, v° *Aliénés*, § 34.

En Angleterre, dès 1247, un sheriff de Londres, Simon Pitz Mary¹, avait créé un asile d'aliénés, l'hospice de Bedlam ; mais ce n'est qu'en 1744 que fut promulguée une loi sur les aliénés. Aux termes de cette loi, les fous dangereux pouvaient être internés sur l'ordre de deux juges de paix. Une enquête parlementaire ordonnée en 1763 n'aboutit à aucun résultat. Les bills des 17, 25 mars 1828, réglementèrent enfin complètement la condition des aliénés : d'après leurs dispositions, aucun établissement privé ne pouvait être créé sans une autorisation préalable, valable seulement pour un an. Cette autorisation était donnée, à Londres et dans les districts voisins, par quinze commissaires désignés par le secrétaire d'État chargé du département de l'Intérieur ; dans les autres comtés par les juges de paix. Les aliénés n'étaient admis qu'après examen médical sur l'autorisation des commissaires ou des juges de paix. Les mêmes fonctionnaires autorisaient la sortie : elle ne pouvait avoir lieu que par suite de guérison ou à la demande des personnes ayant sollicité l'admission. C'est à la paroisse du domicile de l'aliéné indigent qu'incombaient les frais d'internement ; si le domicile n'était pas connu, la trésorerie du comté acquittait la dépense.

1. Pand. fr., *Rép.*, v° *Aliéné*, § 848.

Les articles 341 à 348 du code général prussien obligeaient le tuteur à surveiller les furieux et les insensés d'une manière constante, et de telle sorte qu'ils ne puissent nuire ni à eux-mêmes ni aux autres. Cette surveillance se faisait « sous l'inspection de ceux auxquels est imposée l'obligation de pourvoir à l'entretien ». Cependant, ni un parent, ni un tuteur, ni un particulier quelconque ne pouvaient être contraints à se charger de cette surveillance ; si le tuteur ou les parents ne trouvaient pas d'autres moyens de pourvoir aux soins des aliénés, ils étaient reçus dans des établissements publics.

Aux États-Unis, l'opportunité de l'entrée ou de la sortie dans les hospices était appréciée par des fonctionnaires spéciaux, « commissaires des pauvres ». Dans l'état de Virginie, les furieux, idiots ou déments pouvaient être internés d'office, sur l'ordre du juge de paix. Ces magistrats rendaient compte à la cour des directeurs de l'hôpital, qui statuait à bref délai. (Lois des 9 mars 1819 et 29 janvier 1825.) Les familles avaient la faculté de demander l'internement, mais elles devaient obtenir l'autorisation du directeur des hôpitaux. Les commissaires des pauvres et les directeurs nommés par l'État surveillaient les établissements d'aliénés.

Dans l'État de Géorgie, la surveillance des établissements était exercée par les cours de

justice; ces cours seules avaient qualité pour ordonner l'internement, même s'il était requis par la famille. En cas d'urgence, l'administration locale avait le droit de prescrire la séquestration provisoire, sauf à en référer, dans les trois jours, aux cours de justice.

La France se trouvait donc dans un état d'infériorité notoire vis-à-vis des autres peuples. En 1835, le gouvernement ordonna une inspection générale du service des aliénés; cette inspection mit à jour l'existence de nombreuses imperfections et de graves lacunes : aucune loi n'avait déterminé à qui revenait l'obligation de supporter la dépense résultant de la séquestration des aliénés indigents. Une décision ministérielle du 6 novembre 1815 avait seule statué sur cette difficulté : les pensions des aliénés seraient payées par les communes ou le département. Une circulaire du ministre de l'intérieur, du 29 juin 1835, mettait cette dépense à la charge des départements. L'article 6 de la loi des finances du 18 juillet 1836 décida que « les dépenses pour les aliénés indigents » seraient assimilées pour 1837 aux dépenses « variables départementales, sans préjudice du « concours de la commune du domicile de « l'aliéné et des hospices, s'il y a lieu ». Cette disposition fut reproduite dans la loi de finance du 20 juillet 1837.

Le 6 janvier 1837, le ministre de l'intérieur, M. de Gasparin, présenta un projet de loi à la Chambre des Députés. Ce projet n'apportait aucune modification au régime des établissements alors existants, et ne parlait pas de l'administration des biens des aliénés séquestrés. Divisé en quatorze articles, il avait pour but de protéger la liberté individuelle, d'éviter les internements arbitraires et de fixer les règles de contribution à la dépense des aliénés indigents. Enfin, il ne permettait la création de nouveaux établissements privés qu'à la condition d'une autorisation administrative. Après plusieurs discussions, le projet fut voté le 14 juin 1838; il est devenu la loi du 30 juin 1838.

Cette loi a été l'objet de nombreuses critiques : en 1869 une commission fut nommée afin de rechercher quelles améliorations pourraient y être apportées.

Une proposition tendant à accroître les garanties contre les séquestrations arbitraires, présentée au corps législatif par Gambetta le 21 mars 1870, ne put être discutée.

Le 25 juillet 1872, M. Roussel déposa un projet de loi ; il n'aboutit à aucun résultat.

Le 25 novembre 1882, le sénat fut saisi par le gouvernement d'un nouveau projet de loi ; voté dans la séance du 11 novembre 1887, ce

projet a été transmis à la chambre le 11 juin 1887. La Chambre n'a pas statué.

Le 3 décembre 1890, M. Reinach a déposé à la chambre une proposition reproduisant, avec quelques modifications, le texte adopté par le Sénat; et, le 19 février 1894, M. Lafon présentait un rapport.

Nous ferons connaître, au cours de ce travail, quelles sont les modifications apportées par ces projets à la loi de 1838.

Seuls, les aliénés internés sont soumis aux règles tracées par la loi de 1838, seuls aussi, ils sont protégés par cette loi. Quelle est la condition des autres, de ceux qui restent soignés par leur famille? l'action de l'autorité administrative ou judiciaire ne devrait-elle pas, dans une certaine mesure, s'exercer sur eux? Quel doit être le sort de leurs actes? Ce sont là des questions que nous nous proposons d'examiner avant d'aborder l'étude de la loi de 1838.



PREMIÈRE PARTIE

Des aliénés non internés.

CHAPITRE I^{er}

PROTECTION DES ALIÉNÉS NON INTERNÉS.

Le législateur, qui, avec un soin minutieux, a édicté toutes les mesures, pris toutes les précautions pour assurer le bien-être et la protection des aliénés internés, aurait dû se préoccuper du sort de ceux qui sont soignés à leur domicile, hors des établissements publics ou privés, loin de tout contrôle, de toute surveillance.

Si, dans beaucoup de cas, la famille dont un des membres est frappé de folie, ne voulant pas le confier à des étrangers, l'entoure de soins affectueux, dévoués, intelligents, il peut cependant arriver que l'égoïsme, la cupidité fassent de l'aliéné un être dont la présence, d'abord indifférente, devient peu à peu insupportable. Il sera alors abandonné, privé des soins les plus élémentaires, en butte à tous les mauvais traitements ; et, dans l'état actuel de la législation, aucune mesure ne peut être prise pour prévenir de tels abus : la loi de 1838 ne s'est pas occupée des aliénés non internés. « Ils ne sont
« protégés, comme les autres citoyens, que par

« les dispositions générales des lois sur la
« liberté individuelle, s'ils sont séquestrés sans
« nécessité, et par les lois pénales ordinaires,
« s'ils sont l'objet de violences ¹. »

Plusieurs législations étrangères contiennent des dispositions permettant de surveiller efficacement les aliénés non internés : en Russie ², les autorités locales doivent être informées par les familles de l'existence d'un aliéné. Cet aliéné est examiné par un médecin, devant un comité spécial qui a le droit de prendre des mesures provisoires. La décision définitive est rendue par le Sénat : si l'aliénation mentale est constatée, le malade est confié à ses parents les plus proches, au cas de refus de leur part, il est placé dans un asile.

L'article 25 de la loi belge des 25 décembre 1873-25 janvier 1874 interdit de séquestrer une personne dans son domicile, ou dans celui de ses parents ou de ceux qui en tiennent lieu, si deux médecins n'ont pas constaté l'aliénation.

Ces deux médecins sont choisis, l'un par les intéressés, l'autre par le juge de paix. Ce magistrat doit s'assurer par lui-même de l'état du malade et le visiter au moins une fois par trimestre. Pendant toute la durée de la séques-

1. BERTRAND, *Lois sur les aliénés*.

2. Rapport de M. Roussel au Sénat.

tration, il doit se faire remettre trimestriellement un certificat du médecin de la famille. Toutes les fois qu'il le croit nécessaire, il peut faire visiter l'aliéné par un médecin.

La loi anglaise ¹ prescrit à tout constable, *relieving officer* ² ou *overseer* ³, sous peine d'une amende de 10 livres sterling, d'informer le juge de paix des mauvais traitements exercés sur un aliéné, ou du défaut de surveillance de la part de ceux qui le gardent. Le juge de paix procède à une enquête; s'il acquiert la conviction que la déclaration est exacte, il fait examiner l'aliéné par deux juges de paix, assistés d'un médecin: cette commission peut, sur l'avis du médecin, ordonner l'internement. Tout aliéné ou présumé aliéné non interdit, « soigné par des parents ou « des amis, dans leur domicile ou dans une « habitation spécialement louée pour lui, et « renfermé ou soumis à une contrainte quel- « conque », peut, sur l'ordre écrit du chancelier ou du ministre de l'intérieur, être examiné par les *commissioners in lunacy* ⁴.

En Italie ⁵, aux termes d'un projet de loi présenté en 1881 par le ministère Depretis, les

1. BERTRAND, *op. cit.*

2. Officier de l'assistance publique.

3. Surveillant d'une paroisse.

4. St. 46-47, Vict. c. 97, art. 68, sl. 8, 9, Vict. c. 100, art. 112, 113.

5. Rapport Roussel.

personnes qui désirent soigner un aliéné à domicile, sont tenues de remplir certaines formalités différant suivant qu'il s'agit d'un aliéné dangereux ou inoffensif : si l'aliéné est dangereux, on présente au procureur du roi une demande accompagnée d'un certificat médical. Le procureur accorde l'autorisation ou prescrit de nouvelles mesures ; si ces mesures ne sont pas prises, il peut ordonner l'internement. Si l'aliéné n'est pas dangereux, une déclaration est faite par les parents ou le médecin à la police, qui la transmet au procureur du roi ; ce magistrat provoque l'arrêt d'incapacité ou la nomination d'un administrateur provisoire. Un an après cet arrêt, la famille ou le médecin doivent intenter une action en interdiction.

Le projet de loi voté par le Sénat complète sur ce point la loi de 1838 ; il distingue deux hypothèses :

1° L'aliéné est traité en dehors de sa famille. Dans ce cas, dit l'article 7, « la personne qui
« veut soigner un aliéné dans son domicile doit
« en faire la déclaration écrite, dans le délai
« d'un mois à partir de la mise en traitement de
« ce malade, au procureur de la République
« de son domicile et à celui du domicile où il est
« soigné. Il est joint à cette déclaration un
« rapport circonstancié, dressé et signé par un
« docteur en médecine. Ce rapport doit indiquer

« la date de la dernière visite faite au malade
« par le signataire, sans que cette date puisse
« remonter à plus de huit jours, les symptômes
« observés et les preuves de folie constatées
« personnellement par le signataire, ainsi que
« son appréciation sur la suffisance des soins
« qui peuvent être donnés dans le domicile où
« s'effectue le traitement ». Si l'aliéné est soigné
chez un médecin, ce médecin ne peut rédiger
le rapport joint à la déclaration.

Le projet de loi n'édicte pas de pénalité pour défaut de déclaration ; la seule sanction serait l'internement d'office de l'aliéné.

Si la personne qui désire garder l'aliéné est son conjoint, un descendant, un ascendant, un frère ou une sœur, un oncle ou une tante, ou si c'est le tuteur ayant obtenu du conseil de famille l'autorisation de se charger du traitement, il n'est point nécessaire de faire de déclaration, excepté toutefois au cas où le malade aurait dû être enfermé pendant plus de trois mois. Il y aurait lieu alors de se conformer aux règles énoncées précédemment. (Art. 8.) Le procureur de la République ou un délégué spécial nommé par le conseil de famille peuvent, si les soins sont insuffisants, faire ordonner par le tribunal que l'aliéné sera confié à un autre parent ou interné. Le tuteur ou le parent contre lequel cette mesure est prise est mis en demeure d'intervenir à l'instance.

Lors de la discussion de l'article 8, on agita la question de savoir si, pour les immunités accordées au traitement de l'aliéné en famille, il suffit que le parent qui prend la responsabilité du traitement préside personnellement aux soins dont l'aliéné a besoin, s'il ne faut pas, de plus, qu'il demeure dans la même maison que l'aliéné. La rédaction primitive de l'article 8 exigeait formellement cette condition; M. Roussel, rapporteur, M. Cazelles, commissaire du gouvernement, demandèrent énergiquement le maintien de ces mots « demeure dans la même maison ».

« Nous voulons avant tout, disait M. Cazelles
« prendre des précautions dans le cas où le
« parent ne garde pas l'aliéné près de lui. Ah !
« si nous étions assurés que l'aliéné sera placé
« à proximité de la demeure du père de famille,
« si bien que celui-ci puisse se rendre tous les
« jours auprès de son fils pour constater l'état
« de sa santé et veiller à l'application du
« traitement, s'il en était ainsi, il serait possible
« d'arriver à une entente avec l'honorable
« M. Paris. » (M. Paris avait déposé un amendement tendant à la suppression des mots « demeure dans la même maison.) « Mais
« comment l'administration sera-t-elle assurée
« que les choses se passeront ainsi? Qui lui
« garantira qu'au lieu de placer le malade à
« proximité de sa demeure pour le voir

« aisément tous les jours, le parent, le père ou
« un autre ne l'éloignera pas, ensuite qu'il ne
« le verra plus qu'une fois par semaine ou par
« mois, tout en ayant la prétention de présider
« aux soins qu'il doit recevoir ? Dans ce cas, ces
« soins lui seraient donnés, non plus par une
« personne naturellement portée à entourer le
« malade de tendresse, qui le confierait à un
« gardien dévoué et expérimenté ou apte à
« soigner des aliénés, mais simplement par un
« mercenaire, par un homme à gages qui
« n'aurait pas d'autre mission que de tenir
« l'aliéné séquestré, loin des personnes qui le
« connaissent, dans un but que les auteurs de la
« loi ont voulu prévenir, c'est-à-dire de le priver
« d'abord de sa liberté pour mettre ensuite la
« main sur ses biens. »

A cette argumentation, M. Paris répondait que, la déclaration faite au procureur de la République révélant l'état de l'aliéné, la vigilance de ce magistrat serait mise en éveil ; il pourrait prendre toutes les mesures utiles : « Cette mesure appellera l'attention de l'autorité.... le
« procureur de la République, ainsi averti, sera
« éclairé par un rapport médical ; à tous moments, il pourra exiger qu'on lui remette un
« nouveau rapport. Sa surveillance s'exercera
« donc d'une façon continue. Cette garantie n'est
« pas la seule. Si le procureur de la République

« juge que le malade n'est pas traité avec soin,
« il aura le droit de saisir le tribunal en
« chambre du conseil, et alors la justice inter-
« viendra; elle pourra ordonner que le malade
« soit confié à un autre parent, et, s'il le faut
« même, si la famille manque à ses devoirs, que
« l'aliéné soit placé dans un établissement
« public ou privé. »

Le texte de la commission fut modifié, et la seule condition exigée pour qu'un aliéné puisse être traité par un parent sans déclaration préalable, c'est que ce parent *préside personnellement* aux soins qui lui sont donnés.

CHAPITRE II.

CARACTÈRE DES ACTES D'UN ALIÉNÉ NON INTERNÉ.

« Pour faire une donation, dit l'article 901 « Code civil, il faut être sain d'esprit. » Cette condition est, indiscutablement, essentielle pour l'existence de tout contrat. Le contrat n'est, en effet, autre chose que l'accord de deux volontés; cet accord n'est parfait et le contrat ne peut être valablement créé que si les contractants jouissent de la plénitude de leurs facultés intellectuelles. L'incapacité du fou, de l'homme dont l'esprit est affaibli à un point tel qu'il lui est impossible de calculer la portée et de prévoir les conséquences de ses actions, est tellement évidente, que les rédacteurs du Code n'ont point cru, au titre des obligations, devoir la mentionner. Si, dans l'article 901, ils ont formellement exigé la santé d'esprit du donateur, c'est à cause du caractère particulier de la donation : l'essence de tout contrat est d'être commutatif; l'une des parties s'engage à donner à l'autre ou à faire quelque chose à son profit, mais à la condition de recevoir, en échange de ce qu'elle donne ou de ce qu'elle fait, un avantage équivalent à ce dont

elle se dépouille. Or, dans la donation, au contraire, le donateur s'appauvrit irrévocablement en faveur du donataire, sans aucune compensation.

Les actes des déments sont donc nuls : plusieurs législations étrangères prononcent cette nullité. Toutes les législations germaniques¹ frappent d'incapacité les personnes privées de leur raison, fût-ce temporairement. Aux termes de l'article 986 du Code du bas Canada², la capacité de contracter est refusée aux personnes aliénées ou souffrant d'une aberration temporaire causée par maladie, accident, ivresse ou autre motif, ou qui, à raison de la faiblesse de leur esprit, sont incapables de donner un consentement valable.

L'article 31 du Code fédéral suisse des obligations³, l'article 672 du Code de Malte⁴, l'article 163 du Code espagnol⁵, contiennent des dispositions analogues. En Angleterre⁶, l'engagement pris par une personne en état d'imbécillité, de démence ou d'ivresse est annulable, à

1. LEHR, *Eléments de droit civil germanique*, t. II, n° 760 ; Code saxon, art. 81 ; Code autrichien, art. 865 ; projet de Code allemand, art. 64.

2. DE BELLEFEUILLE, *Code du bas Canada*.

3. SOLDAN, *Code fédéral des obligations*.

4. BILLIET, *Lois civiles de Malte*.

5. LEVÉ, *Code civil espagnol*.

6. LEHR, *Eléments de droit civil anglais*.

la condition toutefois que l'autre partie contractante ait eu connaissance de cet état de choses.

Bien qu'il paraisse impossible de mettre en doute la nullité des actes d'un fou, ne fût-il ni interdit ni séquestré dans un établissement public ou privé d'aliénés, deux auteurs éminents, Proudhon et Zachariæ, ont soutenu, par une interprétation singulière de l'article 503, que l'on doit repousser toute demande tendant à faire prononcer la nullité des actes d'un aliéné non interdit : Aux termes de l'article 503, disent-ils, les actes antérieurs au jugement d'interdiction pourront être annulés, si la cause de l'interdiction existait notoirement à l'époque où ces actes ont été faits. Par conséquent, si un jugement emportant interdiction n'a pas été préalablement rendu, on ne peut attaquer un acte pour cause d'insanité d'esprit.

Dans la doctrine, cette opinion est, avec raison croyons-nous, généralement repoussée. L'article 503 permet d'annuler les actes antérieurs à l'interdiction en prouvant la démence, non pas à l'instant exact et précis de la passation de l'acte, comme il sera nécessaire de le faire si l'on est en présence d'un aliéné non interdit, mais à l'époque où cet acte a eu lieu. Le jugement d'interdiction fait présumer une démence notoire et habituelle, existant déjà bien avant la demande en interdiction : on est en droit de

penser que, sous l'empire de cette démence, l'interdit n'a pu faire un acte valable. C'est ce qu'a voulu dire l'article 503.

Ne serait-il pas bien étrange, bien extraordinaire, que le législateur eût défendu de provoquer la nullité des actes d'un individu non interdit, même si sa folie est notoirement connue et s'est manifestée aux yeux de tous par des actes extravagants, de telle sorte qu'elle ne puisse être mise en doute ? Un malheureux dont les facultés sont déséquilibrées pourra alors passer les actes les plus onéreux que l'obligeront à faire des tiers cupides abusant de sa démence ; il pourra se ruiner, ruiner ses enfants : s'il n'a pas été interdit, si, par suite de négligence ou d'indifférence coupable, aucun de ses parents n'a voulu user du droit que leur donne l'article 490, s'il n'a pas de parents, si le ministère public ignore son état et n'agit pas d'office, il n'aura, une fois revenu à la raison, aucun moyen de réparer le tort qu'il s'est fait à lui-même en un instant d'égarement maladif. Cela lui sera impossible, car il *n'aura pas été interdit* ; et, si les conventions sont nulles, c'est à cause de l'interdiction, non à cause de la folie.

Comment supposer un seul instant que les rédacteurs du Code aient voulu atteindre un pareil résultat, si contraire aux plus simples règles du bon sens. Et, si l'on accepte cette

théorie avec toutes ses conséquences, on sera obligé de valider les obligations contractées par un homme en état d'ivresse.

Là, en effet, il ne peut être question de présomption légale d'incapacité, mais seulement d'une pure incapacité de fait. La doctrine et la jurisprudence n'ont pas voulu admettre cette théorie : un arrêt de la Cour de Rennes du 6 juin 1881 ¹ et un arrêt de la Cour de Nîmes du 29 janvier 1890 ², conformes à l'opinion adoptée par Marcadé ³, ont déclaré que le délire de l'ivresse est exclusif de tout consentement, et par suite de tout contrat.

Nous pouvons affirmer que l'aliénation mentale emporte la nullité des actes faits sous son influence : ces actes seront-ils seulement nuls ou seront-ils inexistantes ? Point n'est besoin d'insister sur l'importance capitale de cette distinction : l'acte inexistant ne peut produire aucun effet, il n'a aucune réalité et est insusceptible de ratification ; l'acte nul existera jusqu'à ce que sa nullité ait été prononcée, il pourra être ratifié, et cette nullité se couvrira par la prescription de l'article 1304. L'inexistence, au contraire, est imprescriptible ; toutefois, les

1. DALLOZ, 1881, II, 248.

2. DALLOZ, 1891, II, 97.

3. Sur l'article 1108.

actions tendant à la faire constater sont soumises chacune à leur prescription spéciale. Enfin, les personnes à qui la loi accorde le droit de demander la nullité, sont seules admises à s'en prévaloir : tout intéressé est recevable à attaquer un acte inexistant.

S'appuyant sur l'autorité de l'ancien droit, Aubry et Rau ¹, Larombière ², Duranton ³, ont soutenu que la démence est seulement une cause de nullité, non d'inexistence. D'après ces auteurs, il ne faut voir dans la folie qu'un défaut de capacité, qu'un vice du consentement dont le résultat est de faire naître une action en nullité, prescriptible par dix ans, ouverte au profit de l'incapable. La loi prononce l'inexistence dans un seul cas, celui de l'article 504 C. civ., et il faut interpréter restrictivement cette disposition tout exceptionnelle; par suite, les actes des déments non interdits sont seulement annulables. S'il en était autrement, ajoute-t-on, la condition d'un interdit serait pire que celle d'un aliéné de fait. Il est accordé un délai de dix ans à partir de la mainlevée de l'interdiction pour faire annuler les actes de l'interdit; à l'expiration de ce laps de temps, son action serait irrecevable. L'aliéné

1. Tome iv, § 343.

2. *Théorie des obligations*, art. 1124.

3. *Cours de Code civil*, III, § 782.

non interdit ne verra point son action limitée : à toute époque, il pourra se prévaloir de son état et faire constater l'inexistence.

N'est-ce pas là une anomalie contraire à l'esprit de la loi ?

Ce raisonnement est loin d'être irréfutable ; les anciens auteurs dont on invoque l'autorité se bornent à dire : « Les insensés sont incapables de contracter parce qu'ils sont incapables de consentir ¹. »

Cette incapacité de consentir n'entraîne-t-elle pas l'inexistence ?

La nullité de l'article 503 est, nous le reconnaissons, relative. Mais ce texte prévoit une hypothèse dans laquelle on ne connaît pas l'état mental de l'aliéné à l'instant de l'acte ; il ne peut donc être invoqué dans l'espèce.

A l'argument tiré de la situation moins favorable faite à l'interdit, nous répondrons que la présomption d'incapacité qui plane sur tous ses actes lui permettra de faire annuler même ceux qui auront été accomplis dans un intervalle lucide, et cela pendant dix ans à partir de la mainlevée de l'interdiction. Pendant dix ans, il aura eu une situation privilégiée, conséquence de la protection que lui a accordée la loi. Il pourra ensuite, en se conformant aux règles du droit

1. POTHIER, *Des obligations*, nos 49, 128.

commun, en prouvant sa démente à l'instant précis de la formation du contrat, obtenir l'annulation.

Comment enfin admettre une convention sans consentement ? On ne conteste pas l'inexistence du contrat passé avec un enfant non encore parvenu à l'âge de raison, encore dans cette période de la vie où il ne diffère guère d'un insensé ?¹ Ni l'un ni l'autre ne peuvent valablement consentir, et, nous le répétons, la démente entraîne l'absence totale de consentement. C'est ce qu'expose fort clairement un arrêt rendu par la Cour de Lyon le 24 août 1831 : « Attendu que le consentement
« est de l'essence de tous les contrats ; que le
« consentement doit être libre et spontané ; que
« là où cette condition, d'une nécessité absolue
« pour former le lien de droit, vient à manquer,
« il n'y a pas de contrat ; qu'il suit de ce prin-
« cipe que le majeur qui est dans un état
« habituel d'imbécillité, de démente ou de
« fureur est incapable de contracter ; qu'il peut
« lui-même, après que la raison lui est revenue,
« poursuivre la nullité des actes qu'il avait
« souscrits pendant son incapacité ; qu'il n'est
« pas nécessaire qu'il y ait eu interdiction, ou
« que l'interdiction ait été provoquée. »

2. « *Infans et infantiæ proximus non multum a furioso distat* ». *Inst.* LIV. III, TIT. XIX.

Et, par un arrêt du 11 janvier 1885¹, la Cour de Toulouse a considéré comme nulle et inexistante, pour défaut de consentement, la convention passée par un individu en état de démence : « Attendu qu'il ne faut pas confondre
« l'absence absolue, l'impossibilité de consen-
« tement avec les vices entachant un consen-
« tement qui a été et a pu être donné; que, dans
« le premier cas, le contrat est nul de plein
« droit, réputé inexistant, tandis que, dans le
« second, il est simplement annulable. » Demolombe², Marcadé³, Solon⁴, adoptent cette distinction. Tous les actes de l'aliéné, sans exception, qu'ils soient à titre onéreux ou à titre gratuit, seront inexistants. Les juges du fait apprécieront souverainement, d'après les circonstances de la cause, si l'auteur de l'acte attaqué jouissait ou non de la plénitude de ses facultés⁵.

1. DALLOZ, 86, II, 73.

2. *Cours de Code civil*, XXIV, § 80.

3. *Cours de Code civil*, art. 1108.

4. *Théorie des nullités*, T. I, § 36.

5. Sur le pouvoir d'appréciation des juges, voir : Cass., 8 juillet 1823 ; — S. chr., Cass., 24 mars 1838 (Sirey, 1838-1835) ; — 3 avril 1872 (Sirey, 1873, I, 200) ; — 28 juillet 1874 (Sirey, 1875, I, 200) ; — 14 février 1875 (Dalloz, 1876, I, 280).

CHAPITRE III

EFFETS DE L'ALIÉNATION MENTALE SUR LES DROITS DE FAMILLE.

L'aliénation mentale met-elle obstacle à l'exercice des droits de famille ?

Cette question doit être résolue affirmativement ; car, si on refuse à l'aliéné la possibilité de contracter alors que ses intérêts pécuniaires seuls sont en jeu, à plus forte raison on ne peut pas et on ne doit pas lui permettre d'accomplir des actes touchant à ses intérêts moraux et à ceux de sa famille.

On admet sans difficulté qu'une personne atteinte de folie, même avec des intervalles lucides, devra, si elle ne présente pas sa maladie pour excuse, être exclue de la tutelle pour incapacité¹. C'était aussi la solution du droit romain, on remplaçait les tuteurs frappés d'insanité d'esprit : « *Complura senatusconsulta facta sunt « ut in locum furiosi tutoris, alii tutores dentur*² ». Il serait en effet bizarre et illogique de confier

1. AUBRY et RAU, T. I, § 92, p. 174. — DEMOLOMBE, T. VII, § 469.

2. L. 7, Code de tut., 26, 1.

la mission délicate de l'éducation et de la gestion des biens d'un mineur à un homme qui, impuissant à se diriger, incapable de comprendre les plus simples notions pratiques, a lui-même besoin d'être l'objet d'une surveillance toujours attentive.

Les Codes italiens ¹, hollandais ², espagnol ³, allemand ⁴, portugais ⁵, autrichien ⁶, suédois ⁷, saxon ⁸, baltique ⁹, polonais ¹⁰, de Zurich ¹¹, du bas Canada ¹², dispensent de la tutelle les personnes atteintes d'une infirmité grave et permanente : incontestablement, cette disposition s'applique aux aliénés.

Le droit romain refusait de considérer comme valable le mariage du dément ¹³. Dans l'ancien droit, Pothier ¹⁴, Despeisses ¹⁵, Bourjon ¹⁶,

1. ORSIER, *Code civil italien*, art. 273.

2. TRIPELS, *Les Codes néerlandais*, art. 434.

3. LEVÉ, *Code civil espagnol*, art. 244.

4. LEHR, *Éléments de droit civil germanique*. — DE LA GRASSERIE, *Code civil allemand*.

5. LEPELLETIER, *Code civil portugais*, art. 227.

6. Code autrichien, art. 193. (LEHR, *Droit civil germanique*.)

7. DE LA GRASSERIE, *Code suédois*, titre des successions, chap. 21.

8. Code saxon, art. 1897.

9. Code Baltique, art. 329-336.

10. Loi polonaise de 1825. (Ces deux législations sont commentées par LEHR, *Éléments de droit civil russe*.)

11. LEHR, *Code de Zurich*, art. 747.

12. DE BELLEFEUILLE, *Code civil du bas Canada*, art. 275.

13. ACCARIAS, T. I, § 80.

14. *Contrat de mariage*, n° 91.

15. Liv. I, p. 276, n° 1.

16. *Droit commun de la France*, liv. I, tit. III, chap. II, section 3, n° 2.

enseignaient que les personnes privées de raison sont incapables de contracter mariage, « parce qu'elles sont incapables de donner un « consentement, qui est de l'essence de tous les « contrats ».

Les législations espagnole¹, portugaise², allemande³, autrichienne⁴ déclarent nul le mariage des personnes incapables de consentir; le droit russe interdit le mariage aux individus frappés d'aliénation mentale⁵.

Aucun texte du Code civil ne parle du mariage de l'aliéné : dans l'article 146, le législateur s'est borné à dire qu'il n'y a pas de mariage, s'il n'y a pas consentement. Dans les articles 180 et suivants, il traite seulement des nullités de mariage provenant, soit d'un vice du consentement, soit du défaut de consentement des parents, soit de l'inaccomplissement de certaines formalités substantielles. Une controverse s'est élevée sur le point de savoir si le mariage du fou est inexistant ou nul. La Cour de cassation, ainsi que Proudhon⁶, Delvincourt⁷, Toullier⁸, a considéré le mariage de l'aliéné

1. LEVÉ, *Code civil espagnol*, art. 83.

2. LEPELLETIER, *Code civil portugais*, art. 1058.

3-4. LEHR, *Éléments de droit civil germanique*.

5. LEHR, *Éléments de droit civil russe*.

6. T. I, p. 391.

7. T. I, p. 143.

8. T. I, n^{os} 501, 502.

de fait comme simplement frappé de nullité, et comme ne pouvant être attaqué que par les personnes à qui la loi a donné ce droit. Un arrêt de la Cour de Paris du 18 mai 1818 avait, sur la demande des collatéraux, annulé un mariage contracté par un homme en état de démence ; il fut cassé par la Cour suprême le 9 janvier 1821 ¹. Depuis cette époque, la Cour de cassation a, à plusieurs reprises, affirmé sa théorie ². D'après cette jurisprudence, l'article 146 est écrit en vue du cas où le consentement a été vicié par l'effet d'une violence physique ou morale, et de celui où il est donné sous l'empire de la folie. C'est, par conséquent, aux articles 180 et suivants qu'il faut se référer pour savoir par qui et à quelles conditions l'annulation du mariage d'un fou peut être demandée et obtenue.

L'article 180 permet aux époux seuls d'attaquer le mariage contracté sans consentement ; l'article 184 édicte une exception à cette règle dans les hypothèses prévues par les articles 144, 147, 161, 162, 163 : il ne parle pas de l'article 146. De là, la Cour de cassation tire cette conséquence que le dément seul pourra attaquer son mariage ; car la loi ne dit nulle part qu'un tel mariage est

1. SIREY, 1821, 1, 157.

2. Voir notamment : Cass., 29 janvier 1843 (Bulletin des arrêts de cassation, p. 207) ; — 12 novembre 1844 (S , 45, 1, 246) ; — 9 novembre 1887 (D , 88, 1, 161).

inexistant. Aussi, ceux qui auraient intérêt à en faire prononcer la nullité ne seraient point recevables à intenter une action ayant pour objet d'atteindre ce résultat.

Des objections fort graves se sont élevées contre ce système. Le cas prévu par l'art. 146 est très différent de celui de l'article 180 : ainsi que le dit un jugement du tribunal d'Anvers du 19 mars 1892¹, « l'analyse de ces deux textes de
« loi ne permet pas de reconnaître entre eux
« une corrélation tellement étroite, que le second
« ne serait que le développement et la sanction
« du premier ; en effet, l'article 146 ne dit pas
« que, dans le cas qu'il prévoit, le mariage est
« nul, ou que le mariage n'est pas valable,
« mais décide en termes concis et énergiques
« qu'il n'y a pas de mariage lorsque aucun
« consentement n'a été exprimé, ou lorsque, par
« une cause quelconque, les époux ou l'un d'eux
« se trouveraient dans l'impossibilité absolue
« de donner un consentement ».

Et cette affirmation, cette distinction entre les mariages nuls et inexistants, distinction repoussée par la Cour suprême, se justifie par les termes mêmes de la loi et par la place définitivement assignée au titre du mariage à l'article 146.

1. DALLOZ, 1895, II, 183.

L'article 3 du projet présenté au Conseil d'État le 26 frimaire an IX était conçu dans les termes suivants : « Sont incapables de contracter mariage : l'interdit pour cause de démence ou de fureur » ; et l'article 4 portait : « Le mariage n'est pas valable, si les deux époux n'y ont pas donné un consentement libre : il n'y a pas consentement s'il y a violence, s'il y a erreur dans la personne ».

Sur les observations de Cambacérès, l'article 3 fut supprimé comme inutile et ne contenant que l'application de principes généraux. Modifié une première fois par le Conseil d'État, l'article 4, qui est devenu l'article 146, fut ainsi rédigé : « Il n'y a pas mariage quand il n'y a pas consentement ; il n'y a pas consentement lorsqu'il y a erreur sur la personne, violence ou séduction. » Sous cette forme, l'article revint, portant le n° 2, devant le Conseil d'État, le 24 frimaire an X. Dans l'intervalle, le chapitre relatif aux nullités de mariage avait été discuté. Le premier Consul fit remarquer que cette nouvelle rédaction était en contradiction avec des opinions émises par lui lors de la discussion. Il insista sur l'importance de la distinction entre le mariage nul et le mariage

non existant. La suppression du deuxième alinéa de l'article 2 fut votée ¹.

Des travaux préparatoires, on est en droit de conclure qu'après deux modifications successives, le texte visa uniquement l'absence de consentement. C'est donc intentionnellement que l'article 180 ne se réfère point à l'article 146: aucun lien n'unit ces deux textes, et il est permis de s'étonner que la Cour de cassation ait établi entre eux « une corrélation que « semblent repousser à la fois et la nature des « choses et les termes mêmes des dispositions « de la loi ² ». Ainsi que le remarque l'arrêt de la Cour de Bastia auquel nous empruntons ces lignes, dans les espèces soumises à la Cour de cassation le mariage était attaqué par des collatéraux. Or, les collatéraux inspirent toujours quelque défiance: leur démarche n'a « d'autre « mobile que l'espérance d'accroître leur patrimoine ³ ».

Malgré la légitime suspicion qui s'attache à l'intervention de personnes guidées seulement par un intérêt pécuniaire, nous pensons que les collatéraux sont recevables à attaquer le mariage d'un aliéné: un tel mariage est entaché

1. Voir jugement d'Anvers, 19 mars 1892, précité.

2. Bastia, 8 février 1888 (Sir. 1889, II, 177).

3. PORTALIS, *Exposé des motifs*.

d'inexistence, car le consentement manque totalement.

Cette solution est adoptée par Marcadé¹, Demolombe², Aubry et Rau³.

Que décider au cas où l'aliéné serait appelé à consentir au mariage d'un de ses enfants, si son état mental le met dans l'impossibilité de donner ce consentement? Assurément, ce n'est point à l'officier de l'état civil qu'il appartiendra d'apprécier cette impossibilité, et de juger s'il doit ou non se contenter du consentement de l'autre ascendant : la loi ne lui a point conféré un pouvoir aussi étendu. Il est nécessaire que la preuve de la folie lui soit apportée de manière à ne laisser aucun doute sur ce point. Comment se fera cette preuve? Un acte de notoriété délivré par le juge de paix serait insuffisant, car ce magistrat n'a pas qualité pour constater une maladie mentale. Delvincourt⁴, Toullier⁵, Duranton⁶, pensent que le seul moyen de trancher la difficulté est de faire prononcer l'interdiction de l'ascendant aliéné, préalablement au mariage. En agissant ainsi, disent-ils, on se conforme

1. Sur les art. 146 et 180.

2. T. III, § 242.

3. T. V, § 541.

4. LAURENT, T. III, § 314.

5. T. I, p. 59.

6. T. I, p. 543.

aux principes, et on acquiert une preuve indiscutable de l'impossibilité d'avoir un consentement. Mais on conçoit tout ce qu'une telle mesure peut avoir de regrettable : « ne sait-on pas, « dit Demolombe ¹, le soin avec lequel les familles, les meilleures et les plus unies, cachent « ces infirmités dans le secret du foyer domestique ? Faudra-t-il, précisément à l'occasion « du mariage d'un enfant, les révéler au public, « et employer contre le père ou la mère une « mesure d'une dureté extrême ? Est-il bien sûr « que les retards qui vont en résulter, l'éclat « surtout et le scandale ne feront pas manquer « le mariage ? » Et d'ailleurs, le Code civil n'a pas, comme la loi du 20 septembre 1792, exigé que le père fût mort ou interdit pour que le consentement de la mère fût suffisant. L'article 149 dit : « Au cas où l'un des ascendants est dans « l'impossibilité de manifester sa volonté, le « consentement de l'autre suffit. » Pourquoi se montrer plus formaliste que la loi ? On pourra s'adresser au tribunal, qui constatera l'impossibilité de consentir. Le tribunal statuera après avoir ordonné les mesures d'instruction qu'il estimera nécessaires.

Le 11 mars 1830 ², la Cour de Poitiers a ainsi

1. *Traité du mariage*, t. 1, § 43.

2. DALLOZ, *Rép. v° Mariage*, n° 105, note 1.

résolu la question : « Attendu que la loi, en
« soumettant le mariage des mineurs au con-
« sentement de leurs pères, mères et aïeux, a
« eu essentiellement pour objet de les protéger
« contre leur faiblesse, leur inexpérience et
« l'égarement de leurs passions, ne dit pas que
« l'impossibilité ne pourra résulter que de l'in-
« terdiction; — Attendu que cette impossibilité,
« qui peut n'être que temporaire, est un fait
« palpable et qui tombe dans les règles ordi-
« naires de l'appréciation des faits. » Demo-
lombe ¹, Laurent ², Aubry et Rau ³, Huc ⁴, par-
tagent cette opinion.

L'autorisation donnée par un mari en état de
démence est nulle : de même que tout autre acte,
cette autorisation réclame une volonté libre.
Aussi les tiers seraient recevables à demander
la nullité d'une autorisation maritale accordée
en un instant de délire ; les tribunaux appré-
cieront s'ils doivent ou non faire droit à cette
demande. Ils tiendront compte de la notoriété
de la démence, du caractère de l'acte, de la
bonne foi des tiers. La femme agira prudem-
ment en faisant constater judiciairement la

1. *Traité du mariage*, t. I, n° 43.

2. T. II, § 314.

3. T. V., § 462.

4. T. II, § 37.

démence de son mari, et en demandant ensuite l'autorisation nécessaire en suivant les règles tracées par l'article 863 c. pr. civ.

CHAPITRE IV

PREUVE DE LA DÉMENCE.— QUI PEUT LA PROPOSER.

Pour faire constater l'inexistence des actes de l'aliéné; il faudra prouver la démence au moment même de l'acte. Il ne suffira pas d'établir que l'auteur de l'acte attaqué était, lors de sa confection, dans un état habituel d'insanité d'esprit. Cette preuve est admise par l'article 503; mais c'est là une disposition exceptionnelle, écrite seulement pour le cas d'interdiction. En dehors de ce cas, le demandeur devra prouver la démence au moment même de l'acte, l'impossibilité où il se trouvait de donner un consentement efficace à l'instant où il a paru consentir.

Comment se fera cette preuve? La loi est restée muette sur ce point. On devra suivre les règles du droit commun : on pourra avoir recours à la preuve testimoniale au cas où, et ce sera le plus fréquent, il aura été impossible de se procurer une preuve par écrit. L'art. 1348, en effet, ainsi que le remarque Laurent¹, ne parle

1. T. XI, n° 417.

que de la preuve des obligations ; mais il ne fait en réalité qu'appliquer un principe général : c'est que la loi ne peut pas exiger une preuve impossible.

La Cour de cassation¹ a, le 5 juin 1882, décidé que, si les dispositions d'un acte portent avec elles la preuve évidente que celui qui les a acceptées était inconscient, cet acte doit être annulé. Dans l'espèce soumise à la Cour, l'auteur de l'acte avait été interdit ; mais on ne rapportait pas la preuve d'un état de démence notoire à l'époque de l'acte. Cette solution doit assurément être adoptée au cas où l'interdiction n'a pas été prononcée. On ne saurait valider un acte conçu en des termes tels qu'ils ne permettent pas de douter de la démence d'un des contractants : ce sera une question de fait, laissée à l'appréciation des tribunaux.

Quelles personnes seront recevables à proposer la preuve de l'inexistence des actes de l'aliéné ? Ce seront l'aliéné lui-même ou ses ayants cause, et les tiers ayant contracté avec l'aliéné. Proudhon² a refusé ce droit à l'aliéné. Cet auteur admet, nous l'avons déjà vu, une théorie d'après laquelle la nullité ne peut résulter que de l'interdiction, théorie repoussée par la plupart des auteurs³.

1. SIREY, 1884, I, 412.

2. Voir Demolombe, T. VIII, n° 660.

3. DEMOLOMBE, *loc. cit.* — LAURENT, T. V, n° 323.

On ne peut, en effet, méconnaître qu'une des parties ait la possibilité de se prévaloir d'un défaut de consentement.

L'inexistence sera aussi proposable par les tiers, le contrat qui en est entaché ne pouvant produire effet au regard de personne .

CHAPITRE V

L'ARTICLE 504 EST-IL APPLICABLE AUX ACTES A TITRE GRATUIT ?

« Après la mort d'un aliéné, ses actes, dit l'article 504, ne pourront être attaqués pour cause de démence qu'autant que son interdiction aurait été prononcée ou provoquée avant son décès, à moins que la preuve de la démence ne résulte de l'acte même qui est attaqué¹. » On a essayé de soutenir que cette disposition vise les actes à titre gratuit ; on invoquait la généralité des termes de la loi : elle dit « les actes », sans en excepter aucun ; ce serait interpréter étroitement la pensée du législateur que de restreindre aux conventions à titre onéreux la règle posée par cet article. D'ailleurs, ajoute-t-on, les actes à titre gratuit sont, plus que tous autres, susceptibles d'être attaqués ; nuls ne mettent en mouvement plus de passions, plus d'intérêts ; le but de la loi a été d'éviter de nombreuses contestations : on ne

1. Les Codes italiens, art. 337, hollandais, art. 512, renferment des dispositions analogues.

doit pas permettre de les soulever. Et, si l'article 901 exige la santé d'esprit pour les actes à titre gratuit, il ne fait que rappeler un principe général. En un mot, rien ne s'oppose à ce que de tels actes tombent sous le coup de la prohibition édictée par l'article 504.

Mais la doctrine et la jurisprudence¹ adoptent une solution totalement différente. C'est dans les contrats de bienfaisance que l'affaiblissement de l'intelligence est le plus à craindre : souvent, c'est au cours d'une grave maladie qu'ont lieu ces contrats ; le donateur, le testateur sont alors l'objet de sollicitations pressantes auxquelles ils résistent difficilement ; il peut se faire qu'ils aient contre leurs héritiers une haine inexplicable, mais portée à un tel degré qu'elle les empêche de raisonner. Et si, sur tous les autres points, la lucidité est complète, si aucun désordre des facultés mentales ne s'est manifesté, la famille, qui peut craindre de se voir dépouillée, n'aura pas la ressource de provoquer l'interdiction. Sera-t-elle réduite à un silence absolu, à une complète inaction ? Un tel résultat serait manifestement choquant.

Si l'on se reporte aux travaux préparatoires²,

1. Cass., 7 mai 1810. — S. chr., Agen, 7 mai 1851 (D. 53, v. 163). — Cass., 7 mars 1864 (S., 64, 1, 163). — DEMOLOMBE, XVII, n° 673. — AUBRY et RAU, T. VII, p. 17.

2. DEMOLOMBE, T. XVIII, n° 674.

on voit que, dans le projet primitif, l'article 901 comprenait un second paragraphe conçu en ces termes : « Les donations entre vifs ou les testaments ne pourront être attaqués pour cause de démence que dans le cas et de la manière prescrite par l'article 504. » Cet alinéa fut retranché sur la proposition de Cambacérès. Or, il est évident que la rédaction primitive eût été intégralement maintenue, si les rédacteurs du Code avaient pensé que les actes à titre gratuit ne seraient attaquables pour cause de démence, après la mort de leur auteur, qu'en cas d'interdiction. La généralité de l'expression « actes », employée par l'article 504, n'est pas un argument en faveur de la thèse contraire : l'article 503, lui aussi, se sert du mot « actes », et tout le monde admet qu'un testament ou une donation peuvent être annulés pour cause de démence, bien que l'interdiction n'ait été ni prononcée ni provoquée avant le décès, et que la preuve de la démence ne résulte pas de l'acte lui-même ¹.

Comment alors se prouvera l'insanité d'esprit du disposant ? Lors de la discussion de l'article 504, Tronchet avait proposé de n'admettre la preuve testimoniale qu'autant qu'il y aurait un commencement de preuve par écrit, et

1. Poitiers, 27 mai 1809. — Liège, 16 juin 1810. — Besançon, 19 décembre 1810. — Colmar, 17 juin 1812 (Sirey chr.). — Cass., 7 mars 1864 (Sirey, 64, 1, 163).

que le disposant n'aurait survécu que six mois à la disposition ¹.

Cette proposition ayant été repoussée, on peut en conclure que la preuve se fait suivant les règles ordinaires. Il appartiendra aux magistrats appelés à statuer d'apprécier, suivant les circonstances de la cause, si le disposant jouissait ou non de la plénitude de ses facultés mentales, s'il avait une liberté d'esprit suffisante pour faire une donation ou un testament remplissant les conditions voulues par l'article 901 ².

1. FENET, T. II, p. 275.

2. Orléans, 28 avril 1860 (Dalloz, 90, 2, 99). — Cass., 9 mars 1875 (Dalloz, 77, 1, 220) — Chambéry, 9 août 1876 (Dalloz, 78, 1, 163.) — Cass., 9 février 1876 (Dalloz, 76, 1, 367).

CHAPITRE VI

L'ALIÉNÉ EST-IL OBLIGÉ PAR SES QUASI-DÉLITS ?

Le fou qui, dans un accès de délire, occasionne un préjudice sera-t-il tenu de le réparer ? A cette question, le droit romain répond négativement : « *Si furiosus damnum dederit, quemadmodum tegula ceciderit* ¹. »

Pothier ², après avoir défini le délit et le quasi-délit, dit « qu'il n'y a que les personnes « qui ont l'usage de la raison qui en soient capables ». Mais l'ancienne jurisprudence était d'un avis contraire : une sentence du Châtelet ³ avait condamné un individu, pour blessures volontaires, au fouet, au bannissement pendant neuf ans, à une amende de 200 livres, à 6.000 livres de dommages-intérêts. Appel fut interjeté, et un arrêt du 10 septembre 1683 reforma la sentence, reconnaissant, après examen médical, l'irresponsabilité de l'inculpé, et ordonnant son internement à Bicêtre ; mais la sentence du

1. ULPIN, l. v, §§ 1 et 2, *ad legem Aquiliam*.

2. *Traité des obligations*, n° 118.

3. MERLIN, *Questions de droit*, v° *Blessé*.

Châtelet fut maintenue en ce qui concernait les dommages-intérêts.

Merlin ¹ se range à l'avis de l'arrêt de 1683 :
« Quoique la démence soit, dit-il, un motif pour
« soustraire un insensé à la peine publique que
« mérite le délit, néanmoins ses biens
« répondent des dommages-intérêts qui en
« sont la suite. »

Le 31 mai 1866, la Cour de Montpellier a rendu un arrêt aux termes duquel les personnes atteintes de démence sont civilement responsables du dommage qu'elles ont causé par leur fait : « Attendu que, dans l'application des
« principes de la responsabilité civile, la loi ne
« tient compte ni de la volonté ni de l'intention;
« que, si l'inexpérience d'un insensé est excusable au point de vue de la répression pénale
« quand elle amène un fait dommageable à
« autrui, elle n'oblige pas moins son auteur à
« le réparer, ou par lui-même, ou par ceux qui
« doivent veiller sur lui. »

Et, dit-on, la justice, l'équité, exigent qu'il en soit ainsi : autrement un insensé, possesseur d'une fortune considérable, pourrait causer la ruine de ceux que le hasard aurait placés près de lui, et ses victimes ne pourraient espérer aucune réparation ! Cet argument est loin d'avoir

1. MERLIN, *loc. cit.*, v^o *Dément*.

toute la portée qu'on pourrait être tenté de lui attribuer: « Renversez l'hypothèse, dit M. Labbé: « le fou qui a causé le dommage n'a que de « faibles ressources, c'est la victime qui est « riche; le sentiment éprouvé n'est plus le même. « Cela prouve que l'acte de l'insensé ne renferme « pas en soi le principe d'une obligation. »

Comment, en effet, trouver dans l'acte d'un fou le germe d'une obligation? L'article 1383 suppose une imprudence, une négligence, un fait illicite de commission ou d'omission¹. Imprudence, négligence, ces termes n'ont de signification qu'à la condition d'admettre la possibilité de prévoir les conséquences dommageables d'un fait. Un fou n'est pas maître de ses actions; il ne peut être en faute, ni, par suite, être passible de dommages-intérêts.

Sourdat², Demolombe³, Larombière⁴, Laurent⁵, Aubry et Rau⁶, Marcadé⁷, reconnaissent que l'aliéné n'est pas tenu à la réparation du préjudice résultant de ses actes⁸.

1. SOURDAT, T. II, § 641.

2. T. I, § 16.

3. T. XXXI, § 187.

4. Sur l'article 1382.

5. T. XX.

6. T. III, § 446.

7. Sur l'art. 1382.

8. En ce sens : Cass. 14 mai 1866 (Dalloz, 67, 1, 297); — Lyon, 22 février 1871 (Dalloz, 72, 2, 133). *

Si, au lieu d'être complètement indépendante de la volonté de l'agent, de telle sorte que l'acte soit « soudainement amené par le hasard ou « par une force irrésistible », ainsi que le dit un arrêt de la Cour de Rouen du 17 mars 1874, la folie a été volontairement provoquée, s'il eût été au pouvoir de l'agent d'empêcher le dérangement de ses facultés, par exemple en évitant les excès alcooliques, alors il s'est lui-même mis en faute. Irresponsable aux yeux de la loi pénale, il sera sous le coup de la responsabilité civile édictée par l'article 1383. Aubry et Rau ¹, Larombière ², Sourdat ³, adoptent cette distinction, consacrée par la jurisprudence ⁴.

1-2-3. *Loc. cit.*

4. Rouen, 17 mars 1874 (Dalloz 1874. II, 190). — Caen, 9 novembre 1880 (Dalloz, 1882. II, 23).



DEUXIÈME PARTIE



Des aliénés internés.

CHAPITRE I^{er}

DES ÉTABLISSEMENTS D'ALIÉNÉS.

SECTION I^{re}

Obligation imposée aux départements de subvenir aux soins des aliénés.

Au termes de l'article 1^{er} de la loi du 30 juin 1838, « chaque département est tenu d'avoir un
« établissement public spécialement destiné à
« recevoir et à soigner les aliénés ou de traiter à
« cet effet avec un établissement public ou privé,
« soit de ce département, soit d'un autre
« département. »

Avant 1838, les aliénés indigents demeuraient fréquemment sans secours ; plusieurs départements, notamment les départements limitrophes entre la Corrèze, la Dordogne, le Lot, le Lot-et-Garonne, ne possédaient point d'asiles d'aliénés. Beaucoup de conseils généraux avaient laissé à la charge des communes les dépenses du service des aliénés ; et, presque toutes les communes rurales n'ayant que des ressources fort insuffi-
« santes, ces malheureux restaient sans secours

« ou étaient jetés dans les prisons, où la législation, au moins, pourvoyait à leur subsistance ¹.

Il fallait assurément mettre un terme à cette déplorable situation ; mais on ne pouvait contraindre chaque commune à supporter les frais considérables résultant de la fondation d'établissements d'aliénés. C'est donc au département qu'on a laissé le droit de pourvoir à la création de ces asiles. D'ailleurs, eu égard au nombre restreint d'aliénés, un seul asile est amplement suffisant pour recueillir tous ceux d'un département.

Quelques départements n'ayant qu'un petit nombre d'aliénés ², il eût été difficile, ainsi que le fit remarquer M. de Barthélemy, de fixer la part contributive pour laquelle on les astreindrait à concourir à la création d'établissements situés hors de leur territoire ; aussi la loi a-t-elle laissé aux départements la faculté de traiter avec un établissement public ou privé.

La loi n'a pas défini les asiles d'aliénés ; par conséquent, ce ne sont pas seulement les aliénés proprement dits, mais aussi les idiots, les

1. Rapport de M. de Barthélemy à la Chambre des Pairs, le 29 juin 1837.

2. En 1837, sur 11 aliénés existant dans le département des Landes, 5 seulement étaient secourus par l'administration, ce nombre était de 19 pour la Haute-Loire, de 16 pour le Lot-et-Garonne. La Corse n'en avait aucun à sa charge.

crétins, les épileptiques qui ont droit à l'admission dans ces établissements.

De vives critiques se sont élevées contre cet état de choses : le 2 juillet 1867, M. Suin, dans son rapport au Sénat, demandait que, « pour
« éviter l'encombrement, l'autorité compétente
« n'ordonne l'admission que de véritables aliénés
« curables ou d'incurables dangereux, soit pour
« eux-mêmes, soit pour la sécurité et la pudeur
« publiques, laissant à domicile ou dans leur
« famille les idiots, crétins ou aliénés incurables
« inoffensifs, sauf à accorder les secours qui
« seront reconnus nécessaires eu égard à la
« position de l'aliéné et de sa famille. » L'article 1^{er}
du projet de loi voté par le Sénat consacre cette distinction : les aliénés incurables, les idiots, les épileptiques seront, d'après ce projet, placés dans des refuges spéciaux ; les aliénés curables ou les incurables dangereux seuls seront reçus dans les asiles départementaux. C'est aux départements qu'il appartiendra de prendre des mesures nécessaires pour la création et l'entretien de ces refuges. Le Sénat a, avec raison, rejeté la proposition de la commission tendant à obliger l'État à fonder un ou plusieurs établissements spéciaux pour l'éducation et le traitement des jeunes idiots et des jeunes épileptiques. Une telle mesure aurait eu pour effet de mettre au compte de l'État une

dépense qui doit être acquittée par le département.

Il est permis aux départements, avons-nous dit, de passer des traités avec des établissements publics ou privés : ces traités ont pour objet de déterminer le prix exigé par les établissements. Lors de la discussion de l'article 1^{er} de la loi, plusieurs membres de la commission avaient proposé que cette faculté cessât après un délai de dix ans : les établissements placés sous l'autorité directe du gouvernement, alléguaient-ils, sont les seuls dans lesquels une bonne direction puisse être assurée : « Dirigés par des « médecins spéciaux, ils contribuent à faire « taire des progrès à l'art de traiter les affections « mentales ; dès lors, on y obtiendrait un bien « plus grand nombre de guérisons ¹. » On ajoutait que les établissements particuliers seraient achetés par les départements et, dès lors, prospéreraient davantage ; enfin, disait-on, dans les établissements appartenant aux congrégations, on pourrait craindre qu'une direction exclusivement religieuse ne fût donnée à l'esprit des malades et ne nuisît à leur guérison.

Cette opinion ne triompha pas : l'expérience avait démontré que les départements où existent des asiles privés, secourent de nombreux aliénés

1. Rapport de M. de Barthélémy à la Chambre des Pairs.

sans être obligés de grever outre mesure le budget départemental. En 1837, 380 aliénés étaient soignés à la maison du Bon-Sauveur, à Caen, 630 dans l'hospice de Maréville (Meurthe), dirigé par la congrégation des Dames de Saint-Charles. Les établissements de Bar-le-Duc, Saint-Dizier, Bourg, Dinan, etc., traitaient également un grand nombre de malades ; et, la rétribution exigée par ces associations était des plus minimales, parfois elle ne dépassait pas 0 fr. 60 par jour. Quant à l'argument tiré de l'influence néfaste qu'exerceraient peut-être les idées religieuses sur l'esprit des malades, il a été victorieusement réfuté par M. de Barthélemy¹. « L'influence que la religion peut exercer, dit-il, ne paraît pas devoir être redoutée. Dans « une maladie pour la guérison de laquelle les « moyens moraux sont reconnus si efficaces, « les secours de l'art ne peuvent que trouver de « puissants auxiliaires dans les soins qu'inspire « la charité chrétienne. Le dévouement religieux commande tour à tour la fermeté et la « douceur nécessaires à la direction d'une « maison de fous ; c'est ce qui faisait dire à un « habile médecin que les malheureux aliénés « considéraient les sœurs comme des anges « tutélaires, et que la sage direction qu'elles

1. *Loc. cit.*

« imprimaient contribuait à la fois à l'ordre, à
« la santé et à la guérison des malades. Il
résulte des enquêtes solennelles faites en
« Angleterre sur cette grave question, que l'in-
« fluence religieuse est salubre, loin d'être
« nuisible, et, des relevés statistiques des hos-
« pices de Paris, que, parmi les causes de folie,
« l'exaltation religieuse se trouve dans les der-
« niers rangs, et qu'elle ne vient qu'après la
« transmission par le sang, l'ivrognerie, le
« libertinage, les revers de fortune, les passions
« contrariées et la simple terreur. »

La loi n'a donc pas limité la durée des traités intervenus entre les départements et les établissements privés. Mais, dans l'intérêt des aliénés, il ne faut pas que les départements prennent des engagements de trop longue durée. Les circulaires du Ministre de l'intérieur, des 14 août 1840 ¹, 3 mai 1852 ², 4 août 1866 ³, recommandent de ne conclure ces traités que pour un an.

La loi de 1838 a soumis à l'approbation du Ministre de l'intérieur les traités passés avec les établissements privés ; cette approbation n'est donc pas nécessaire pour le cas où le département s'est entendu avec un établissement

1. DALLOZ, *Rép.*, v^o *Aliénés*.

2. DALLOZ, 1852, III, 36.

3. DALLOZ, 1866, III, 94.

public. Dans son rapport à la Chambre des députés, à la séance du 27 mars 1838, M. Vivien avait demandé que cette formalité fût exigée dans tous les cas. La Chambre estima que les établissements publics, placés sous la direction immédiate de l'administration, offrent des garanties suffisantes pour qu'il ne soit pas utile de faire intervenir l'autorité supérieure dans leurs rapports avec les départements.

Cette approbation de l'autorité ministérielle devait porter, non seulement sur la fixation du prix, mais encore sur toutes les questions relatives au régime des aliénés. Le Ministre, disait le rapporteur, devra rechercher si le traité soumis à son approbation est la meilleure manière dont le département puisse venir au secours de ses aliénés, si l'on ne doit pas plutôt former un établissement spécial ; il devra se rendre compte de l'importance de l'établissement, s'assurer qu'il est en état de répondre aux engagements contractés, et faire en sorte que les aliénés des divers points de la France soient répartis entre les établissements publics et privés, de manière qu'aucun de ceux-ci ne soit chargé au delà de ses facultés.

Le décret du 25 mars 1852¹ donna aux préfets le droit de statuer sur l'approbation des traités.

1. DALLOZ, 1852, IV, 90.

Ce droit appartient maintenant aux conseils généraux ; il leur est reconnu par l'article 1^{er} de la loi du 18 juillet 1866 et par l'article 46 de la loi du 10 août 1871.

Mais le contrôle du conseil général s'exerce souvent d'une manière insuffisante ; aussi, le projet de loi de 1887 est revenu aux dispositions de la loi de 1838.

SECTION II

**Les établissements publics d'aliénés créés par les départements
sont-ils des personnes morales ?**

Les établissements d'aliénés sont-ils des personnes morales ayant une existence propre ?

Si cette question était résolue affirmativement, tous les actes de la vie civile intéressant l'établissement, les acceptations de dons ou de legs, les adjudications, les instances en justice, seraient accomplis par la commission administrative. Au contraire, dans le cas où la personnalité de l'établissement serait confondue avec celle du département, cette mission incomberait au préfet.

Le Conseil d'État a résolu cette difficulté : par une jurisprudence constante ¹, il refuse la qualité

1. SERRIGNY, *Traité de l'organisation en matière administrative*,
T. 1^{er}, n° 476.

de personne morale aux établissements départementaux. Dès 1842, il s'était prononcé en ce sens par un avis en date du 6 avril.

Cet avis est ainsi conçu : « Vu la loi sur les
« aliénés du 30 juin 1838 ; vu l'ordonnance du
« 18 décembre 1839, concernant l'organisa-
« tion et l'administration des établissements
« publics et privés consacrés aux aliénés et
« notamment l'article 6, ainsi conçu : « Le
« directeur est chargé de l'administration inté-
« rieure de l'établissement et de la gestion de
« ses biens et revenus » ; — Considérant que
« l'asile d'aliénés de Saint-Yon de Rouen est
« un établissement départemental ; que le
« conseil général, voulant agrandir cet établis-
« sement, a demandé que le préfet fût autorisé
« à faire l'acquisition projetée ; que c'est au
« préfet qu'il appartient de faire, au nom du
« département, les actes de propriété ; considé-
« rant en outre que les dispositions de l'ordon-
« nance susvisée ont limité les attributions du
« directeur des établissements d'aliénés à l'ad-
« ministration intérieure de l'établissement et à
« la gestion de ses biens et revenus, est d'avis,
« etc.¹ »

Bien que les établissements départementaux ne soient pas des personnes morales, ils ont

1. DALLOZ, *Rép.*, v° *Aliénés*, n° 61.

cependant un budget spécial, tout à fait distinct de celui du département. L'article 56 de la loi du 10 août 1871 porte que le budget départemental est réglé définitivement par décret. Il n'y a rien de semblable en ce qui concerne le budget des asiles d'aliénés ; l'article 46 § 17 de cette même loi accorde au conseil général le droit de statuer définitivement sur les recettes de toute nature et sur les dépenses des établissements d'aliénés.

SECTION III

Des établissements publics départementaux.

§ 1^{er}

FONDATION.

Les établissements publics départementaux sont créés par le conseil général. Sa décision est souveraine en cette matière, et n'a pas besoin d'être approuvée par l'autorité supérieure ; il en est ainsi depuis la loi du 10 août 1871. L'art. 32 de la loi du 10 mai 1838 avait subordonné à l'approbation du ministre de l'intérieur l'exécution des projets de dépenses pour services départementaux, lorsque la dépense surpassait

la somme de 50.000 fr. La loi du 30 juin 1838 étant restée muette à cet égard, il fallait en conclure que cette disposition s'appliquait aux dépenses causées par la création des asiles d'aliénés. La loi du 10 août 1871 a abrogé le titre I^{er} de la loi du 10 mai 1838; actuellement, les conseils généraux sont maîtres absolus de voter toutes les dépenses qu'ils jugent utiles au service des aliénés. (Art. 46, 17^e.) Si un conseil général refusait de créer un établissement, le gouvernement n'aurait aucun moyen de l'y contraindre, la loi n'ayant rien disposé à cet égard. Pratiquement, cette lacune de la loi du 30 juin 1838 n'a pu donner lieu à aucune critique : nul département n'a hésité à prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer le traitement de ses aliénés indigents.

En Angleterre, les établissements publics sont créés sous la surveillance de l'autorité centrale.

En Hollande ¹, il n'existe qu'un établissement public, c'est un établissement d'État ; il reçoit les aliénés indigents pour le compte des municipalités. Il est également destiné au traitement des aliénés criminels ; leur placement est ordonné par le tribunal répressif compétent. (Art. 10 de la loi du 27 avril 1884.)

1. TRIPELS, *Les codes néerlandais*.

§ 2.

ADMINISTRATION.

L'administration des établissements départementaux est réglée par l'ordonnance royale du 18 décembre 1839, complétée par un arrêté ministériel du 20 mars 1857. Elle s'exerce sous l'autorité du ministre de l'intérieur et des préfets.

Dans chaque établissement existe une commission de surveillance ; cette commission ne fait aucun acte d'administration ; son rôle est purement consultatif. Elle délibère et donne son avis sur les actes relatifs à l'administration, le mode de gestion des biens, les projets de travaux, les acquisitions, les emplois de capitaux, les transactions, les actions à intenter ou à soutenir, les ventes ou échanges d'immeubles, les acceptations de legs ou de donations. En outre, cette commission surveille la gestion de l'établissement.

C'est un directeur qui, sous sa responsabilité, accomplit tous les actes d'administration.

Sous leur autorité sont placés un receveur, un économiste et un certain nombre de préposés ou employés.

Le service médical est assuré par un personnel spécial.

Un aumônier est attaché à chaque établissement.

Commission de surveillance. — La commission de surveillance, dont nous venons d'indiquer les attributions, est composée de cinq membres. (Article 3 de l'ordonnance du 18 décembre 1839.) Un décret du 28 juillet 1879 permet de porter ce nombre à sept et même à neuf ou douze : ce dernier chiffre pourra être atteint lorsqu'une seule commission aura à s'occuper de plusieurs asiles dont les intérêts sont communs. Cette augmentation du nombre des membres de la commission ne peut être prononcée que par un décret rendu sur la proposition du ministre de l'intérieur.

Les fonctions de membre de la commission de surveillance d'un établissement départemental d'aliénés sont gratuites.

C'est aux préfets qu'appartient le droit de nommer les membres des commissions de surveillance ; les conseillers généraux n'en font point partie de droit ; le projet de loi du Sénat décide, dans son article 4, que deux membres de la commission de surveillance seraient pris dans le conseil général ; ils seraient élus par l'assemblée départementale. Le préfet nommerait les trois autres membres.

Le préfet a la plus grande latitude pour le choix des membres de la commission ; il pour-

rait même désigner l'un des fonctionnaires auxquels l'article 4 de la loi du 30 juin 1838 a confié le soin de visiter les établissements d'aliénés : la loi n'a établi aucune incompatibilité sur ce point.

La révocation des membres de la commission est prononcée par décision du ministre de l'intérieur sur le rapport du préfet.

Les commissions sont renouvelées annuellement par cinquièmes ; le membre dont les pouvoirs ont pris fin et au remplacement duquel il doit être pourvu, est désigné chaque année au préfet par la commission, lors de la session ordinaire de décembre. Tout membre sortant peut être de nouveau nommé, et ce, à l'expiration de chaque période quinquennale.

Comment se fera le renouvellement, si, conformément aux dispositions du décret du 28 juillet 1879, le nombre des membres a été élevé à neuf ou à onze ? Ce décret n'a pas statué sur cette difficulté ; elle serait tranchée par la décision portant augmentation des membres de la commission.

A la session ordinaire de janvier, il est procédé à la nomination du président. Ce dernier est pris dans le sein de la commission ; il n'a pas voix prépondérante en cas de partage.

L'arrêté ministériel de 1857 a, dans sa section 3, déterminé les règles relatives aux séances de

la commission : « Dans la première séance de
« l'année, la commission de surveillance fixe
« le jour et l'heure des réunions mensuelles
« obligatoires. Ces réunions ont lieu dans l'in-
« térieur de l'asile. Les séances extraordinaires
« seulement peuvent être tenues au dehors .»
(Article 5.)

« Les délibérations ne sont valables qu'au-
« tant que trois membres au moins, non compris
« le directeur et le médecin en chef, assistent à
« la séance. » (Article 6.)

Enfin, ce même arrêté oblige les commis-
sions à tenir un registre spécial, sur lequel sont
transcrites les délibérations. Chaque délibéra-
tion doit être signée par les membres présents;
le directeur est chargé de la garde de ce registre.

Directeur. — Le directeur est nommé par le
ministre de l'intérieur. Lors de la première
nomination dans un établissement, rien ne
limite le choix du ministre; pour les nomina-
tions ultérieures, le directeur est pris sur une
liste de trois candidats présentés par le préfet.
La révocation ne peut être faite que par le
ministre de l'intérieur, sur le rapport du préfet.

Les attributions du directeur ont été déter-
minées par l'article 6 de l'ordonnance du
18 décembre 1839, et par les articles 11 à 25 de
l'arrêté du 20 mars 1857. C'est au directeur
qu'incombe, sous l'autorité du préfet, le soin

d'administrer l'établissement et d'en gérer les biens ; il est chargé de pourvoir à l'admission et à la sortie des personnes placées dans l'établissement, et de tout ce qui concerne la police de l'établissement. Il tient ou fait tenir sous sa responsabilité : « 1° Les registres prescrits par « la loi du 30 juin 1838 (art. 12 et 18) ; — 2° les « registres du mouvement de la population, « constatant jour par jour, mois par mois et « année par année, le nombre de journées de « présence pour toutes les catégories de per- « sonnes nourries dans l'établissement ; — 3° un « registre matricule du personnel des préposés, « fonctionnaires, employés et servants ; — 4° le « registre des décès, prescrit par l'article 80 du « Code civil ; — 5° un sommier des propriétés « immobilières, rentes et créances, composant « l'actif de l'asile ; — 6° un registre des minutes « de la correspondance ; — 7° un registre des « malades, classés d'après les articles du budget « des dépenses ; — 8° un répertoire des archi- « ves ¹. »

Le budget annuel de l'établissement est préparé par le directeur et soumis, avec l'avis de la commission de surveillance, à l'approbation du préfet, deux mois au moins avant l'ouverture de l'exercice. Dans le mois qui suit la

1. Article 13 du décret du 20 mars 1857.

clôture de l'exercice, il présente le compte administratif de l'établissement au préfet ; ce compte est vérifié par la commission et accompagné de sa délibération.

Le directeur exerce sur le receveur et l'économe une surveillance que nous examinerons en traitant des attributions de ces fonctionnaires.

Le directeur dresse les devis de réparation et d'entretien des bâtiments ; il les soumet à l'approbation préfectorale, avec l'avis de la commission de surveillance.

Le décret du 20 mars 1857 dispose en termes formels que le directeur ne peut ordonner aucun changement à la distribution des bâtiments, à la destination des localités et à l'organisation des services, qu'avec l'approbation du préfet et après avoir pris l'avis de la commission de surveillance ; il doit également consulter le médecin en chef, si le changement projeté porte sur un point intéressant le service médical.

Enfin, le directeur doit signaler au préfet tout fait grave se produisant dans l'établissement, tel qu'évasion, crime ou suicide.

Aux termes de l'article 6 de l'ordonnance du 18 décembre 1839, le directeur a le droit de nommer les préposés de tous les services de l'établissement. Le receveur, l'économe, l'aumônier, sont-ils compris dans cette expression « préposés d'un service ? » Cette question a été résolue

« négativement par une circulaire du ministre de
« l'intérieur, en date du 8 janvier 1841¹ : « L'ar-
« ticle 6 de l'ordonnance royale du 18 décembre
« 1839 confère, il est vrai, dit cette circulaire,
« aux directeurs des asiles d'aliénés le droit de
« nommer les préposés de tous les services de
« ces établissements ; mais le gouvernement
« n'a pas entendu comprendre, sous cette déno-
« mination de préposés, les receveurs, écono-
« mes et aumôniers. Les nominations de ces
« fonctionnaires doivent être exclusivement
« réglées par l'article 16 de la même ordon-
« nance, qui porte que les lois et règlements
« relatifs à l'administration générale des hos-
« pices et établissements de bienfaisance, notam-
« ment en ce qui concerne leurs services
« financiers, sont applicables aux établissements
« publics d'aliénés, en tout ce qui n'est pas
« contraire aux dispositions spéciales arrêtées
« pour ces asiles. C'est donc à vous, Monsieur le
« préfet, qu'il appartient de nommer le receveur
« et l'économe de l'asile d'aliénés de votre
« département, à moins toutefois que les revenus
« de cet établissement ne dépassent la somme de
« 100.000 fr. ; car, dans ce cas, le receveur doit
« être nommé par moi. Quant à l'aumônier,
« conformément à l'article 18 de l'ordonnance

1. DALLOZ, *Rép.*, v° *Aliénés*, § 70.

« royale du 31 octobre 1821, il doit être nommé
« par l'évêque du diocèse, sur une liste de trois
« candidats présentés par le directeur de l'asile. »

L'article 5 § 4 du décret du 25 mars 1852 a définitivement mis fin à toute controverse : il confère au préfet le droit de nommer les comptables des asiles publics d'aliénés, quelle que soit l'importance de leur revenu.

Receveur. — Le receveur est, sous la surveillance du directeur, exclusivement chargé de la comptabilité-deniers ; il encaisse les revenus et acquitte les dépenses ; les sommes qu'il doit recouvrer sont constatées par le directeur, qui lui remet en temps utile les titres établissant la nature et la quotité des créances dues à l'établissement. Il ne peut acquitter aucune dépense si elle n'a été mandatée par le directeur ; il lui est interdit d'effectuer le paiement des mandats, même acquittés, entre les mains d'intermédiaires attachés à l'établissement.

Les comptes du receveur sont vérifiés par le directeur ; à cet effet, dans la quinzaine qui suit l'expiration de chaque trimestre, le receveur remet au directeur la balance des comptes et le bordereau de la situation. Dans le premier trimestre de l'année, une copie du compte du receveur est remise au directeur ; celui-ci la fait parvenir au préfet, avec l'avis de la commission de surveillance.

Comme tous les comptables de deniers publics, le receveur est personnellement responsable de sa gestion ; ses biens sont grevés de l'hypothèque légale établie par l'article 2121 du Code civil. Aucun doute ne peut s'élever à cet égard : c'est au profit des établissements que la loi a créé cette hypothèque ; or, par établissements publics, on doit entendre les établissements « fondés par l'État, les départements « ou les communes, dans un but d'utilité « publique, et dont la comptabilité est soumise « aux règles de la comptabilité publique. » Elle atteint les biens de tous les employés qui, à un titre quelconque, ont le maniement et la gestion des deniers de l'établissement ¹.

Économe. — L'économe a, sous la surveillance du directeur, la gestion de la comptabilité-matières et la direction de tous les services économiques de l'établissement. Il est chargé de la réception, de la conservation et de la distribution des denrées et autres objets de consommation ² ; il doit veiller à la conservation et à l'entretien du mobilier et en dresser l'inventaire ; il est responsable de tout déficit.

En principe, l'économe ne doit point s'immiscer dans la comptabilité-finances ; aussi,

¹ GUILLOUARD, *Traité des privilèges et hypothèques*, t. II, §§ 864, 866.

² Art. 34 et suivants de l'ordonnance du 20 mars 1857.

l'article 44 de l'ordonnance du 20 mars 1857 lui interdit de rédiger ou faire rédiger par aucune personne attachée à l'établissement les factures des fournisseurs : exception est faite à cette règle pour les achats d'objets de consommation journalière. Pour ces dépenses, qui ne comportent ni factures régulières ni mandats spéciaux, une somme est mise à sa disposition par le receveur, après ordonnancement par le directeur. L'économe en justifie en présentant un état détaillé, contenant l'indication des dépenses classées conformément aux articles du budget. Cet état doit être approuvé par le directeur et revêtu de son visa.

Chaque mois, l'économe remet au directeur un relevé du grand-livre, comprenant les opérations du mois précédent et constatant les restes en magasin ; tous les ans, dans le premier trimestre, le compte de gestion de l'économe est, par les soins du directeur, soumis, avec l'avis de la commission de surveillance, à l'approbation du préfet.

Service médical. — Le service médical est confié à un médecin en chef, secondé par un médecin adjoint et des élèves internes. Un chirurgien et un pharmacien sont aussi placés dans chaque établissement. Des sœurs hospitalières, un surveillant en chef dans la section des hommes, des infirmiers et, à défaut de

sœurs hospitalières, des infirmières sont attachés au service médical.

Aux termes du décret du 25 mars 1852, c'est au préfet qu'il appartient de nommer les médecins ; mais, ordinairement, ces nominations n'ont lieu que sur l'avis du ministre de l'intérieur.

Les élèves internes sont nommés par le préfet ; ils peuvent, à la demande du directeur ou du médecin chef, être révoqués par lui.

Quant aux agents subalternes, ils sont nommés par le directeur.

Tous les six mois, le médecin en chef dresse un rapport sur l'état de chaque personne internée. (Article 20 de la loi du 30 juin 1838.) Dans le premier trimestre de chaque année, il rédige un compte général et détaillé et un relevé statistique du service médical pendant l'année. Ces documents sont adressés au préfet.

L'organisation administrative actuelle des établissements publics départementaux est profondément modifiée par le projet de loi voté par le Sénat : les fonctions de directeur et de médecin chef seraient toujours réunies en les mêmes mains ; par exception seulement, et sur l'avis du comité supérieur des aliénés, le ministre de l'intérieur pourrait séparer ces fonctions. (Art. 5.)

Les médecins directeurs, les médecins en chef, les médecins adjoints, les proposés res-

pensables seraient nommés par le ministre de l'intérieur ; les médecins chefs seraient choisis sur une liste de présentation dressée par le comité supérieur des aliénés ; les autres se recruteraient par voie de concours. Mais ces dispositions ne seraient pas applicables aux professeurs des facultés de médecine chargés de l'enseignement clinique des maladies mentales : ils seraient de plein droit médecins en chef des établissements destinés à cet enseignement.

Le préfet et le directeur nommeraient les employés subalternes.

SECTION IV

Des établissements publics non départementaux.

§ 1^{er}

MAISON NATIONALE DE CHARENTON.

C'est l'ordonnance du 21 février 1841 qui régit la maison nationale de Charenton. Cet établissement est placé sous la surveillance d'un conseil supérieur, composé de 24 membres nommés par le chef de l'État. Ce conseil n'intervient pas directement dans l'administration de l'établissement ; c'est une assemblée consultative :

il émet un avis sur les budgets, les comptes, les rapports, les projets de construction, les grosses réparations, les acceptations de dons et de legs. Enfin, il fait connaître au ministre de l'intérieur quelles améliorations il croit devoir être apportées à l'administration et au régime intérieur de l'établissement ¹.

L'administration est exercée par un directeur. Près de lui est placée une commission de surveillance administrative. Les membres de cette commission sont nommés par le ministre de l'intérieur; ils délibèrent sur toutes les mesures relatives au régime intérieur et au service économique : budget, comptes du directeur, etc. ²

De même que dans tous les établissements généraux de bienfaisance, la comptabilité de la maison nationale de Charenton est soumise aux règles générales de la comptabilité des hospices. Le receveur et l'économe sont donc responsables de leur gestion : leurs biens seront, comme ceux des comptables des asiles départementaux, grevés de l'hypothèque légale de l'article 2121 Code civil.

§ 2

QUARTIERS D'HOSPICE.

Dès le commencement du XVII^e siècle, des

1. Ordonnance du 21 février 1841, art. 4 et 5.

2. Ordonnance du 24 février 1841, art. 8 et 9.

quartiers spéciaux avaient été réservés aux aliénés dans les hôpitaux généraux. Fondés par Louis XIV pour la répression de la mendicité, ces hôpitaux recevaient les aliénés plutôt à titre d'individus menaçant la sécurité publique et devant être enfermés que de malades à guérir¹. En 1838, ces quartiers étaient au nombre de vingt-quatre.

La loi de 1838 n'a pris aucune mesure relativement aux quartiers d'hospice ; ils sont administrés et dirigés par la même commission et par le même directeur que le reste de l'établissement. Mais, aux termes de l'article 11 de l'ordonnance du 18 décembre 1839, « les
« commissions administratives des hospices
« civils qui ont formé ou qui formeront à
« l'avenir, dans ces établissements, des quartiers
« affectés aux aliénés, seront tenues de faire
« agréer par le préfet un préposé responsable,
« qui sera soumis à toutes les obligations
« imposées par la loi du 30 juin 1838. Dans ce
« cas, il ne sera pas créé de commission de
« surveillance. Le règlement intérieur des
« quartiers consacrés au service des aliénés
« sera soumis à l'approbation du ministre de
« l'intérieur, conformément à l'article 7 de cette
« loi. »

1. Voir chapitre II de l'introduction.

Fréquemment, c'est le médecin attaché au quartier qui remplit les fonctions de préposé responsable. Parfois aussi, c'est un agent de l'hospice ; dans ce dernier cas, le but de l'ordonnance de 1839, qui voulait établir une direction distincte et indépendante de la commission, n'est pas atteint. Dans la plupart des établissements, le préposé n'est pas admis à prendre part aux séances de la commission ; il reste donc étranger à toutes les mesures concernant le quartier des aliénés ; il ne peut prendre aucune initiative. En un mot, le fonctionnement des quartiers d'hospice est des plus defectueux : souvent, on ne voit dans leur gestion qu'un moyen de spéculation ; l'hospice s'enrichit aux dépens des aliénés¹. Le Sénat a voulu faire cesser cet état de choses ; il assimile pour la direction les quartiers d'hospice aux asiles proprement dits ; il impose à la commission administrative l'obligation de tenir pour les quartiers une comptabilité spéciale, distincte de celle de l'hospice².

1. Rapport de M. Roussel.

2. Cf. *Pand. fr.* v^e *Aliénés*, § 474.

SECTION V

Des établissements privés.

§ 1^{er}

FONDATION.

« Nul ne pourra, porte l'article 5 de la loi du
« 30 juin 1838, diriger ou former un établis-
« sement privé consacré aux aliénés, sans l'auto-
« risation du gouvernement. »

Par suite de leur caractère spécial, étant destinés à recevoir pendant un temps plus ou moins long des personnes qui, durant tout leur séjour dans l'asile, seront complètement privées de toute communication avec l'extérieur, ces établissements devaient forcément être placés sous la surveillance de l'autorité administrative. Comme l'a fait observer M. Vivien dans son rapport du 18 mars 1837, l'existence d'asiles privés pouvait faire redouter des abus : n'étant soumis à aucun contrôle, les directeurs de ces asiles auraient pu se prêter à de criminelles combinaisons, se rendre complices de séquestrations arbitraires. En n'admettant à la tête des établissements privés que des personnes offrant toutes les garanties nécessaires

de moralité, en exerçant sur eux une active surveillance, on évite les inconvénients que nous venons de signaler.

La loi du 30 juin 1838 n'a pas déterminé à quelles conditions est soumise l'autorisation ; elle se borne à renvoyer aux règlements d'administration publique.

C'est l'ordonnance du 19 décembre 1839¹ qui, très complètement, édicte les formalités à remplir pour être admis à diriger un asile privé. (Art. 17 et suiv.)

La demande doit être adressée au préfet du département dans lequel l'asile sera situé ; celui qui la forme doit justifier :

1° Qu'il est majeur et exerce ses droits civils. Dalloz² affirme qu'il appartient à l'administration d'apprécier si, malgré la perte de quelques-uns de ces droits, l'autorisation peut cependant être accordée.

Nous pensons que la perte de droits civils, quels qu'ils soient, doit toujours, et dans tous les cas, être un motif de refus. L'ordonnance n'établit aucune distinction ; d'ailleurs, ainsi que le reconnaît l'auteur dont nous venons de citer l'opinion, la plupart du temps la perte de quelque droit civil résultera ou de l'interdiction, ou

1. DALLOZ, *Répertoire*, v° *Aliénés*, § 38, note 1.

2. *loc. cit.* § 82.

d'une nomination de conseil judiciaire, ou d'une condamnation.

2° Le requérant doit produire un certificat de bonnes vie et mœurs, délivré par le maire de la commune ou de chacune des communes où il a résidé depuis trois ans.

Il ne suffisait pas d'exiger des preuves de moralité permettant de s'en remettre entièrement au directeur d'un asile, sans avoir à craindre de sa part une connivence coupable avec des individus désireux de se débarrasser de la présence d'un parent, soit par cupidité, soit par tout autre motif, en le faisant interner sous prétexte de démence ; il fallait encore s'assurer que les malades confiés à l'asile y recevraient tous les soins réclamés par leur état.

A cet effet, l'ordonnance veut que le requérant soit docteur en médecine ¹, ou produise l'engagement d'un médecin consentant à se charger du service médical de la maison ; ce médecin doit être agréé par le préfet et peut être révoqué par lui.

La demande doit indiquer le nombre et le sexe des aliénés que peut abriter l'établissement ; s'il n'est pas spécialement affecté aux maladies mentales, le local consacré aux déments doit être tout à fait distinct de ceux des autres malades.

¹ Art. 17-3°

Des précautions minutieuses sont prises pour assurer l'exécution des mesures d'hygiène nécessaires; l'article 22 de l'ordonnance prescrit la justification des conditions suivantes : 1° l'établissement n'offre aucune cause d'insalubrité; il est situé de manière à ce que les aliénés ne soient pas incommodés par un voisinage bruyant ou capable de les agiter; — 2° il peut être alimenté en tout temps d'eau de bonne qualité et en quantité suffisante; — 3° les malades doivent être séparés en diverses catégories, suivant l'âge, le sexe, le genre et le caractère de leur maladie. Enfin, toutes les précautions doivent être prises pour assurer le service et la surveillance de l'établissement, tant au point de vue des mœurs qu'à celui de la sécurité des personnes ¹.

Le directeur d'un établissement privé est tenu de fournir un cautionnement; le montant en est fixé par l'arrêté d'autorisation. Ce cautionnement est destiné à pourvoir au service des aliénés au cas où, pour une cause quelconque, il se trouverait interrompu. Un régisseur provisoire serait alors nommé par le préfet, et le cautionnement versé entre ses mains par la caisse des dépôts et consignations, sur mandat du préfet ². On avait soutenu que l'obligation de four-

1. Article 23.

2. Articles 24 et suivants.

nir un cautionnement, imposée au directeur, était illégale : Le gouvernement, disait-on, ne peut, par une simple ordonnance, prendre une telle mesure ni établir, sur ce cautionnement, un privilège au profit des personnes internées dans l'établissement. Mais, actuellement, aucune discussion ne s'élève sur ce point : l'ordonnance de 1839 est un règlement d'administration publique ; or la loi dispose en termes formels, par son article 6, que les obligations des directeurs d'établissements privés seront déterminées par des règlements d'administration publique. Elle a donc laissé à l'autorité administrative toute liberté pour prescrire les mesures utiles jugées nécessaires.

Sous l'empire de la loi de 1838, l'autorisation était accordée par le gouvernement ; depuis le décret du 25 mars 1852¹, c'est le préfet qui statue sur la suite à donner à la demande ; il a, sur ce point, un pouvoir discrétionnaire. Aux termes de l'article 7 du projet de loi, l'autorisation devra, comme dans le principe, être donnée par le chef de l'État ; les médecins seront nommés par le ministre de l'intérieur.

L'autorisation peut être retirée dans certains cas prévus par l'article 31 de l'ordonnance :
1° si le directeur est privé de l'exercice de ses

droits civils ; par le fait de cette privation, le directeur qui a subi une *capitis deminutio* cesse d'offrir les garanties nécessaires, et n'est plus dans les conditions de l'article 18 ;

2° S'il reçoit un nombre de pensionnaires supérieur à celui fixé par l'ordonnance d'autorisation : si le directeur désire accroître le nombre des malades recueillis chez lui, il doit préalablement (art. 29) obtenir une nouvelle autorisation, et justifier de l'existence de locaux suffisamment grands pour les recevoir ;

3° S'il reçoit des aliénés d'un autre sexe que celui indiqué par l'autorisation ;

4° S'il reçoit des personnes atteintes de maladies autres que celles qu'il a déclaré vouloir traiter dans l'établissement ;

5° Si les dispositions des lieux sont changées ou modifiées de manière à ce qu'ils cessent d'être propres à leur destination, ou si les précautions prescrites pour la sûreté des personnes ne sont pas constamment observées ;

6° S'il est commis quelque infraction aux dispositions du service intérieur, en ce qui concerne les mœurs ;

7° S'il a été employé de mauvais traitements à l'égard des aliénés ;

8° Si le médecin agréé par l'administration est remplacé par un autre médecin sans qu'elle en ait approuvé le choix ;

9° Si le directeur contrevient à la loi de 1838.

Dans tous ces cas, le retrait de l'autorisation est la sanction de l'inexécution des engagements moralement pris par le directeur.

Le décret du 25 mars 1852 n'a pas conféré au préfet la faculté de retirer l'autorisation ; il ne lui a donné que le droit de l'accorder ; c'est donc toujours l'article 3 de l'ordonnance de 1839 qui est applicable en l'espèce. Aux termes de cet article, la révocation du directeur est prononcée par le ministre de l'intérieur, sur le rapport du préfet.

De même qu'en France, dans la plupart des pays où existe une législation spéciale sur les aliénés, aucun établissement privé ne peut être ouvert qu'après l'obtention d'une autorisation du gouvernement.

En Allemagne, les lois du 21 juin 1869 et du 23 juillet 1879¹ soumettent l'ouverture d'un asile privé à la nécessité d'une concession de l'administration. Si la demande est rejetée, le refus doit être motivé : les causes de refus sont, notamment, l'absence des garanties nécessaires pour diriger l'établissement, la non-observation des règlements de police sanitaire.

L'ordonnance du 14 mai 1874 a, en Autriche,

1. Annuaire de législation étrangère 1871, p. 263 ; 1876, p. 459 ; 1879, p. 98.

subordonné la création d'un asile privé à l'autorisation de l'administration provinciale ; sa décision est prise après avis du conseil sanitaire. De même que la législation française, l'ordonnance autrichienne exige qu'un médecin soit attaché à l'établissement ; mais, tandis qu'en France le directeur peut s'adjoindre un médecin, en Autriche il doit toujours être médecin, et est seul responsable. L'établissement doit être disposé de manière à ce que les malades puissent y recevoir tous les soins voulus, et se trouvent dans des conditions satisfaisantes en ce qui concerne l'hygiène, la surveillance, la sécurité des personnes. Avant l'ouverture de l'établissement, une commission spéciale s'assure que les engagements pris par le directeur ont été remplis.

Les lois belges des 18 juin 1850, 28 décembre 1873, 25 janvier 1874 imposent également à toute personne désirant créer ou diriger un établissement d'aliénés l'obligation d'avoir une autorisation du gouvernement ; cette autorisation est accordée par le roi, si l'établissement satisfait aux conditions prescrites, et si le directeur a fourni un cautionnement. Au cas d'inexécution des engagements du directeur, la fermeture de l'établissement est prononcée par arrêté royal, après avis de la députation du conseil provincial.

Il en est de même en Hollande; la loi du 27 avril 1834 édicte la nécessité d'une autorisation du Roi. Dans les états de New-York¹ de Massachussets², de Pensylvanie³, une autorisation doit être accordée par le gouverneur. Dans ce dernier État, les règlements donnant ou retirant une autorisation sont publiés par le bureau de l'assistance publique (*Board of public charities*), avec l'agrément du président de la Cour suprême et de l'*attorney general*.

§ 2

ADMINISTRATION.

Les établissements privés n'étant pas régis par l'État, il n'a pas à intervenir dans leur administration. Son rôle se borne à veiller à ce que les prescriptions légales soient observées. Il n'existe point de commission de surveillance dans les asiles privés.

Nous avons vu précédemment comment, au cas d'interruption dans les fonctions du directeur ou de révocation, il est pourvu à son remplacement. L'article 27 de l'ordonnance de 1839 donne au directeur la faculté de faire agréer par le préfet un remplaçant, pour le cas où il viendrait

1-2-3. Pand. fr., *Rép.*, v° *Aliénés*.

à abandonner la direction de l'asile, soit par suite de décès, d'interdiction judiciaire, d'absence, etc. Ce suppléant est investi de plein droit de la direction de l'établissement ; mais sa gestion ne peut durer plus d'un mois sans une autorisation spéciale du préfet.

Si le directeur a omis de faire cette déclaration, ses héritiers ou ayants cause doivent, dans les vingt-quatre heures, désigner un directeur provisoire ; s'ils n'en présentent pas, le préfet le choisit. Dans le délai d'un mois, les héritiers ou ayants cause du directeur sont tenus de présenter un nouveau directeur ; s'ils n'agissent pas, l'arrêté d'autorisation est rapporté et l'établissement est fermé. (Article 28, ordon. du 18 décembre 1839.)

§ 3

SUPPRESSION.

Nous avons dit dans quels cas il y a lieu au retrait de l'autorisation : nous croyons inutile de revenir sur ce point.

SECTION VI

Surveillance des établissements publics et privés.

Créés et entretenus par les départements ou l'État¹, étant de véritables établissements d'utilité

1. Voir ce qui a été dit de la maison nationale de Charenton.

publique, les asiles publics d'aliénés devaient être placés sous la surveillance de l'autorité. Aussi l'article 2 de la loi du 30 juin 1838 a-t-il, en termes formels, déclaré que c'est aux pouvoirs publics qu'appartient la direction de ces asiles.

Quant aux établissements privés, bien que l'administration n'ait, en principe, aucun droit d'intervenir dans le mode de gestion des entreprises particulières, il eût pu être dangereux de ne les soumettre à aucun contrôle; aussi, l'article 3 les place sous la surveillance de l'autorité.

Comment s'exercera cette surveillance pour être efficace? Les législateurs de 1838 ont sans doute pensé qu'en confiant cette mission à plusieurs personnes, les visites seraient fréquentes, qu'une sorte d'émulation régnerait entre ceux à qui incomberait le soin de veiller à l'accomplissement des prescriptions légales, et que cette émulation, s'ajoutant au désir de s'acquitter consciencieusement de leurs devoirs, stimulerait le zèle des inspecteurs; enfin, les directeurs et tout le personnel des asiles, constamment en rapports avec les fonctionnaires chargés de les surveiller, seraient par cela même obligés de se conformer à tous les règlements, avec la plus scrupuleuse exactitude.

L'article 4 a donc commis plusieurs fonctionnaires pour visiter les établissements publics

et privés : ce sont le préfet ou des personnes déléguées par lui ou le ministre de l'intérieur, le président du tribunal, le procureur de la République, le juge de paix et le maire. Le procureur de la République doit visiter les établissements privés une fois au moins chaque trimestre, les établissements publics une fois au moins chaque semestre.

Il résulte des travaux préparatoires que le sous-préfet est d'une manière permanente délégué par le préfet. Il peut aussi, pour des cas spéciaux, donner des délégations à des personnes de son choix.

Quel est le rôle des surveillants donnés par l'article 4 aux asiles publics et privés ? Il recevront, dit cet article, les réclamations des aliénés, et seront tenus de prendre tous les renseignements propres à faire connaître leur position. M. Dubouchage avait proposé à la Chambre des Pairs l'adoption d'un amendement consistant à donner aux délégués le droit de faire des enquêtes sur les abus qui leur seraient signalés. Cette proposition fut retirée sur les observations du rapporteur, M. de Barthélemy, et du ministre : « les personnes admises dans les établis-
« sements, dit-il, ont deux catégories d'obser-
« vations à faire : *premièrement*, les observations
« générales portant sur le régime de la maison,
« qui a été introduit par des règlements d'admi-

« nistration publique ; dans ce cas, le rapport
« sera fait à l'autorité administrative, qui a
« dans ses mains tout pouvoir pour réprimer les
« abus. Il y a ensuite une autre espèce d'examen
« à faire, celui qui a rapport aux personnes.
« Pourcelui-là, supposez qu'une plainte, qu'un
« soupçon arrive à l'esprit du visiteur ; à qui
« va-t-il s'adresser ? Aux autorités compétentes.
« Ainsi, s'il y a abus administratif, l'adminis-
« tration locale est là ; s'il y a une enquête
« judiciaire à faire, elle rentre dans le domaine
« des tribunaux. »

En Autriche, en Angleterre, en Hollande, en Belgique, les établissements sont, comme en France, surveillés par l'autorité publique. La législation anglaise offre des particularités assez intéressantes. On distingue deux catégories d'aliénés : les aliénés du lord chancelier et les aliénés ordinaires¹. Les premiers sont placés sous la protection du chancelier à la suite d'une procédure spéciale, dite procédure *by inquisition* ; le dément peut, lorsqu'une demande en interdiction est formée, demander à être examiné par un jury spécial. S'il ne sollicite pas la convocation de ce jury, l'examen est fait par un des fonctionnaires ayant reçu du chancelier délégation d'exercer ses pouvoirs ; ces fonc-

1. GLASSON, *Éléments de droit civil anglais*.

tionnaires sont deux *masters in lunacy* et trois *visitors* ou inspecteurs. C'est l'un des *masters* qui, en cas de non-convocation du jury, prend la décision accordant ou refusant l'interdiction. Si le malade est déclaré *non compos*, on charge un tuteur de prendre soin de sa personne. Ce tuteur est ordinairement un parent non héritier présomptif. Il lui est loisible, soit de traiter l'aliéné à domicile, soit de le faire interner dans un établissement public ou privé.

Les *visitors*, pris parmi les médecins aliénistes, sont astreints à l'obligation d'examiner chacun des aliénés personnellement au moins une fois par semaine: ils signalent aux *masters* les abus qui sont commis.

Les aliénés ne rentrant pas dans cette catégorie sont surveillés par une commission composée de onze membres, dont trois médecins et trois avocats, instituée par la loi du 4 août 1845, appelée *Board of the commissioners in lunacy*. Ce bureau des commissaires de surveillance des aliénés inspecte tous les établissements publics et privés; en outre, les *commissioners* peuvent poursuivre les délits et contraventions résultant de l'inobservation des lois sur les aliénés.

Le règlement du 1^{er} juin 1874 a, pour la Belgique, complété la loi 18 juin 1850; de même

que la loi française, il charge plusieurs fonctionnaires de l'inspection des établissements d'aliénés : ce sont le bourgmestre, le procureur du roi, le gouverneur, et enfin des comités permanents d'inspection nommés par arrêté royal.

L'article 1^{er} de la loi hollandaise du 27 avril 1884 confie ce soin à deux inspecteurs ; l'art. 18 de l'ordonnance du ministre de l'intérieur d'Autriche a placé les établissements d'aliénés sous la surveillance des fonctionnaires de l'administration sanitaire. Leurs visites ont lieu chaque trimestre.

A côté des fonctionnaires désignés dans l'article 4, la loi de 1838 a placé une commission de surveillance dans chaque établissement public. Nous avons indiqué les attributions administratives de cette commission, et nous étudierons plus loin son rôle relativement à la gestion des biens des aliénés.

Une circulaire ministérielle du 15 janvier 1860 a prescrit d'établir, dans chaque établissement privé, une commission semblable à celle qui existe dans les établissements publics¹. Mais

1. « Les asiles publics ont été placés par la loi sous la surveillance d'une commission permanente : cette garantie est plus nécessaire encore lorsqu'il s'agit d'asiles privés faisant fonction d'asiles publics, c'est-à-dire d'entreprises particulières, qui ont intérêt à attirer à elles le plus grand nombre possible de pensionnaires. J'ai résolu de généraliser cette institution, de la constituer à titre permanent dans tous

deux asiles particuliers seulement ont été dotés de cette commission : les dispositions de la circulaire sont restées lettre morte.

La répartition de la surveillance entre de nombreux agents d'ordres divers n'a pas donné les résultats espérés par le législateur : l'expérience a montré combien les doutes exprimés lors de la discussion de la loi par les conseils généraux étaient fondés. En fait, la surveillance est presque nulle ; depuis 1838 on a essayé, mais sans réussir, d'organiser l'inspection du service des aliénés.

Une section spéciale de l'inspection des services administratifs, composée de trois médecins ayant exercé pendant cinq ans les fonctions de médecin dans un asile public d'aliénés, fut affectée à l'inspection du service des aliénés par le décret du 25 novembre 1848. Le 15 janvier 1852, les inspecteurs généraux furent divisés en inspecteur de première classe, inspecteur de deuxième classe, inspecteur adjoint. Le décret du 25 septembre 1879 réunit l'inspection du service des aliénés à celle des établissements de bienfaisance. Deux médecins recrutés par la

les établissements privés, et de n'autoriser qu'à cette condition le renouvellement des traités départementaux. Je me réserve d'introduire, dans les règlements intérieurs des asiles privés faisant fonction d'asiles publics, les dispositions propres à garantir l'action des commissions de surveillance. »

Circ. min. du 15 janvier 1860.

voie du concours faisaient partie de cette section. Depuis 1880, les médecins ne furent plus soumis à un concours ¹, et, depuis le décret du 31 mars 1883, il n'est plus réservé de places aux médecins aliénistes.

Dans plusieurs départements, un inspecteur est nommé par le préfet; il est rétribué au moyen de fonds votés par les conseils généraux. C'est là le seul contrôle effectif auquel les asiles publics soient soumis, et, la plupart du temps, c'est un contrôle insuffisant. Quant aux établissements privés, ils ne sont l'objet d'aucune surveillance de l'autorité administrative.

Le Sénat a voulu remédier à cette situation : le projet qui lui était proposé par le gouvernement prescrivait que des visites auraient lieu fréquemment dans les établissements publics ou privés, visites faites annuellement par les inspecteurs généraux, semestriellement par le préfet ou par ses délégués, trimestriellement par le procureur de la République et le juge de paix. Ce projet donnait en outre au maire le droit de visiter, toutes les fois qu'il le croirait utile, les établissements publics ou privés de sa commune.

Le Sénat a pensé que ces mesures, fort peu différentes du système de l'article 4 de la loi de 1838, n'assureraient qu'imparfaitement l'inspec-

1. Décret du 8 avril 1880.

tion des asiles d'aliénés. Il a cru devoir instituer, dans chaque département, un certain nombre d'agents nommés par le ministre de l'intérieur, ayant pour mission de protéger la personne et les biens des aliénés. Ces agents comprendraient plusieurs médecins choisis par le ministre de l'intérieur, sur une liste de présentation dressée par le comité supérieur des aliénés ; leur rôle serait de s'assurer, sous la direction du préfet, de l'exécution de la loi. A côté d'eux, le projet du Sénat place des curateurs ; ils seraient également nommés par le ministre de l'intérieur sur une liste dressée par le tribunal du chef-lieu. Les curateurs n'auraient pas à se préoccuper de l'exécution des règlements ; ils devraient, de même que le curateur institué par l'article 38 de la loi du 30 juin 1838, « 1^o veiller à ce que les revenus de l'aliéné fussent employés à adoucir son sort et à accélérer sa guérison ; 2^o à ce que l'aliéné fût rendu à l'exercice de ses droits aussitôt que sa situation le permettrait ».

La fonction des délégués du ministre de l'intérieur et des curateurs cesserait d'être gratuite ; des honoraires leur seraient alloués.

Le projet de la commission du Sénat créait une commission permanente dans chaque département, composée comme il suit : un juge du tribunal civil du chef-lieu où la commission

siège, élu par le tribunal en assemblée générale ; un membre de la commission départementale du conseil général, élu par cette commission ; un membre du conseil de préfecture, nommé par le préfet ; un membre du conseil de l'ordre des avocats, un avoué, un notaire, désignés par leurs chambres ; un docteur en médecine, nommé par le ministre de l'intérieur.

Sur les observations de M. Bardoux ¹, cette commission fut remplacée par les agents que nous venons d'énumérer : des conflits pouvaient se produire dans une commission composée d'éléments si divers, et « il fallait bien se garder, « dans cette question, d'ébranler l'autorité du « gouvernement, parce que le véritable principe « de l'autorité réside dans le préfet et le ministre « de l'intérieur, qui ont la charge et la responsabilité de la situation des aliénés en France ».

Les inspecteurs généraux, qui, comme nous l'avons dit, visiteraient annuellement les établissements publics et privés, seraient nommés à la suite d'un concours. Seraient admis à concourir : « Les membres de l'Académie de médecine, les « professeurs et agrégés des facultés de médecine, les docteurs en médecine ayant rempli, « pendant cinq ans au moins, les fonctions de « directeur médecin ou de médecin en chef d'un

1. Séance du Sénat du 2 décembre 1886.

« asile d'aliénés, ou de secrétaire d'une com-
« mission d'aliénés, et les docteurs en médecine
« qui, s'étant distingués par leur enseignement
« ou leurs écrits sur les maladies mentales,
« seraient l'objet d'une présentation du comité
« supérieur. » Ces inspecteurs s'assureraient de
la bonne exécution des lois et règlements et de
la tenue régulière des archives du service.
(Article 12 du projet.)

Enfin, l'article 13 du projet crée un comité
supérieur des aliénés placé près du ministre de
l'intérieur. Dès 1884, M. Blanche, dans un
rapport à l'Académie de médecine, émettait le
vœu que « toutes les affaires concernant les
« aliénés vinssent aboutir au ministère de
« l'intérieur, et qu'en tête du service, fût placé
« un conseil supérieur ¹ ».

Le comité institué par le projet serait formé
de la manière suivante : un conseiller d'État, un
conseiller à la Cour de cassation, un membre
de l'Académie de médecine, désignés par leurs
collègues ; le procureur général près la Cour
d'appel de Paris, un professeur de médecine
mentale à la faculté de Paris, un directeur du
ministère de l'intérieur désigné par le ministre,
et les inspecteurs généraux du service des
aliénés.

1. *Pand. fr.*, v^o Aliéné, n^o 716.

Les attributions du conseil supérieur sont ainsi énumérées par le projet de loi : il reçoit communication de tous les documents et rapports transmis par les préfets ; il donne son avis sur les règlements particuliers, sur les plans et projets de construction générale ou partielle des asiles, sur les traités passés par les départements pour le traitement de leurs aliénés indigents, sur les tarifs des prix de journée des aliénés, sur les autorisations à accorder aux asiles privés, et sur toutes les mesures propres à assurer l'exécution des lois et règlements concernant le service des aliénés ; il reçoit chaque année du ministre de l'intérieur communication du rapport général qui sera présenté par le ministre, publié au *Journal officiel* et distribué aux Chambres.

CHAPITRE II

DES PLACEMENTS DANS LES ÉTABLISSEMENTS D'ALIÉNÉS.

SECTION 1^{re}

Des placements volontaires.

§ 1^{er}

QUI PEUT REQUÉRIR LE PLACEMENT ?

Les placements dans les établissements d'aliénés peuvent avoir lieu, soit à la requête des particuliers (placements volontaires), soit sur l'ordre des autorités administratives (placements d'office).

L'internement d'un aliéné peut être demandé, soit dans un établissement public, soit dans un établissement privé. La loi n'a pas indiqué à quelles personnes appartient le droit de demander l'internement; on en conclut que cette demande peut être faite par toute personne¹,

1. Par cette expression, « toute personne », nous n'entendons parler que des individus majeurs, ayant la jouissance de leurs droits civils.

parente ou non de l'aliéné ¹. L'article 29 indique quelles personnes peuvent requérir la sortie : aucune énumération limitative n'est faite par l'article 8. Le législateur a pensé que, parfois, un aliéné gardé à domicile peut ne recevoir que des soins insuffisants ; si l'aliéné n'est pas dangereux, l'administration n'aura pas à intervenir : il ne fallait pas cependant que cette situation fût irrémédiable ; aussi a-t-on permis à toute personne de solliciter l'internement.

La loi belge, comme la loi française, permet aux parents, alliés ou personnes intéressées de solliciter l'admission dans un asile d'un fou non interdit ; mais, tandis qu'en cas d'interdiction, la loi du 30 juin 1838 permet à tout individu de former une demande d'internement, la loi belge, en ce cas, exige une demande écrite du tuteur, accompagnée de la délibération du conseil de famille. Aux termes de l'article 12 de la loi hollandaise du 27 avril 1884, le droit de demander le placement appartient à tout parent ou allié majeur en ligne directe, en ligne collatérale jusqu'au troisième degré inclusivement au conjoint, tuteur ou curateur.

En Angleterre, le tuteur à la personne nommé par un *master in lunacy* peut faire mettre l'aliéné dans un établissement public ou privé ;

1. DEMOLOMBE, VIII, § 798.

les aliénés ordinaires sont admis dans les asiles à la demande d'un parent ou ami.

Dans la plupart des États de la confédération des États-Unis, l'internement n'a lieu qu'après une décision judiciaire; dans le Massachussets, l'ordre d'internement émane d'un juge qui a examiné le malade; dans le Maryland, ce jugement est rendu avec le concours d'un jury de douze membres; dans l'Iowa, la décision est prise par la commission des aliénés, composée d'un médecin, d'un avocat et du greffier de la cour de circuit.

En Russie, le placement est fait après examen du malade par un comité spécial, et seulement si la famille ne veut pas s'en charger.

L'aliéné pourrait-il lui-même, à la condition de remplir les formalités exigées, demander son admission dans un asile ?

Ainsi que le fait observer Demolombe, deux motifs de doute pourraient s'élever : la loi de 1838 semble ne prévoir que le cas où l'internement est requis par une autre personne; d'autre part, nul ne peut demander à être interdit ou pourvu d'un conseil judiciaire : l'internement modifie la capacité civile de l'interné ; peut-on lui permettre de provoquer lui-même cette modification ? Mais cependant cet auteur admet que ces considérations sont insuffisantes pour faire adopter une solution négative : la modification

de la capacité civile n'est ici que secondaire ; les asiles d'aliénés ont surtout pour but de procurer aux malheureux affectés de maladies mentales un traitement convenable, de les guérir même, si cela est possible. Aucune raison ne saurait être invoquée pour refuser l'entrée d'un asile au malade qui, dans un intervalle lucide, se rend compte de sa situation ¹.

Cette question a été résolue par le projet de loi du Sénat : sur une simple demande, signée de lui, tout individu majeur serait admis dans les asiles ; s'il ne savait ou ne pouvait écrire, la demande serait reçue par le juge de paix ou le commissaire de police. Les autres formalités (certificat médical, etc.) seraient d'ailleurs exigées.

La loi saxonne du 20 février 1882 contient une disposition analogue : les personnes atteintes de faiblesse d'esprit peuvent elles-mêmes demander un tuteur. En Pensylvanie, un malade peut, en présentant une demande écrite par lui, en présence d'un ami et du directeur de l'établissement ou du médecin, requérir son internement. Cette demande doit être accompagnée d'un certificat délivré par deux médecins ayant examiné le malade séparément. Il n'est fait droit à cette requête que pour une durée de sept jours. La

1. DEMOLOMBE, VIII, n° 799.

demande est indéfiniment renouvelable, chaque fois pour une période de sept jours.

§ 2

FORMALITÉS NÉCESSAIRES POUR OBTENIR L'ADMISSION DANS UN
ÉTABLISSEMENT.

Afin d'éviter les abus qui auraient pu résulter de la possibilité donnée à toute personne de requérir le placement d'un aliéné dans un asile, la loi de 1838 a édicté de nombreuses mesures destinées à établir l'individualité de celui qui réclame l'internement, l'individualité de l'interné et l'existence de la maladie.

L'article 8 interdit de recevoir une personne dans un établissement, s'il n'est produit : 1° une demande d'admission, 2° un certificat médical constatant la folie de celui que l'on veut faire interner, 3° un passeport ou toute autre pièce « propre à constater l'individualité de la personne à placer ».

Demande d'admission. — La demande d'admission doit être écrite et signée par celui qui la forme ; s'il ne sait pas écrire, elle est reçue par le maire ou le commissaire de police, qui en donne acte. Le directeur de l'établissement est tenu, sous sa responsabilité, de s'assurer de

l'individualité de l'individu à interner. La loi n'a pas prescrit de formalités spéciales sur ce point; il appartient donc au directeur de prendre toutes les mesures qu'il croira nécessaires pour satisfaire au vœu de la loi. Au cas où la demande a été reçue par le maire ou par le commissaire de police, cette obligation du directeur n'existe plus; c'est à celui qui a reçu la demande qu'incombe le devoir de constater l'individualité du malade que l'on veut faire renfermer. D'après l'article 14 du projet de loi, la demande d'admission doit, dans tous les cas, être visée par le maire, le juge de paix et le commissaire de police.

L'article 8 énumère les indications que doit contenir la demande : elle doit énoncer les noms, prénoms, âge, profession et domicile tant de la personne qui la formera que de celle dont le placement sera réclamé. En outre, elle fait connaître le degré de parenté ou la nature des relations existant entre ces deux personnes. Si la demande est formée par le tuteur d'un interdit, il doit fournir un extrait du jugement d'interdiction. La loi de 1838 se borne à demander cet extrait sans fixer un délai pour sa présentation. Le projet de loi limite à quinze jours le temps accordé au tuteur pour la production de cet extrait. Cette pièce devra être accompagnée de la délibération du conseil de famille.

La loi belge contient des dispositions analogues à celles de la loi française ; la demande doit indiquer le caractère des relations existant entre le requérant et l'aliéné et être visée par le bourgmestre. S'il s'agit d'un interdit, le tuteur est tenu de produire un extrait de la délibération du conseil de famille. Le projet de loi voté par le Sénat ne fait que reproduire les dispositions de la loi belge sur ces deux points.

Certificat médical. — Il ne suffisait point de prendre de minutieuses précautions pour s'assurer de l'individualité de l'interné ; il fallait que l'on pût avoir la certitude absolue de la nécessité de recourir à la séquestration. Cette certitude, on ne pouvait l'acquérir qu'à la suite de l'examen de l'état du malade par un médecin ; aussi, le directeur de l'établissement où l'internement va avoir lieu doit se faire représenter un certificat de médecin, « constatant l'état mental de la per-
« sonne à placer, et indiquant les particularités
« de sa maladie et la nécessité de faire traiter
« la personne désignée dans un établissement
« d'aliénés et de l'y tenir renfermée ». Lors de la discussion de la loi, on avait demandé si ce certificat ne devrait pas indiquer les causes de la maladie ; mais cette mention aurait pu être préjudiciable à l'aliéné lui-même ou à sa famille : si, par exemple, la folie est occasionnée par des habitudes vicieuses, par l'alcoolisme,

n'est-il pas préférable de ne point en divulguer la cause ? Aussi, le législateur n'a pas cru devoir exiger cette indication.

Aux termes de l'article 14 du projet de loi, le certificat médical serait remplacé par un rapport au procureur de la République sur l'état mental de la personne à placer ; ce rapport, rédigé par un médecin, indiquerait « les symptômes observés et les preuves de la folie, « constatées personnellement par le signataire, « la marche de la maladie ainsi que les motifs « d'où résulte la nécessité de faire traiter le « malade dans un établissement d'aliénés et de « l'y tenir enfermé ». La dernière visite ne devrait pas remonter à plus de huit jours. La loi de 1838 fixe à quinze jours le temps pendant lequel un certificat médical est valable.

Dans aucun cas, ce certificat ne peut être l'œuvre d'un médecin attaché à l'établissement ou d'un médecin parent ou allié jusqu'au second degré, des chefs de l'établissement ou du signataire de la demande.

S'il y a urgence, si, par suite, il est impossible de se procurer assez rapidement un certificat médical, et c'est ce qui aura lieu dans les cas où la sécurité des personnes vivant près de l'aliéné serait compromise, la loi permet aux directeurs des établissements publics de recevoir le malade sans certificat. Cette faculté ne saurait

être étendue aux directeurs des établissements privés. Nous pensons qu'en ce cas, il est inutile d'exiger un certificat postérieurement à l'internement; le malade devra être admis sous la responsabilité du directeur: s'il recevait une personne dont la folie n'offre pas un caractère de danger suffisant pour motiver un internement immédiat, il encourrait les peines édictées par l'article 14. C'est là une garantie suffisante; que si l'on objecte que le certificat doit, d'après l'article 12, être transcrit sur un registre spécial, on peut répondre qu'il n'en est ainsi qu'au cas où le certificat a dû être fourni; or, l'article 8 dispense de l'obligation de produire cette pièce au cas d'urgence; nous estimons qu'on ne peut, dans cette discussion, invoquer l'argument suivant, sur lequel s'appuient Durieu et Roche ¹: le certificat n'a plus d'effet; « le préfet a dû, « dans les trois jours, faire faire un examen par « les gens de l'art. »

Rien, dans la loi de 1838, n'oblige le préfet à faire faire cet examen: l'article 9 prévoit bien l'hypothèse d'un placement dans un établissement privé, et dit que, dans ce cas, dans un délai de trois jours après la réception du bulletin, le préfet fera visiter le malade par un ou plusieurs aliénistes; mais aucun texte n'établit

1. Cités par Dalloz, *Rép.*, n° 110.

l'obligation de faire examiner, dans les trois jours, l'aliéné interné d'urgence dans un établissement public.

Toutes les législations n'autorisent l'internement qu'à la condition de produire un certificat médical. En Angleterre, le malade doit avoir été examiné par deux médecins ; en Autriche, le certificat est délivré par un médecin habitant la même commune ou le même cercle ; en Belgique, ce certificat doit indiquer les particularités de la maladie. Aux États-Unis, la décision judiciaire ordonnant l'internement ne peut être rendue que sur le vu d'un certificat médical ; dans l'État de Massachussets, il émane de deux médecins exerçant depuis trois ans au moins ; dans l'État de Pensylvanie, il est l'œuvre de deux médecins exerçant depuis cinq ans, ayant examiné l'aliéné séparément. La législation de l'État de Géorgie présente cette bizarre particularité que l'on se montre plus ou moins exigeant, suivant qu'il s'agit de l'internement d'individus de race blanche ou de race noire : les premiers ne sont reçus dans les asiles que sur la présentation d'un certificat de trois médecins ; les seconds, sur un simple certificat des autorités locales.

Passeport. — Le directeur d'un établissement d'aliénés doit, avons-nous dit, constater l'individualité de la personne à interner. A cet

effet, l'article 8 l'oblige à exiger le passeport ou toute autre pièce de nature à lui permettre de s'assurer de l'identité. A l'époque où cette loi fut rédigée, le passeport était assurément le document qui permettait le mieux de reconnaître l'identité : la commission du Sénat a pensé que les garanties résultant du rapport médical sont suffisantes, et se borne, dans l'article 14 du projet, à exiger l'acte de naissance ou de mariage de l'aliéné.

§ 3

MESURES CONSÉCUTIVES AU PLACEMENT VOLONTAIRE.

Après l'accomplissement des formalités nécessaires pour l'admission dans un asile, une fois que l'aliéné a été interné, l'autorité administrative doit être prévenue de l'internement. Bien qu'ayant multiplié les garanties destinées à assurer que nul internement ne puisse être fait sans nécessité, le législateur a voulu qu'après l'entrée d'un aliéné dans un asile public ou privé, la surveillance de l'administration s'exercât encore sur lui. L'article 8 prescrit d'adresser au préfet, soit directement, soit par l'intermédiaire du sous-préfet ou du maire, un bulletin d'entrée contenant l'énumération de toutes les pièces produites. Ce bulletin doit être

envoyé dans les vingt-quatre heures de l'internement ; le certificat médical exigé par l'article 8 y est annexé, ainsi qu'un certificat du médecin de l'établissement. Dans les trois jours de la réception de ce bulletin, le préfet doit faire visiter le nouvel interné par un ou plusieurs médecins ; cette visite n'est exigée que dans le cas où l'internement a eu lieu dans un établissement privé. On a pensé que les asiles publics, administrés et dirigés sous la surveillance de l'autorité, offrent toutes les conditions de sécurité suffisantes pour qu'il soit inutile de procéder à une nouvelle visite : les médecins nommés par l'administration doivent inspirer autant de confiance qu'un homme de l'art désigné pour une visite spéciale. Si l'internement est fait dans un asile public, le certificat délivré quinze jours après le placement, conformément à l'article 11, est considéré comme suffisant.

Ce certificat est adressé au préfet ; il indique d'une manière aussi complète que possible l'état de l'aliéné, confirme ou rectifie le certificat délivré en premier lieu, indique le retour plus ou moins fréquent des accès d'aliénation mentale. Délivré après un séjour déjà relativement long de l'aliéné, après que les médecins ont pu étudier les symptômes de la maladie, ce certificat permet de savoir si l'aliénation présente un caractère assez grave pour que l'internement

soit maintenu, ou si au contraire elle n'est que passagère.

Dans le délai de trois jours, le préfet notifie administrativement les noms, profession et domicile de la personne placée, de celle qui aura demandé le placement et les causes du placement : 1^o au procureur de la République de l'arrondissement du domicile de la personne placée, 2^o à celui de l'arrondissement où est situé l'établissement.

Enfin, pour permettre d'apprécier sûrement l'état des aliénés et d'établir les responsabilités au cas de séquestration arbitraire, l'article 12 impose au directeur de tout établissement de tenir un registre « coté et parafé par le maire, « sur lequel seront immédiatement inscrits les « noms, professions, âge et domiciles des per- « sonnes placées dans les établissements, la « mention du jugement d'interdiction, si elle a « été prononcée, et le nom de leur tuteur ; la date « de leur placement, les noms, profession et « demeure de la personne qui l'aura demandé ». Le certificat médical délivré pour l'admission, les certificats dressés en exécution des articles 8 et 11 de la loi de 1838 sont également transcrits sur ce registre. Ce sont ces certificats eux-mêmes, et non d'autres qui auraient pu être délivrés postérieurement, que l'on doit transcrire, et toutes ces formalités doivent être remplies avec la plus

scrupuleuse exactitude. Ainsi que l'a dit M. l'avocat général Reverchon : « Au point de vue de la loi de 1838, il n'y a point de formalité insignifiante ou superflue, tout est de rigueur et d'ordre public ¹. »

Les changements survenus dans l'état de chaque malade sont consignés tous les mois sur ce registre ; on y inscrit également les sorties et les décès. Ce registre est communiqué aux personnes ayant le droit de visiter l'établissement.

Le projet de loi confère à l'autorité judiciaire le droit de statuer sur la maintenance dans les établissements d'aliénés ; aux termes de l'article 18, les pièces adressées actuellement au préfet (bulletin d'entrée, etc.) sont envoyées par les soins du directeur de l'établissement : 1° au préfet, 2° au procureur de la République de l'arrondissement du domicile de la personne placée, 3° au procureur de la République de l'arrondissement où se trouve l'établissement.

Le préfet transmet ces pièces au médecin inspecteur des aliénés, qui, dans les cinq jours suivant le placement, doit, ainsi que le curateur, visiter l'aliéné.

Le médecin inspecteur envoie un rapport détaillé au procureur de la République. Ce

1. Cassation, 27 décembre 1873 (Dalloz, 76, 1, 67).

magistrat saisit alors le tribunal, qui statue en chambre du conseil sur la maintenue ou la sortie de la personne internée ; il a le droit, s'il ne se trouve pas suffisamment éclairé, d'ordonner un examen médical. La décision du tribunal est notifiée au préfet et au directeur responsable de l'établissement.

Jusqu'à ce que le tribunal ait statué, l'internement ne serait que provisoire, et l'aliéné devrait être placé dans un quartier d'observation séparé des autres parties de l'établissement.

Le système adopté par ce projet de loi nous paraît plus logique que celui de la loi de 1838 : actuellement, la seule autorité ayant le pouvoir d'ordonner le maintien ou la sortie des aliénés internés, c'est le préfet. Une décision de cette nature ayant une grande influence sur la capacité des personnes, on ne comprend guère que ce soit à l'autorité administrative qu'il appartienne de la prendre. Toutes les fois que la liberté individuelle ou la capacité civile sont en jeu, c'est aux tribunaux civils, et non aux juridictions administratives, de statuer.

La situation actuelle constitue donc une étrange anomalie, que l'on devrait rapidement faire disparaître.

SECTION II

Des placements ordonnés par l'autorité publique.

§ 1^{er}

CAS DANS LESQUELS ONT LIEU LES PLACEMENTS D'OFFICE.—AUTORITÉS
QUI PEUVENT LES REQUÉRIR.

Quand un individu est frappé de folie, et que son état mental le porte à des extravagances de nature à compromettre sa propre sûreté ou celle d'autrui, ou à commettre des actes pouvant troubler l'ordre public, il est indispensable de prendre des mesures afin de le protéger contre lui-même, de protéger les autres contre sa fureur, d'empêcher qu'il ne devienne un objet d'effroi ou de moquerie. Si un tel aliéné n'a pas de famille, ou si sa famille ne lui fait point donner les soins nécessaires, l'autorité doit être investie de pouvoirs suffisants pour le faire interner. La loi des 16-24 août 1790 avait conféré à l'autorité municipale le devoir d'obvier aux inconvénients résultant de la divagation des furieux ; jusqu'en 1838, aucune autre disposition ne fut édictée.

La loi du 30 juin 1838 a permis aux préfets de faire interner tout aliéné dangereux, qu'il soit ou non interdit.

Le placement est ordonné, à Paris, par le préfet de police, dans les départements par les préfets. Les ordres d'internement doivent être motivés ; ils sont transcrits sur un registre spécial.

Mais, dans bien des cas, le préfet ne pourrait donner un ordre d'internement assez rapidement pour éviter que le fou n'accomplisse un acte dangereux : par exemple, l'aliéné habite à une grande distance du chef-lieu du département, ou encore la crise se produit subitement sans qu'il ait été possible de la prévoir. Dans ces conditions, il importe de le mettre hors d'état de nuire le plus vite possible. La loi a permis au maire (aux commissaires de police à Paris) de prendre alors toutes les mesures provisoires nécessaires. Le maire n'a ce droit qu'en cas de danger imminent, attesté par un certificat de médecin ou par la rumeur publique. Il doit toujours en référer au préfet dans les vingt-quatre heures. Le préfet statue sans délai. On s'est demandé si le pouvoir du préfet en cette matière peut être exercé par le sous-préfet ; Dalloz admet l'affirmative¹ : « Il nous paraît « certain, dit-il, que les pouvoirs de police « administrative déferés aux maires et aux « commissaires, appartiendront nécessairement

1. *Rép.*, v° *Aliénés*, § 169.

« aux sous-préfets, qui sont placés immédia-
« tement au-dessus des maires dans la hiérar-
« chie administrative. »

Dans une autre opinion, on raisonne ainsi : la loi de 1838 ne parle pas des sous-préfets ; en cette matière, où tout doit être interprété strictement, il faut s'en tenir à la lettre même du texte : peu importe que les sous-préfets soient hiérarchiquement au-dessus des maires ; c'est à ces derniers seuls que le législateur a permis de prendre des mesures provisoires. Nous croyons en effet que, si le législateur avait voulu que les sous-préfets pussent intervenir en cas de danger causé par un aliéné, il l'aurait dit en termes formels. Il a gardé le silence ; rien ne permet donc d'attribuer aux sous-préfets les pouvoirs des préfets ou des maires.

Beaucoup de législations permettent à l'autorité administrative ou judiciaire d'ordonner le placement dans un asile des aliénés dangereux ; en Belgique, l'autorité municipale, c'est-à-dire la réunion des échevins, présidée par le bourgmestre, prononce le placement d'office ; en cas d'urgence, le bourgmestre agit seul, mais il doit convoquer les échevins dans un délai de six jours. En Hollande, le bourgmestre peut également prendre les mesures nécessaires, mais sauf à en référer, dans les vingt-quatre heures, à l'officier de justice du ressort. L'auto-

risation d'interner est accordée sur le vu d'un certificat médical par le juge de paix ou le président du tribunal; elle est valable pour quinze jours. Elle est rendue définitive par décision du tribunal pour un temps ne pouvant excéder un an. Cette autorisation est renouvelable pour un an.

L'article 24 de la loi du 30 juin 1838 prescrit aux hospices et hôpitaux civils de recevoir les aliénés internés d'office en attendant leur translation définitive dans l'établissement sur lequel ils sont dirigés. Cet article a eu soin d'interdire que les aliénés ne soient placés, même à titre provisoire, dans les prisons, prévenant ainsi le retour d'abus déplorable trop fréquents, que nous avons déjà signalés.

Au cas où il n'existerait pas, dans une commune, d'hôpital ou d'hospice, le maire doit assurer le logement de l'aliéné.

L'article 28 du projet de loi du Sénat dit que les aliénés internés d'office pourront immédiatement être envoyés à l'asile départemental, en cas de danger imminent, avant toute intervention du préfet.

Aux termes de l'article 29 du même projet, les placements d'office sont à titre provisoire; c'est au tribunal, statuant en chambre du conseil, qu'il appartiendra de décider si l'internement doit ou non être rendu définitif.

§ 2

MESURES CONSÉCUTIVES AUX PLACEMENTS D'OFFICE.

De même qu'au cas de placement volontaire, les nom, domicile, profession, etc., de la personne internée doivent être inscrits sur le registre dont la tenue est ordonnée par l'article 12. Cette mesure est prescrite par l'article 18 : « Les ordres « d'internement, dit ce texte, seront inscrits sur « un registre semblable à celui qui est prescrit « par l'article 12 ci-dessus, dont *toutes les dispositions seront applicables aux individus placés « d'office.* » Les termes de cet article sont trop étendus : l'article 12 en effet indique, au nombre des énonciations devant être transcrites sur le registre, le nom de la personne qui a requis le placement. S'il s'agit d'un internement ordonné par l'autorité publique, il est évident, puisque l'ordre d'internement est transcrit, que cette disposition ne peut être suivie.

Les ordres d'internement doivent être notifiés au procureur de la République de l'arrondissement du domicile de l'interné et au procureur de la République de l'arrondissement où est situé l'établissement.

L'article 22 dit que cette notification doit être faite dans les formes et délais énoncés en

l'article 10. Or, l'article 10 se réfère à l'article 9, et impartit, pour l'accomplissement des diverses formalités consécutives à un placement volontaire, un délai de trois jours à partir de la réception par le préfet du bulletin d'entrée.

Dans l'hypothèse dont nous nous occupons, c'est-à-dire au cas d'un placement ordonné par l'autorité publique, il ne peut être parlé de bulletin d'entrée ; l'ordre d'internement suffit pour permettre au directeur d'un asile de recevoir l'aliéné : rien dans le texte de la loi ne permet de supposer qu'elle ait exigé la rédaction d'un bulletin d'entrée après un placement d'office. Bien au contraire ; ce bulletin ne doit être rédigé que pour faire connaître à l'administration départementale qu'un nouveau placement a eu lieu ; dans l'espèce, une telle formalité serait inutile.

Le délai de trois jours ne pourra donc être supputé en prenant pour base la date de réception du bulletin d'entrée ; il partira, croyons-nous, du jour où le préfet aura ordonné l'internement.

Le maire du domicile des personnes internées d'office reçoit également, dans le même délai, notification du placement. Il doit en donner avis aux familles. (Art. 22.)

Il pourra arriver, en effet, que la famille de l'aliéné, n'habitant pas avec lui, ait ignoré la

mesure prise à son égard. La loi a pensé que le maire du domicile de la personne internée connaîtra le lieu de résidence des plus proches parents de celle-ci, et, en tout cas, sera plus apte que tout autre pour recueillir les indications nécessaires à ce sujet.

Enfin, la notification du placement doit, par les soins du préfet, être faite au ministre de l'intérieur. Aux termes d'une circulaire du 28 décembre 1842, cette notification est faite aussi au cas de placement volontaire.

Si le placement d'office a lieu dans un établissement privé, l'examen médical imposé par l'article 9 n'est pas nécessaire. Cet examen n'ayant d'autre but que de contrôler la nécessité d'un internement requis par un particulier, on conçoit facilement qu'il eût été superflu de l'exiger, alors que le placement est fait par ordre du préfet, ordre qui ne sera jamais donné sans absolue nécessité.

CHAPITRE III

SORTIE DES PERSONNES PLACÉES DANS LES ÉTABLISSEMENTS D'ALIÉNÉS.

SECTION I^{re}

Sortie après placement volontaire.

§ 1^{er}

PERSONNES AYANT QUALITÉ POUR REQUÉRIR LA SORTIE.

Aussitôt que l'état de l'aliéné permet de lui rendre la liberté, c'est-à-dire une fois que la guérison est obtenue, toute prolongation de séquestration devient inutile : la loi a, comme nous le verrons, pris toutes les mesures utiles pour empêcher que l'aliéné ne fût retenu plus longtemps qu'il n'est nécessaire. Elle a même permis à plusieurs personnes liées à l'aliéné par l'affection de demander sa sortie avant la guérison.

Si l'aliéné est majeur et non interdit, la sortie peut être requise par : 1° le curateur ; 2° l'époux ou l'épouse ; 3° s'il n'y a pas d'époux ou d'épouse,

les ascendants ; 4° s'il n'y a pas d'ascendants, les descendants ; 5° la personne qui aura signé la demande d'admission, à moins qu'un parent n'ait déclaré s'opposer à ce qu'elle use de cette faculté sans l'assentiment du conseil de famille ; 6° toute personne à ce autorisée par le conseil de famille. (Article 14.)

Cette énumération est limitative : aucune autre personne que celles désignées en l'article 14 ne serait recevable à requérir la sortie d'un aliéné.

Le conseil de famille n'a pas le droit de s'opposer à la demande de sortie formée par le curateur, l'époux ou l'épouse, les ascendants ou les descendants ; cela résulte évidemment des termes de la loi ; si, au contraire, c'est la personne signataire de la demande d'admission qui veut requérir la sortie, le conseil de famille pourra s'y opposer.

S'il résulte, ajoute l'article 14, d'une opposition notifiée au chef d'établissement par un ayant droit, qu'il y a dissentiment, soit entre les ascendants, soit entre les descendants, le conseil de famille prononcera ; cette opposition ne peut être formée que par un ayant droit, c'est-à-dire par une personne pouvant elle-même requérir la sortie.

Si l'aliéné est mineur ou interdit, le tuteur seul peut requérir la sortie ; au cas où le mineur

n'est pas en tutelle, le père ou, s'il est dans l'impossibilité d'exercer les droits de la puissance paternelle, la mère pourra requérir la sortie ; et, si l'on se trouve en présence d'un enfant n'ayant ni père ni mère ni tuteur, on pourra agir comme s'il était majeur ¹.

Si le mineur aliéné est émancipé, nous pensons que seules les personnes désignées par l'article 14 pourront requérir sa sortie ; le curateur donné à cet individu conformément aux dispositions de l'article 480 Code civil, ne devra pas être admis à demander la sortie : aucun texte ne lui reconnaît ce droit.

Aux personnes énumérées par l'article 14, le projet de loi voté par le Sénat ajoute : toute personne autorisée par le tribunal.

Les directeurs des établissements d'aliénés sont tenus de déléguer aux réquisitions qui leur sont adressées ; mais, si la demande paraît ne pouvoir être suivie d'une solution favorable sans compromettre l'ordre public ou la sûreté des personnes, et c'est au médecin de l'établissement qu'il appartiendra d'apprécier si l'on doit donner suite à cette demande, il sera sursis à la sortie. Le directeur de l'asile donnera connaissance au maire de l'avis du médecin ; le maire pourra ordonner un sursis provisoire ; il

1. DEMOLOMBE, VIII, n° 874.

devra en référer au préfet dans le délai de vingt-quatre heures ; l'ordre du maire sera transcrit sur le registre tenu en exécution de l'article 12. C'est une simple faculté pour le maire d'ordonner ou de ne pas ordonner le sursis ; la loi lui laisse une entière liberté d'appréciation à cet égard.

Lorsque la sortie a lieu à la suite de la réquisition d'une des personnes ci-dessus indiquées, le directeur de l'établissement doit en donner avis au préfet, au sous-préfet ou au maire (article 15) ; ils font connaître le nom et la résidence des personnes qui ont retiré le malade, son état, le lieu où il a été conduit.

En Autriche, en Belgique, comme en France, la sortie d'un aliéné peut avoir lieu avant sa guérison ; l'article 11 de l'ordonnance du ministre de l'intérieur d'Autriche, du 14 mai 1874, interdit de retenir l'aliéné, même non guéri, s'il est réclamé par son représentant légal, ou les personnes désignées par lui. Même si l'aliéné est dangereux, il doit être remis à la personne qui le réclame, à la condition toutefois que cette personne justifie du placement dans un autre asile, ou s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour sa garde.

L'article 15 de la loi belge du 25 janvier 1874, accorde aux personnes qui ont requis le placement le droit de demander la sortie. En

cas de minorité ou d'interdiction, ce droit n'appartient qu'au tuteur, au curateur ou à l'administrateur provisoire.

Aux termes de l'article 23 de la loi hollandaise du 27 avril 1884, la sortie définitive est accordée : 1° sur la déclaration écrite du médecin en chef, attestant la guérison ; 2° sur la réquisition du ministère public ; 3° à la requête de ceux à qui la demande de placement a eu lieu, ou, à leur défaut, à la requête des personnes désignées par l'article 12, c'est-à-dire de tout parent ou allié majeur en ligne directe, en ligne collatérale jusqu'au troisième degré inclusivement, du conjoint, du tuteur ou du curateur ; 4° lorsque la convention en vertu de laquelle le malade a été reçu dans l'établissement n'a pas été exécutée : la sortie est alors ordonnée par le tribunal statuant en dernier ressort.

Les législations autrichienne, belge, hollandaise permettent la sortie des malades à titre d'essai : la loi de 1838 n'a pas autorisé cette mesure ; c'est là une lacune regrettable : la sortie provisoire a, paraît-il, souvent accéléré la guérison des aliénés.

§ 2

PERSONNES QUI PEUVENT ORDONNER LA SORTIE.

Dès qu'un aliéné est guéri, il doit cesser d'être retenu dans l'établissement, la sortie peut

être ordonnée par les médecins de l'établissement et par le préfet.

Aux termes de l'article 13, toute personne placée dans un établissement d'aliénés, cessera d'y être retenue aussitôt que les médecins de l'établissement auront déclaré que la guérison est obtenue. L'article 16 permet au préfet d'ordonner la sortie immédiate des personnes placées volontairement dans les établissements d'aliénés.

Le projet de loi du Sénat subordonne le droit pour le préfet d'ordonner la sortie à l'avis du médecin traitant et du médecin inspecteur. En outre, l'ordre du préfet doit, avant d'être exécuté, être notifié à la personne qui a signé la demande d'admission. Dans les vingt-quatre heures de la notification, elle peut faire opposition à la sortie. Cette opposition est jugée par le tribunal en chambre du conseil.

L'article 10 de l'ordonnance autrichienne du 14 mai 1874, impose aux établissements l'obligation de mettre en liberté les aliénés dès qu'on peut les considérer comme guéris; d'après la loi belge du 25 janvier 1874, quand le médecin de l'établissement a déclaré que la guérison est obtenue, il doit en être immédiatement donné avis à la personne ayant demandé le placement, au tuteur de l'interdit et aux plus proches parents connus. L'aliéné est mis en liberté cinq jours

après. La loi hollandaise du 27 avril 1884, permet à l'officier de justice d'ordonner la sortie d'un malade qui lui paraît avoir été retenu ou reçu illégalement dans un établissement. Même si l'internement est régulier, mais si cette mesure lui semble devenue inutile, il peut, avec le consentement du médecin, ordonner sa mise en liberté.

SECTION II

Sortie après placement d'office.

Si l'internement a été fait d'office, l'autorité administrative seule peut autoriser la sortie. Dans le premier mois de chaque semestre, les chefs, directeurs ou préposés responsables des établissements, sont, aux termes de l'article 20, tenus d'adresser aux préfets un rapport rédigé par le médecin de l'établissement sur l'état de chaque interné. Le préfet prononce sur chacun d'eux, ordonne sa maintenue ou sa sortie.

Si, dans l'intervalle qui s'écoule entre deux rapports, c'est-à-dire au cours du semestre, les médecins, reconnaissant que la sortie peut avoir lieu, consignent cet avis sur le registre tenu en exécution de l'article 12, le directeur ou préposé responsable de l'établissement doit aussitôt

prévenir le préfet : le préfet ordonne le maintien ou la sortie de l'aliéné.

Le préfet a, de plus, le pouvoir de s'opposer à la sortie des personnes ayant été l'objet d'un placement volontaire, toutes les fois que leur état peut faire craindre qu'elles ne compromettent l'ordre public. (Art. 21.)

De même que les ordres d'internement, les ordres de sortie ou de maintenue doivent être notifiés au procureur de la République et au maire du domicile de l'aliéné.

Le projet du Sénat laisse au préfet le droit d'interdire la sortie des personnes dont le placement a été effectué volontairement, dans le cas où leur état mental compromettrait la sécurité publique.

Des mesures analogues à celles de la loi de 1838 sont prises par les législations autrichienne, belge, hollandaise, russe.

En Autriche, la sortie des aliénés internés d'office, soit provisoire, soit définitive, doit être approuvée par les autorités qui l'ont ordonnée ; la loi belge de 1850 reproduit à peu près les dispositions de la loi française.

En Russie¹, les fous dangereux placés dans un asile n'en peuvent sortir qu'avec l'autorisation des autorités supérieures.

1. Pand. fr., v° *Aliénés*, § 860.

SECTION III

Sortie ordonnée par l'autorité judiciaire.

Le législateur de 1838 a craint que, par suite de la négligence des personnes désignées en l'article 14, ou par suite d'un oubli, d'une erreur de l'autorité administrative, la sortie ne soit ni requise ni ordonnée aussitôt que la guérison est manifestée; il a permis à l'aliéné, à tout parent ou ami de celui-ci, aux personnes ayant demandé le placement, et enfin au procureur de la République, de se pourvoir près du tribunal pour faire ordonner la sortie. Le tribunal statue en chambre du conseil; sa décision n'est pas motivée. (Art. 29.)

Les expressions employées par la loi dans cet article sont des plus étendues; toute personne est recevable à solliciter un ordre de sortie, mais une exception est faite en ce qui concerne les interdits: la demande ne peut émaner que de leur tuteur; toutefois, nous estimons que le procureur de la République pourrait, en ce cas, saisir le tribunal.

Les préposés responsables ou directeurs d'un établissement doivent toujours faire parvenir à l'autorité judiciaire les réclamations des aliénés.

La décision du tribunal est susceptible d'appel dans les formes et délais ordinaires¹.

Si la demande est rejetée une première fois, rien ne s'oppose à ce qu'elle soit de nouveau introduite quelque temps après : il n'y aura point là échec au principe de l'autorité de la chose jugée ; l'état du malade aura pu, dans l'intervalle des deux demandes, se modifier et justifier une demande qui, la première fois, a pu sembler inutile ou même dangereuse.

1. DEMOLOMBE, VIII, 878.

CHAPITRE IV

DÉPENSES DU SERVICE DES ALIÉNÉS.

SECTION I^{re}

Détermination des dépenses.

§ I^{er}

DÉPENSE DU TRANSPORT.

Les aliénés internés par ordre du préfet, et dont la famille n'a pas demandé le placement dans un établissement public ou privé; ceux qui, sans être dangereux, sont admis dans les établissements départementaux aux conditions arrêtées par le conseil général et sur la proposition du préfet doivent, en principe, supporter les dépenses nécessitées par leur transport et leur séjour dans les asiles. Mais, si l'aliéné est indigent, c'est aux départements, aux communes et aux hospices de supporter ces charges. Les articles 25 à 29 de la loi de 1838 ont déterminé comment sont réparties ces dépenses.

Les dépenses du service des aliénés comprennent: 1^o dépense du transport; 2^o dépense

des aliénés pendant leur séjour dans les établissements publics ; 3^e dépense du séjour des aliénés placés par les départements dans les établissements privés.

La dépense du transport comprend les frais de toute nature résultant du déplacement de l'aliéné : voyage en voiture ou en chemin de fer, logement et nourriture de l'aliéné et des personnes qui l'accompagnent. Aux termes de l'article 26, ces dépenses sont arrêtées par le préfet sur le mémoire des agents préposés au transport.

Si l'aliéné a des ressources personnelles, ou si un des membres de sa famille tenus à l'obligation alimentaire peut subvenir à ces dépenses, l'article 26 ne recevra pas son application : cet article n'a en vue que les aliénés indigents. Si un aliéné indigent venait, postérieurement à son internement, à acquérir des ressources, le recouvrement des dépenses serait poursuivi par l'administration des domaines, conformément à l'article 27¹.

Aux termes de l'article 26 § 2, la dépense de l'entretien, du séjour et du traitement des personnes placées dans les hospices ou établissements publics d'aliénés sera réglée d'après un tarif arrêté par le préfet.

1. Circ. du ministre de l'intérieur du 14 août 1840.

Il s'agit ici du séjour et du traitement provisoire pendant le voyage de l'aliéné. Par les expressions « hospices ou établissements publics », on doit entendre les hospices ou établissements départementaux. Le préfet ne peut imposer un tarif aux établissements communaux ¹.

§ 2

DÉPENSES DU TRAITEMENT DANS LES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS.

L'article 26 § 2 de la loi de 1838 avait conféré au préfet le droit de fixer le tarif de la pension des aliénés placés dans les asiles départementaux. Ce prix de la pension était déterminé par journée et non par année. Une circulaire du ministre de l'intérieur, du 16 août 1842, avait fait remarquer les inconvénients résultant de la détermination d'un prix annuel. Ce mode nécessite de nouveaux calculs chaque fois qu'il faut régler la situation d'un aliéné ; il a pour effet de compliquer inutilement la comptabilité et de nuire à sa régularité.

Il résulte d'une circulaire ministérielle du 16 août 1840 que la délibération du préfet était exécutoire par elle-même.

1. Conseil d'État, 6 juillet 1877 (Dalloz, 77, 3, 409).

L'article 46 § 17 de la loi du 10 août 1871, donnant aux conseils généraux le droit de statuer définitivement sur les dépenses et recettes des établissements d'aliénés, a abrogé l'article 26 § 2 de la loi du 30 juin 1838. Les pouvoirs du préfet en cette matière appartiennent maintenant au conseil général.

La circulaire ministérielle prescrivant de fixer un prix de journée, et non d'année, n'a donc plus force obligatoire. En fait, les conseils généraux fixent toujours un tarif journalier.

Le conseil général est sans droit pour imposer un tarif à un hospice communal; le conseil d'État a, dans son arrêt du 6 juillet 1877, décidé qu'en ce cas le prix de journée ne peut être fixé que par convention entre le département et la commission administrative.

§ 3

DÉPENSES DES ALIÉNÉS INTERNÉS DANS LES ÉTABLISSEMENTS PRIVÉS.

Quand l'internement a lieu dans un établissement privé, la dépense du traitement est fixée par les traités passés par les départements. Ces traités, dit l'article 26, sont passés conformément à l'article 1^{er}; ils sont, par conséquent, soumis à l'approbation du ministre de l'intérieur.

Ces traités sont conclus par les conseils généraux et non par les préfets. La loi du 10 août 1871 a, ainsi que nous l'avons déjà vu, modifié la loi de 1838 en donnant aux conseils généraux le droit de statuer sur toutes les dépenses des aliénés.

SECTION II

Personnes à qui incombe la dépense.

§ 1^{er}

CHARGES DE L'ALIÉNÉ ET DE SA FAMILLE.

Les articles 27 et 28 de la loi de 1838 énumèrent les personnes devant supporter les dépenses occasionnées par le traitement des aliénés : ces dépenses sont à la charge des personnes placées, à défaut, à la charge de ceux auxquels il peut être demandé des aliments aux termes des articles 205 et suivants Code civil. En cas de contestation, il est statué par les tribunaux ordinaires à la diligence de l'administrateur provisoire.

Si les ressources de l'aliéné ou de sa famille sont insuffisantes, le département ou la commune supporte une partie de la dépense. C'est ce qui résulte d'une circulaire ministérielle du

5 août 1839 : cette circulaire permet aux préfets de ne pas exiger le paiement en totalité ou en partie, quand les revenus de l'aliéné sont absorbés par les besoins de sa famille.

L'article 43 du projet de loi modifie l'article 26 en ce sens : ce n'est plus seulement l'administrateur provisoire, mais aussi le curateur qui pourront introduire une demande de pension alimentaire.

Les sommes dues par l'aliéné ou par sa famille sont actuellement recouvrées par l'administration de l'enregistrement; d'après l'article 43 du projet, cette mission serait confiée aux percepteurs.

§ 2

CHARGES DES DÉPARTEMENTS.

Les aliénés indigents sont traités aux frais du département.

Lors de la discussion de la loi, on avait songé à mettre cette dépense à la charge des communes ; mais, comme le fit remarquer M. Vivien dans son rapport du 18 mars 1837, cette dépense est trop inégalement répartie et trop considérable pour pouvoir peser entièrement sur les communes : elle absorberait tout le revenu de quel-

qués-unes, tandis que d'autres en seraient entièrement affranchies ; en exceptant celles qui n'ont aucun revenu disponible, on commettrait une autre injustice, et l'on serait exposé à grever le département de l'obligation d'entretenir tous les indigents que ces communes feraient recevoir comme aliénés.

Le vote de la dépense du service des aliénés appartient, depuis 1871, au conseil général ; cette dépense n'a donc pas maintenant un caractère obligatoire ; c'est là une lacune que comble le projet du Sénat : il est pourvu à la dépense, dit l'article 44 de ce projet, par le département, sans préjudice du concours de la commune du domicile de l'aliéné, d'après un tarif arrêté par le conseil général, sur la proposition du préfet.

A la séance du Sénat du 17 février 1887, M. Georges Martin présenta un amendement tendant à combler une lacune existant dans la loi de 1838 : cette loi n'a pas indiqué pendant combien de temps un aliéné doit avoir résidé dans un département pour être à la charge de ce département. La loi du 24 vendémiaire an II règle la question du domicile de secours ; mais cette loi a été édictée au point de vue de l'assistance communale et non de l'assistance départementale ; la durée d'un an imposée pour acquérir un domicile de secours dans une commune est, pense M. Martin, insuffisante.

« Dans presque toutes les régions de la France,
« dit-il, il y a des villes populeuses qui en sont
« en quelque sorte les capitales, et vers lesquelles
« affluent les émigrés de tous les départements
« voisins ; dans ces agglomérations se trouvent
« de nombreux alcooliques ; au bout d'un temps
« plus ou moins long, beaucoup d'entre eux sont
« atteints d'aliénation ; ils tombent à la charge
« du département, à qui ils n'ont que peu
« donné du produit de leur travail. »

Plusieurs conseils généraux ont émis des vœux tendant à augmenter la durée du séjour nécessaire pour acquérir le domicile de secours. Le département de la Seine, notamment, est un de ceux dans lesquels se fait le plus lourdement sentir le poids de l'assistance accordée aux aliénés : en 1839, dans ce département, la population s'élevait à 1.200.000 habitants, il y avait 2.407 aliénés ; en 1881, la population avait atteint le chiffre de 2.800.000, le nombre des aliénés était presque quadruplé, et le budget des aliénés, de 100.000 fr. en 1839, atteignait en 1881 4.800.000 francs. Pour remédier à cet état de choses, M. Georges Martin proposait d'élever à trois ans le temps de résidence nécessaire pour acquérir un domicile de secours.

M. Cazelles, commissaire du gouvernement, fit observer que seulement 8 % des aliénés du département de la Seine y résidaient depuis

moins de trois ans, et que réclamer aux communes d'où ils sont originaires le prix de leur traitement, ce serait leur imposer une très lourde charge. Enfin, ajoutait-il, « cette quantité de Français qui viennent, non seulement « à Paris, mais dans les plus grandes villes « pour contribuer, par leur travail, à l'enrichissement et à la prospérité de ces villes, n'y « apportent-ils pas, en même temps que de « nouvelles richesses, le germe de droits nouveaux pour eux-mêmes. Ces droits sont-ils « exorbitants ? Ces émigrants ne les ont-ils pas « suffisamment achetés par la prospérité qu'ils « ont créée ? »

L'amendement ne fut pas adopté.

L'article 45 du projet met à la charge de l'État les dépenses suivantes :

- 1° Les dépenses du comité supérieur ;
- 2° Les traitements et pensions de retraite des inspecteurs généraux du service des aliénés ;
- 3° Les traitements et pensions de retraite des médecins inspecteurs, des médecins directeurs, directeurs, médecins en chef et adjoints des asiles publics, des médecins en chef, préposés responsables et médecins adjoints des quartiers d'hospice, des médecins en chef et adjoints des établissements privés faisant fonction d'asiles publics.

De plus, l'État devrait faire l'avance :

1° Des frais de déplacement des médecins inspecteurs ;

2° Des honoraires du curateur administrateur provisoire, concernant les aliénés indigents.

§ 3

CHARGES DES COMMUNES.

La commune où l'aliéné a acquis son domicile de secours peut être appelée à concourir aux dépenses du séjour de cet aliéné. Une circulaire du ministre de l'intérieur, du 5 août 1840, déterminait le caractère de ce concours : « La
« dépense du traitement constitue une dépense
« essentiellement départementale ; le concours
« de la commune du domicile doit s'entendre
« dans le sens d'une subvention déterminée
« d'après des bases équitables, et non pas de
« manière à laisser la dépense tout entière à
« la charge de la caisse municipale. »

« Dans aucun cas, disait cette même circulaire, les communes ayant 100.000 fr. de
« revenu et au-dessus, ne peuvent être appelées
« à supporter plus du tiers de la dépense de
« leurs aliénés indigents ; les communes ayant
« 50.000 fr. et au-dessus, plus du quart ; les
« communes ayant 20.000 fr. et au-dessus, plus

« d'un cinquième; les communes ayant 5.000 fr.
« de revenus et au-dessus, plus d'un sixième;
« enfin, les communes ayant moins de 5.000 fr.
« de revenus ne doivent être tenues de con-
« courir à cette dépense que dans une propor-
« tion moindre qu'un sixième, et qu'autant
« qu'elles pourront fournir ce concours sans
« compromettre leurs autres services. »

Maintenant que les délibérations des conseils généraux sont exécutoires par elles-mêmes, ils peuvent ne pas observer les règles tracées par le ministre et mettre la totalité de la dépense à la charge des communes ¹.

Le conseil général fixe la quotité de la dépense de la commune et non pas le chiffre. Cette dépense est obligatoire ².

Pour que la commune puisse être contrainte à concourir aux frais du séjour de l'aliéné dans un établissement, il faut qu'il y ait son domicile de secours. Ce domicile s'obtient par un an de résidence; encore faut-il que cette résidence emporte l'intention d'y fixer le domicile. Le 6 avril 1854 ³, le Conseil d'État a, par application de ce principe, décidé que la femme d'un militaire, accompagnant son mari dans une ville où il est en garnison, n'a pas acquis de domicile

1. Conseil d'État, 22 juin 1883 (S., 73, 3, 33).

2. Loi 5 avril 1884, art. 136, n° 10.

3. Dalloz. 1854, 3, 45.

de secours dans cette ville. Cette commune ne peut être contrainte de contribuer à la dépense du traitement de cette femme placée dans un asile d'aliénés.

§ 4

CHARGES DES HOSPICES.

La création d'asiles départementaux recevant des aliénés a pu, dans certains cas, alléger les charges d'hospices où précédemment ces malades étaient traités; dans ce cas, ils peuvent être appelés à payer une indemnité.

Cette indemnité est due par les hospices recevant des aliénés en vertu d'un ancien usage, mais non par ceux qui recevaient des aliénés à la suite de traités passés avec des communes.

Cette indemnité est fixée par le conseil général; en cas de difficulté, il est statué par le conseil de préfecture.

Si une commune possède un hospice où ses aliénés étaient recueillis avant la loi de 1838, on doit lui tenir compte, pour le paiement de sa part contributive, de l'indemnité fournie par cet hospice. C'est ce qui a été formellement exprimé par le rapporteur, M. Vivien : « Dans le cas où
« une fondation établie dans un hospice serait
« constituée au profit d'une commune désignée,

« celle-ci ne pourrait pas être tenue de contri-
« buer une seconde fois à la dépense des
« aliénés; elle satisferait à sa dette en disant au
« département: voici un aliéné qui a son domi-
« cile sur mon territoire, vous subviendrez à son
« entretien en recueillant le bénéfice de la fon-
« dation, c'est-à-dire les moyens suffisants
« pour y faire face. »

CHAPITRE V

DE L'ADMINISTRATEUR PROVISOIRE DES BIENS DES ALIÉNÉS.

SECTION I^{re}

**A quels aliénés s'appliquent les dispositions des articles 31
et suivants de la loi de 1838.**

L'interdiction et la tutelle sauvegardent suffisamment les intérêts de l'interdit ou du mineur pour que, si leur internement est nécessaire, il ne soit pas utile de prendre des mesures spéciales pour assurer l'administration de leur fortune.

Il n'en est pas de même pour le majeur non interdit pourvu d'un conseil judiciaire, ou pour le mineur émancipé ; ils ont la gestion de leur patrimoine : après leur internement, cette gestion est impossible ; aussi le législateur a-t-il essayé de pourvoir à leurs intérêts.

SECTION II

Nomination de l'administrateur provisoire.

§ 1^{er}

ADMINISTRATEUR PROVISOIRE LÉGAL.

La loi du 30 juin 1838 a confié la gestion des biens des aliénés internés à un administrateur

provisoire : cet administrateur est légal ou datif. Aux termes de l'article 31, § 1^{er}, les commissions « administratives ou de surveillance des hospices, ou établissements publics d'aliénés, « exerceront, à l'égard des personnes non interdites qui y seront placées, les fonctions d'administrateur provisoire ; elles désigneront un « de leurs membres pour les remplir. »

Seuls, les aliénés placés dans les établissements publics sont pourvus d'un administrateur légal ; ceux qui sont soignés dans les établissements privés restent soumis au droit commun, à moins que, conformément à l'article 32, il ne leur soit nommé par le tribunal, à la requête d'une des personnes désignées par cet article, un administrateur provisoire.

C'est là une regrettable lacune que le projet de loi de 1887 s'est efforcé de combler : un curateur nommé par le ministre de l'intérieur exercerait les fonctions d'administrateur provisoire, jusqu'à ce que l'aliéné en eût reçu un.

Ce curateur recevrait des honoraires pris sur les revenus de l'aliéné.

La loi belge du 18 juin 1850, modifiée par celle du 26 décembre 1873, a institué un système d'administration provisoire analogue à celui qui existe en France¹.

1. LAURENT, T. V, § 390.

En Angleterre ¹, lorsque l'aliénation mentale a été régulièrement constatée, la chancellerie nomme une commission chargée de veiller sur les biens du fou.

L'article 33 de la loi hollandaise ² du 27 avril 1884 dit que l'administration provisoire est facultative, même pour les aliénés soignés dans les établissements publics.

C'est, avons-nous dit, un membre de la commission administrative qui remplit les fonctions d'administrateur provisoire. Il est désigné chaque année à la séance ordinaire de janvier.

§ 2

NOMINATION DE L'ADMINISTRATEUR PROVISOIRE DATIF.

L'article 32 permet à la commission administrative de se faire décharger de ses fonctions d'administrateur provisoire en provoquant la nomination d'un administrateur.

La demande de nomination peut aussi être formée par les parents ou l'époux de l'aliéné, qu'il soit placé dans un établissement public ou privé.

Si les parents ou l'époux ne font point

1. LEHR, *Éléments de droit civil anglais*.

2. TRIPELS, *Code néerlandais*.

nommer d'administrateur, le procureur de la République agira d'office. Avant de saisir le tribunal, ce magistrat fera convoquer par le juge de paix le conseil de famille ; le conseil de famille délibérera sur l'opportunité de la nomination de l'administrateur et sur le choix qui doit être fait. Si l'aliéné n'a pas de famille ou si sa famille est inconnue, le juge de paix procédera conformément à l'article 409 du Code civil.

Le procureur de la République se fait remettre une expédition de cette délibération, puis il présente une requête au tribunal. Cette requête peut être rédigée de la manière suivante :

« A Messieurs les Président et Juges com-
« posant le Tribunal de première instance
« de.

« Le procureur de la République a l'honneur
« d'exposer :

« Que, par arrêté de M. le Préfet, en date
« du., le sieur., âgé de.,
« demeurant à., atteint d'aliénation men-
« tale, a été enfermé dans l'asile d'aliénés
« de.; que le susnommé a une certaine
« fortune; qu'il importe de donner des soins
« spéciaux à ses intérêts; que la commission
« administrative ne peut se charger de l'admi-
« nistration de ses biens; que le conseil de
« famille, réuni le., à., sous la
« présidence de M. le juge de paix, a été d'avis

« qu'il y avait lieu de provoquer la nomination
« d'un administrateur provisoire, et a proposé
« de nommer M. . . . ; que M. . . . remplit,
« à tous égards, les conditions voulues ;

« Par ces motifs, vu les articles 31 et 32 de
« la loi du 30 juin 1838, le soussigné requiert
« qu'il vous plaise, Messieurs, nommer M. . . .
« administrateur provisoire des biens du sieur
« ; dire qu'il sera pris sur les biens
« dudit sieur. . . . inscription hypothécaire
« jusqu'à concurrence de la somme de. . . .
« pour garantie de sa gestion ¹. »

L'aliéné pourrait-il demander la nomination d'un administrateur provisoire ? Demolombe ² répond affirmativement : puisque l'on empêche cet aliéné de pourvoir lui-même à ses intérêts, il est juste qu'il puisse demander qu'on y pourvoie pour lui. Et cet auteur tire un argument d'analogie de l'article 38 : cet article permet à l'aliéné de demander la nomination d'un curateur ; quels motifs s'opposent à ce qu'il sollicite la nomination d'un administrateur ?

Aubry et Rau ³ professent une opinion contraire : on comprend, disent-ils, que la loi permette à l'aliéné de demander un curateur ;

1. LEPOITTEVIN, *Dictionnaire des parquets*, v^o Aliénés.

2. T. VIII, § 816.

3. T. 1^{er} § 127 bis.

son bien-être matériel est moins assuré que la bonne gestion de son patrimoine, à laquelle ses parents sont intéressés. S'il est nécessaire de recourir à un administrateur provisoire, la nomination sera assurément demandée par l'un des héritiers présomptifs. La combinaison des articles 31 et 32 avec les articles 29 et 38 prouve que c'est intentionnellement que les deux premiers de ces articles ne font pas mention de l'interné. Et, d'ailleurs, l'aliéné aurait toujours la ressource de s'adresser au procureur de la République, qui prendrait les mesures nécessaires, usant du droit que lui donne l'article 32.

Ces arguments nous paraissent convaincants.

La nomination d'un administrateur provisoire est purement facultative.

Lors des travaux préparatoires à la Chambre des Pairs, le comte de Portalis avait proposé de la rendre obligatoire dans les trois mois de l'internement. M. Girod (de l'Ain) combattit cet amendement ¹ : « L'honorable préopinant, dit-il, tout en convenant que la proposition « de la commission de laisser facultative la « nomination de l'administrateur provisoire « n'est pas en opposition formelle avec le Code « civil, prétend que ce système place les aliénés « dans une situation où ils rencontrent moins

1. DALLOZ, *Rép.*, v^o *Aliénés*, § 249.

« de garanties que dans l'état actuel; qu'il
« convient de suppléer à cet insuffisance en
« rendant obligatoire la nomination de l'admi-
« nistrateur provisoire. C'est sous ce point de
« vue que je demande la permission d'exa-
« miner l'amendement proposé par l'honorable
« préopinant. Je dirai d'abord qu'il ne me
« semble pas que la disposition générale du
« projet dépouille les malheureux dont nous
« nous occupons de quelques garanties que la
« législation actuelle leur aurait assurées.
« Quelles sont donc ces garanties? Il n'est pas
« facile de les rencontrer, et, si nous les
« trouvons, ce n'est que dans la loi que nous
« discutons, et non pas dans la législation
« actuelle. En effet, que dit le Code civil? Il dit
« que tout individu qui serait dans un état
« habituel d'imbécillité, démence ou fureur
« devra être interdit, et puis, il charge le procu-
« reur du Roi de provoquer l'interdiction des
« individus qui, en raison de leur fureur,
« compromettraient la sûreté publique et qu'il
« faudrait séquestrer. Du reste, point d'obliga-
« tion de provoquer l'interdiction en tout autre
« cas. Aussi, qu'arrive-t-il? Il arrive que le
« nombre des interdictions provoquées, comparé
« à celui des malheureux frappés d'aliénation
« mentale est infiniment petit, et cela seul
« prouverait peut-être que l'interdiction est

« plus souvent onéreuse qu'utile... Il ne s'agit
« ici que des biens de l'aliéné, que des mesures
« préservatrices à prendre relativement à ces
« biens. La loi y pourvoit-elle suffisamment en
« ne présentant que comme une faculté ce que
« l'auteur de l'amendement veut convertir en
« une obligation ? La faculté, selon moi, suffit.
« D'abord, une grande partie des aliénés placés
« dans les établissements n'a pas de biens ou
« en a très peu ; l'administration, dans ce cas,
« ne peut avoir d'objet qu'à l'égard de la per-
« sonne et non à l'égard des biens, et ce n'est
« pas sans frais qu'on arriverait à cette admi-
« nistration provisoire. Les formalités voulues
« par l'article même pour l'exercice de la faculté
« exigeraient des frais plus ou moins considé-
« rables dont il faut prendre garde de surcharger
« les départements, communes, hospices ou
« même les familles : on n'y trouverait pas un
« avantage qui pût compenser la charge. Quant
« à ceux qui ont des biens, est-ce que le
« système de la loi n'y pourvoit pas ? Non seu-
« lement l'époux, la famille, mais le procureur
« du Roi, à leur défaut, agira d'office toutes les
« fois que sa sollicitude sera éveillée ; elle le
« sera, comme dans beaucoup d'autres circons-
« tances où il agit d'office. Toutes les fois que
« le procureur du Roi saura qu'un individu qui
« a des biens à l'égard desquels il est d'obli-

« gation de prendre des mesures d'adminis-
« tration, est retenu dans un établissement, il
« provoquera l'administration provisoire. Ce
« qui n'est que faculté sera, pour le procureur
« du Roi, une obligation aussi impérieuse que si
« elle était écrite. Dans tous les autres cas, cette
« obligation serait superflue d'abord, dange-
« reuse peut-être, parce qu'elle constituerait, soit
« l'établissement, soit les familles dans des
« frais frustratoires; dangereuse sous le rapport
« médical. Je n'insisterai pas sur ce dernier
« point; la Chambre sait précisément que, dans
« le commencement de l'aliénation, il importe
« de ne pas multiplier les formalités de procé-
« dure; ce qui importe surtout, c'est de guérir
« la personne malade, si elle est susceptible de
« l'être. Par tous ces motifs, je persiste à
« demander que la nomination de l'adminis-
« trateur provisoire soit facultative. »

L'amendement du comte de Portalis fut repoussé.

D'après l'article 55 du projet de loi voté par le Sénat, il n'y aurait plus lieu à la nomination d'un administrateur datif que dans le cas où l'aliéné aurait « des ascendants ou des descen-
« dants, des frères ou sœurs, oncles ou tantes ». Cet administrateur serait nommé par le conseil de famille. Toutefois, les autres parents, le conjoint, l'associé de l'aliéné, l'administrateur

provisoire légal et le procureur de la République auraient toujours la faculté de provoquer la nomination d'un administrateur provisoire.

Devrait-on nommer un administrateur provisoire lorsque, avant son internement, l'aliéné a donné à un tiers une procuration générale ? Dans le sens de l'affirmative, on a invoqué la similitude de situation de l'aliéné et de l'absent. Chardon ¹ a été jusqu'à admettre que le mandataire du séquestré non interdit doit conserver ses pouvoirs pendant toute la durée de la folie. Si l'on agissait ainsi, on s'exposerait à de graves inconvénients : le mandataire, nommé peu de temps avant l'internement, pourrait ne point offrir des garanties suffisantes ; il pourrait avoir été choisi à une époque où la folie naissante affaiblissait déjà l'intelligence.

Demolombe² pense que c'est là une question de fait : si l'on pouvait espérer un prompt retour à la raison, rien ne s'opposerait à ce qu'on laissât à un mandataire du choix de l'aliéné la direction de son patrimoine ; si au contraire cette situation menaçait de se prolonger, il pourrait devenir utile de provoquer la nomination d'un administrateur provisoire.

1. DEMOLOMBE, VIII, § 780.

2. T. VIII, § 780.

§ 3

DOIT-ON NOMMER UN ADMINISTRATEUR PROVISOIRE A UNE FEMME MARIÉE?

Que décider au cas où la personne internée est une femme mariée? Les pouvoirs du mari ne sont-ils pas suffisants pour assurer toutes les garanties nécessaires? Ne serait-il pas contraire à l'esprit de la loi d'opposer à la puissance maritale un administrateur provisoire? C'est ce qu'a sans doute pensé la commission du Sénat: d'après l'article 55 du projet de loi, le mari serait de plein droit l'administrateur provisoire des biens de sa femme.

Le 14 février 1881, la Cour de cassation ¹ a, rejetant un pourvoi contre un arrêt de la Cour de Rouen du 25 février 1880², décidé que la femme mariée peut recevoir un administrateur provisoire, quel que soit son régime matrimonial et quelles que soient les modifications que cette nomination apporte aux droits conférés par le contrat de mariage au mari. Dans l'espèce, les intérêts des époux étaient opposés: la femme avait intenté une action en séparation de corps; le mari refusait de payer la pension alimentaire

1. DALLOZ, 81, I, 375.

2. DALLOZ, 81, II, 76.

qu'il devait, et négligeait d'administrer la fortune de sa femme. On comprend que, dès lors, la Cour n'ait pas cru devoir laisser aux mains du mari la gestion du patrimoine de la femme; mais nous pensons que c'est seulement dans des hypothèses semblables, au cas où l'opposition d'intérêts est telle que l'on ne pourrait, sans causer à la femme un sérieux préjudice, abandonner au mari la direction de ses affaires, qu'une telle mesure doit être prise.

§ 4

La femme pourrait-elle être administrateur provisoire de son mari? Le projet de loi adopté par le Sénat, le rapport de la commission de la Chambre des députés lui reconnaissent le pouvoir d'accomplir, avec l'autorisation du juge des référés, les actes d'administration déterminés par lui.

Moins explicite en cela que la loi hollandaise, disant : « La femme peut être nommée administrateur des biens de son mari¹ », le législateur de 1838 n'a pas voulu se prononcer sur ce point. Comme il laisse au tribunal la plus complète liberté d'appréciation, aucun obstacle

1. Article 33.

ne paraît s'opposer à ce que l'administration soit confiée à la femme ².

Le projet de loi permet au conjoint ou à l'associé de l'aliéné commerçant ou engagé dans une entreprise agricole ou industrielle de se faire autoriser par le président du tribunal, statuant en référé, à conserver la direction des affaires de l'aliéné, sauf à rendre compte à l'administrateur provisoire. (Art. 54.)

§ 5

TRIBUNAL COMPÉTENT.

Le tribunal compétent pour nommer l'administrateur provisoire sera celui du domicile de l'aliéné ou, si son domicile est inconnu, celui du lieu de l'établissement où il est interné. Cette nomination doit toujours être précédée d'une délibération du conseil de famille : cela résulte du texte même de l'article 32³. Si l'aliéné n'avait pas de famille, ou si on ne la connaissait pas⁴, on appliquerait par analogie l'article 409 Code civil : le juge de paix convoquerait six personnes connaissant l'aliéné

1. DEMOLOMBE, VIII, 821.

2. Trib. Seine, 3 juin 1854. BERTIN, II, 40.

3. Cela pourra arriver quand l'administrateur sera nommé à la requête du procureur de la République.

ou, à défaut d'amis, six personnes notables¹.

Le tribunal désigne l'administrateur provisoire en chambre du conseil, et non en audience publique. Cette désignation constitue un acte de juridiction gracieuse; par conséquent, elle ne peut acquérir l'autorité de la chose jugée². Aux termes de l'article 55 du projet de loi, quand l'aliéné aurait des ascendants, des descendants, des frères ou sœurs, oncles ou tantes, le conseil de famille nommerait l'administrateur. Le tribunal ne le désignerait qu'au cas où cette nomination serait provoquée par les autres parents, le conjoint, l'associé de l'aliéné, l'administrateur légal, le procureur de la République. Ce serait là une heureuse innovation, permettant d'éviter les frais, toujours élevés, qu'entraîne une action judiciaire; on pourrait s'en remettre avec confiance au choix des parents: ils ont intérêt à ce que les affaires de l'aliéné ne périssent pas.

Le projet de loi donne à l'associé de l'aliéné le même droit que la loi de 1838 accorde aux parents, au conjoint, à la commission administrative.

La réalisation de ces deux réformes constituerait sur la législation actuellement en vigueur un véritable progrès.

1. DALLOZ, v° *Aliéné*, § 250.

2. Cass, 30 décembre 1857 (DALLOZ, 1858, 1, 147).

L'article 32, *in fine*, interdit de porter appel du jugement nommant un administrateur provisoire : cette défense s'applique seulement au fait de la nomination ; si le jugement avait investi l'administrateur provisoire de pouvoirs outrepassant ceux que lui confère la loi, s'il lui donnait, par exemple, mission de transiger ou d'hypothéquer, l'appel serait recevable de ce chef.

C'est ce qu'a jugé la Cour de Caen le 20 novembre 1870 ¹ : « Considérant que, si l'article 32 « déclare que la nomination d'un administra-
« teur provisoire, auquel est confiée l'adminis-
« tration des biens d'un aliéné placé dans une
« maison pour y être soigné, n'est pas sujette à
« appel, cette loi doit être entendue en ce sens
« que la défense d'appeler s'applique au fait de
« la nomination de l'administrateur, et non aux
« dispositions par lesquelles le jugement inves-
« tirait cet administrateur des pouvoirs dépas-
« sant la limite qu'indique le titre même de
« cette fonction. »

Cette défense d'appeler porte-t-elle également sur le jugement statuant sur la tierce opposition formée contre le jugement désignant l'administrateur provisoire ? La Cour de Caen ² l'a affirmé ;

1. DALLOZ, 1873, 2. 238.

2. Caen, 3 août 1875 (Rec. Caen, 1875, p. 222).

mais, par un arrêt du 5 mars 1878¹, la Cour de cassation a adopté une théorie contraire :
« Attendu, dit cet arrêt, que le principe fonda-
« mental qui soumet à deux degrés de juridiction
« tous les litiges dont la valeur excède le taux
« du premier ressort, ne reçoit d'exception que
« dans les cas expressément déterminés par la
« loi ; que l'exception établie par l'article 32 de
« la loi de 1838, qui déclare non susceptible
« d'appel la décision du tribunal portant nomi-
« nation d'un administrateur provisoire aux
« biens d'une personne non interdite placée
« dans un établissement d'aliénés, ne peut être
« étendue au jugement qui statue sur la tierce
« opposition formée à ce jugement par une
« personne qui n'y a pas été partie ; qu'en effet,
« la décision de la chambre du conseil ne pro-
« nonce pas sur un point contentieux entre des
« parties ayant des prétentions opposées, et
« constitue, non pas un jugement proprement
« dit, mais un acte de juridiction gracieuse,
« tandis que le jugement qui statue sur la tierce
« opposition tranche un véritable litige, d'une
« part entre la partie qui a obtenu la nomina-
« tion, d'autre part le tiers opposant, qui, par
« des moyens tirés du fond ou de la forme, en
« demande la rétractation. »

1. DALLOZ, 78, 1, 73.

§ 6

DURÉE DES FONCTIONS DE L'ADMINISTRATEUR PROVISOIRE.

L'administrateur provisoire est nommé pour trois ans ; au bout de ce temps, ses pouvoirs expirent, mais ils sont renouvelables.

De même que le premier jugement, la décision qui renouvelle ces pouvoirs n'est pas susceptible d'appel ¹.

L'administrateur provisoire dont les pouvoirs sont renouvelés est-il tenu d'accepter ? L'art. 37 ne dit pas, comme l'article 34, que cette acceptation est obligatoire ; mais il s'exprime ainsi : « Les pouvoirs pourront être renouvelés. » La situation est exactement la même qu'au moment de la première nomination ; c'est pourquoi on doit décider que l'administrateur nommé une seconde fois est tenu d'accepter. L'intérêt de l'aliéné exige qu'il en soit ainsi : il ne faut pas, en effet, que la direction de ses affaires passe souvent aux mains de personnes différentes.

Comme la tutelle, l'administration provisoire est une charge gratuite : les causes d'incapacité, d'exclusion, de destitution des tuteurs sont

1. Paris, 4 janvier 1831 (Dalloz, 31, v, 20.

applicables aux administrateurs provisoires datifs. (Art. 34.)

SECTION III

Fonctions de l'administrateur provisoire.

§ 1^{er}

Quel que soit le mode de nomination de l'administrateur provisoire, qu'il soit légal ou datif, ses fonctions se restreignent aux actes de pure administration ; il lui est interdit de faire, même avec l'autorisation du conseil de famille, des actes de disposition ¹. Les attributions de l'administrateur provisoire sont les mêmes, soit que l'on se trouve en présence d'un administrateur nommé par le tribunal, ou de l'administrateur désigné par la commission administrative des hospices ².

L'article 31 de la loi de 1838 indique quelques-unes des attributions de l'administrateur provisoire ; mais cette énumération n'est point limitative : « L'administrateur procédera au
« recouvrement des sommes dues à la personne
« placée dans l'établissement et à l'acquittement

1. AUBRY et RAU, T. I, § 127. — DEMOLOMBE, VIII, § 828.

2. FÉZIER-HERMAN, *Rép*, v^o *Aliéné*, § 366.

« de ses dettes, passera des baux qui ne pourront excéder trois ans, et pourra même, en vertu d'une autorisation spéciale accordée par le président du tribunal, faire vendre le mobilier. »

§ 2

VENTE DU MOBILIER.

La première préoccupation de l'administrateur doit porter sur le mobilier¹. Plus que tout autre bien, les meubles corporels sont sujets à une rapide dépréciation, et il importe d'éviter tout amoindrissement du patrimoine de l'aliéné; aussi, la loi autorise l'administrateur à procéder à la vente des meubles après avoir obtenu l'autorisation du président du tribunal. Quel est le président compétent pour donner cette autorisation? On admet généralement que ce sera le président du tribunal du domicile de l'aliéné².

En matière de minorité et d'interdiction, c'est par le président du tribunal du domicile du mineur ou de l'interdit qu'est accordée l'autorisation de procéder à la vente des meubles : la situation de l'aliéné offre avec celle des autres

1. GRISOLLE, *L'aliéné non interdit*.

2. DALLOZ, *Rép.*, n° 243. — DEMOLOMME, VIII, § 809.

incapables une grande analogie ; les raisons de décider sont les mêmes. D'ailleurs, le magistrat du domicile de l'aliéné est, plus que nul autre, à même d'apprécier l'opportunité de la vente.

Le projet de loi du Sénat n'autorise la vente du mobilier de l'aliéné qu'après un avis de médecin ; il est, paraît-il, arrivé que des individus réputés guéris ont été de nouveau frappés par la maladie en ne retrouvant plus à leur sortie leurs meubles et leurs ustensiles de travail ¹ : la mesure proposée éviterait ce résultat déplorable.

D'après le même projet, si la valeur du mobilier excédait 1.500 fr. en capital, l'autorisation du président devrait être homologuée par le tribunal en chambre du conseil, le ministère public entendu. La vente se ferait aux enchères ou devant un notaire commis.

Aucun texte n'impose à l'administrateur l'obligation de faire inventaire avant de vendre le mobilier : nous pensons qu'il agira prudemment en prenant cette précaution, qui dégagera complètement sa responsabilité.

L'expression meubles, employée par l'article 31, comprend, non seulement les meubles corporels, mais encore les meubles incorporels.

1. DALLOZ, *Suppl.*, v^o *Aliéné*, n^o 114.

Avant la loi du 27 février 1880, on discutait sur le point de savoir si de tels actes étaient permis à l'administrateur provisoire : la question s'était élevée à propos de la vente d'un office ministériel ; la Cour de Metz avait, le 8 décembre 1868 ¹, décidé que cette vente outrepassait les pouvoirs de l'administrateur. Cette solution est en contradiction avec l'interprétation donnée à la loi de 1838 par trois décisions ministérielles : la première, du 15 février 1819 ², aux termes de laquelle, lorsque le titulaire d'un office est frappé d'aliénation mentale, c'est à la famille de traiter pour lui ; à défaut de famille, c'est au tribunal à s'occuper de la transmission de la charge. La seconde, du 18 juillet 1845, autorise la famille de l'aliéné à lui faire nommer, conformément à l'article 32, un administrateur pouvant exercer le droit de présentation au lieu et place du titulaire d'un office. Enfin, la troisième décision (9 juin 1857) permet à l'administrateur de céder l'office après avoir consulté le conseil de famille, dont la décision est homologuée par le tribunal.

Le 22 juin 1865, la Cour de Lyon ³ s'est prononcée pour l'opinion contraire à celle de

1. SIREY, 1869, II, 433.

2. MASSABIAU, *Manuel du ministère public*, t. III, n° 3604.

3. SIREY, 1866, II, 16.

la Cour de Metz : « Considérant, dit l'arrêt de
« Lyon, que, dans l'ancien droit, on admettait,
« il est vrai, que les charges des officiers minis-
« tériels constituaient des immeubles, mais que,
« depuis le Code napoléon, aucun texte de loi
« ne porte une disposition pareille; que, suivant
« la réalité des choses, on ne saurait dire que
« ces charges soient immeubles, ni par leur
« nature, ni par leur destination, ni par l'objet
« auquel elles s'appliquent; d'où il suit qu'elles
« doivent être rangées dans la classe des biens
« meubles; qu'en effet, le droit de présentation
« et la clientèle, seuls objets sur lesquels puisse
« porter l'aliénation, ne constituent que des
« biens meubles d'une nature particulière, à
« proprement parler, des droits incorporels mo-
« biliers; que, vainement, on objecte que des
« biens de cette nature sont vendus aux enchères
« publiques avec les formalités prescrites par
« les articles 617 et suivants C. pr. civ., tandis
« que cette garantie fait défaut dans l'espèce;
« que, d'une part, la force des choses s'oppose,
« en matière de cession d'office, à ce qu'il soit
« procédé de la sorte, le cessionnaire devant
« réunir les conditions spéciales de moralité et
« de capacité, et que le prix d'un office ne peut
« jamais être fixé aux enchères, puisque, s'il
« était trop élevé, le gouvernement, pour un
« motif d'ordre public, serait toujours en droit

« de le réduire ; que, d'autre part, la fixation du
« prix ou de l'indemnité ayant lieu sous la sur-
« veillance de la chancellerie, on ne saurait
« craindre que les droits de l'aliéné ne soient
« pas suffisamment sauvegardés;—Considérant
« d'ailleurs que les circonstances particulières
« de la cause, telles que la perte de la clientèle,
« la détérioration de l'office et les besoins de
« l'aliéné, démontrent qu'il y a urgence à ce qu'il
« soit procédé sans délai. »

Depuis la loi du 27 février 1880, le doute n'est plus possible sur ce point ; cette loi, en effet, ne s'applique pas seulement aux biens incorporels des mineurs, ainsi que le dit l'exposé des motifs : « Outre les tuteurs, il est de
« nombreux administrateurs légaux, curateurs
« et administrateurs, qui ne peuvent aliéner que
« sous des conditions déterminées ; il y a enfin
« certaines catégories de personnes dont la
« capacité est limitée par la loi : on ne doit pas
« songer à les énumérer dans ce projet ; car il
« faudrait résoudre, sur plusieurs points de
« droit civil, des questions délicates qui doivent
« être laissées à la décision des tribunaux ¹. »

L'administrateur provisoire peut donc vendre tous meubles incorporels : offices, établissements commerciaux ou industriels, marques de

1. DALLOZ, 1880, IV, 48.

fabrique, brevets, etc. Cette vente devra être faite en se conformant aux articles 1^{er} et 2 de la loi du 27 février 1880 : l'administrateur devra se faire autoriser par le conseil de famille ; si la valeur des meubles dépasse 1.500 fr. en capital, la délibération sera homologuée par le tribunal, statuant en chambre du conseil, sur les conclusions du ministère public.

§ 3

RECouvreMENT DES SOMMES DUES A L'ALIÉNÉ. — EMPLOI.

L'administrateur provisoire est tenu de procéder au recouvrement des sommes dues à l'aliéné. Si l'aliéné est dans un établissement public, ces sommes doivent être versées directement entre les mains du receveur ; l'établissement peut prélever sur leur montant le prix de la pension, mais n'aurait pas le droit de retenir des valeurs appartenant à des tiers trouvées en la possession de l'aliéné ¹.

Ces sommes sont portées au compte du patrimoine de l'aliéné ; elles sont employées au

1. Un bon du trésor trouvé dans les papiers d'un aliéné et déposé entre les mains d'un chef de bureau de l'assistance publique, doit être restitué à la femme de l'aliéné mariée sous le régime de la séparation de biens, alors qu'elle justifie en être propriétaire. (Paris, 25 avril 1873, DALLOZ 73, II, 109.)

paiement de ses dettes. L'expression dettes doit être prise dans son sens le plus large : paiement de contributions, intérêts de sommes empruntées, aliments dus en vertu des articles 203, 205, 206 C. civil.

Ces dettes sont acquittées par le receveur sur un mandat du directeur, signé par la partie prenante¹; l'administrateur veillera à ce que les paiements soient effectués régulièrement, et vérifiera les titres de créances.

Au cas où l'aliéné serait dans un établissement privé, l'administrateur datif ne touchera pas directement les deniers provenant de recouvrements; son rôle se bornera à s'assurer de leur versement au receveur de l'établissement.

Il peut se faire que l'aliéné possède des titres au porteur, ou que ses revenus excèdent les dépenses nécessitées par le paiement de ses dettes; l'administrateur fera emploi de ces valeurs conformément à la loi du 27 février 1880.

Dans les trois mois de l'admission à l'asile ou de la nomination de l'administrateur, date que l'on peut assimiler à l'ouverture de la tutelle (art. 5), les titres au porteur dont la commission administrative ou le conseil de famille n'aura point jugé la vente utile seront convertis en titres nominatifs. Il en sera de même pour les titres

1. GRISOLLE, *op. cit.*

advenus plus tard à l'aliéné. La conversion devra, dans ce cas, être faite dans un délai de trois mois à partir de l'attribution définitive ou de la mise en possession de ces valeurs. Il est loisible au conseil de famille de fixer un plus long délai. (Art. 6.)

Si, à raison de conventions ou par suite de leur nature, les valeurs au porteur sont insusceptibles de conversion en titres nominatifs, l'administrateur s'adressera, suivant les cas, à la commission de l'hospice ou au conseil de famille, afin d'être autorisé, soit à les aliéner avec emploi, soit à les conserver. Si cette dernière décision est prise, le conseil pourra prescrire le dépôt des titres à la caisse des dépôts et consignations ou entre les mains d'une personne ou d'une société spécialement désignées.

Ni la loi de 1838 ni la loi de 1880 n'ont tracé de règles concernant les formalités à remplir pour l'emploi des titres et capitaux. En présence de ce silence, nous pensons que l'on devrait suivre les prescriptions de l'article 2 de la loi de 1880, concernant la vente des meubles incorporels, c'est-à-dire qu'au-dessus de 1.500 fr., l'autorisation du conseil de famille serait nécessaire.

La Cour de Grenoble ¹ a adopté cette solution, décidant que l'administrateur provisoire est

1. 27 février 1884, journal des arrêts de Grenoble, 1884, p. 207.

responsable des placements faits sans l'autorisation du conseil de famille.

L'article 52 du projet de loi du Sénat et l'article 55 de la proposition Reinach déterminent les conditions de l'emploi : la commission de surveillance le réglerait sous sa responsabilité quand le capital ne dépasserait pas 1,500 fr.; au-dessus de ce chiffre, l'emploi serait fixé par le président du tribunal. Ce magistrat autoriserait également l'emploi des capitaux d'un aliéné soumis au régime de l'administration dative, s'ils excèdent 1,500 fr. L'administrateur les conserverait tant qu'ils n'auraient pas atteint ce chiffre.

§ 4

BAUX.

L'article 31 de la loi de 1838 confère à l'administrateur légal le droit de passer des baux d'une durée de trois ans. Ce laps de temps est parfois insuffisant pour la bonne exploitation de certains immeubles, notamment des biens ruraux, des établissements industriels. Aussi l'article 54 du projet de loi permet à l'administrateur, autorisé par la commission de surveillance ou par le conseil de famille, de consentir des baux de neuf ans ¹.

1. Dans l'État de New-York, l'administrateur peut passer des baux de cinq ans.

Ces baux doivent-ils être donnés aux enchères ou faits de gré à gré? Doivent-ils être en forme authentique ou sous seing privé? Ce sont là des points sur lesquels la loi n'a pas statué : nous estimons que l'administrateur devra se conformer aux usages locaux pour conclure le contrat. En ce qui concerne la forme, il sera prudent, afin de prévenir toute difficulté d'exécution, de faire un acte authentique.

§ 5

SIGNIFICATIONS FAITES A L'ALIÉNÉ.

« Dans le cas où un administrateur provi-
« soire aura été nommé par jugement, dit
« l'article 35, les significations à faire à la per-
« sonne placée dans un établissement d'aliénés
« seront faites à cet administrateur. Les signi-
« fications faites au domicile pourront, suivant
« les circonstances, être annulées par les tribu-
« naux. Il n'est point dérogé aux dispositions
« de l'article 173 Code de commerce. »

Cette disposition ne s'applique qu'à l'administrateur datif ; la différence établie entre l'administration légale ou dative ne se comprend pas : dans les deux cas, la situation de l'aliéné, incapable de comprendre la portée d'une signification, est la même.

La loi permet aux tribunaux d'annuler les significations faites à personne ou à domicile ; ces significations ne sont donc pas nulles de plein droit, mais seulement annulables ¹.

Mais, si l'administrateur provisoire était décédé, la signification serait nulle, si elle avait été faite à ses héritiers ou au domicile qu'avait, à l'époque de son décès, le mari de la personne aliénée, s'il est constaté qu'au moment de la signification ce domicile avait cessé d'exister. La signification devrait être faite à l'aliéné dans l'établissement où il se trouve ².

Si, ce qui se produira fréquemment, l'aliéné n'était pas pourvu d'un administrateur provisoire, on devrait faire les significations dans la forme ordinaire, soit à personne, soit à domicile ³.

Il pourrait arriver que l'aliéné ne connût pas la signification ainsi faite. Pour obvier à cet inconvénient, l'article 59 du projet de loi prescrit la remise des significations au tuteur, au curateur et à l'administrateur judiciaire. Dans les instances en interdiction, en divorce, en séparation de corps ou de biens, en désaveu de paternité, en maintenue du placement ou en

1. Caen, 30 décembre 1857 (Dalloz, 58, II, 147).

2. Cassation, 13 mars 1865 (D. 65, I, 123).

3. DEMOLOMBE, T. VIII, § 844. — Cassation, 13 mars 1865, précité. — Chambéry, 22 décembre 1865 (Dalloz 66, II, 405).

sortie de l'établissement, la signification serait, à peine de nullité, faite à l'aliéné lui-même.

§ 6

REPRÉSENTATION DANS LES INVENTAIRES, COMPTES, PARTAGES, ETC.

« A défaut d'administrateur provisoire, dit l'article 36, le président, à la requête de la « partie la plus diligente, commettra un notaire « pour représenter les personnes non interdites « placées dans les établissements d'aliénés « dans les inventaires, comptes, partages, liquidations dans lesquels elles seraient intéressées. » C'est donc à l'administrateur provisoire qu'incombe le soin de représenter l'aliéné dans les comptes, etc. : un notaire n'est commis que s'il n'y a pas d'administrateur.

Les expressions inventaires, comptes, etc., sont générales; elles comprennent toutes les opérations de cette nature nécessitées, soit par l'ouverture d'une succession, soit par toute autre cause, par exemple par la liquidation d'une communauté.

Les pouvoirs du notaire commis sont un peu plus étendus que ceux de l'administrateur : le notaire peut représenter l'aliéné dans toutes les instances naissant au cours des opérations;

l'administrateur n'a pas ce droit, il devrait faire désigner un mandataire spécial.

Il n'appartient ni à l'administrateur ni au notaire de transiger, de compromettre, d'accepter même bénéficiairement ou de répudier une succession ou une communauté. Ce sont là des actes de disposition¹; le tribunal ne pourrait, sans commettre un excès de pouvoir, charger l'administrateur provisoire d'accepter sous bénéfice d'inventaire une succession échue à l'aliéné. « Le système contraire, dit la Cour
« de Caen², aurait pour effet de donner à l'admini-
« nistrateur provisoire des pouvoirs supérieurs
« à ceux d'un tuteur, sans que l'aliéné pût être
« protégé par les garanties que la loi a pres-
« crites en matière de tutelle. »

Si, au cours de l'internement, une succession vient à échoir à l'aliéné, le seul moyen régulier de lui procurer l'avantage résultant de son acceptation ou de sa renonciation, c'est de le faire interdire, mesure parfois contraire à son intérêt. L'article 51 du projet de loi supprime cette difficulté en permettant à l'administrateur d'accepter ou de répudier les successions avec l'autorisation du conseil de famille.

1. Aix, 6 juillet 1865 (Sirey 66, II, 213). — Metz, 6 décembre 1868 (Dalloz 69, II, 40. — DEMOLOMBE, VIII § 837.

2. 15 novembre 1870 (Dalloz 73, II, 238).

§ 7

IMPOSSIBILITÉ DE CONSTITUER UNE HYPOTHÈQUE SUR LES BIENS DE
L'ALIÉNÉ.

Il est impossible, sous l'empire de la législation actuelle, de constituer l'aliéné débiteur et de grever ses biens d'une hypothèque conventionnelle. Le 23 mai 1882, la chambre des requêtes ¹ a annulé, comme irrégulière, la délibération d'un conseil de famille qui, reconnaissant que l'aliéné est le débiteur de l'administrateur provisoire, lui avait nommé un tuteur *ad hoc*, chargé d'accepter la cession à des tiers de la créance de cet administrateur, et de consentir en faveur de ces tiers une hypothèque sur les immeubles de l'aliéné. En prenant une telle mesure, a fait observer M. le conseiller rapporteur Babinet, « on propose de confondre
« le cas d'interdiction avec le cas où elle n'a pas
« été prononcée ; on prend un simple adminis-
« trateur provisoire, et, parce qu'il s'est associé
« avec un conseil de famille sans mission et
« avec des tiers, parents ou non, qui se disent
« aujourd'hui tuteurs *ad hoc* sans qu'aucun
« texte de loi ait prévu leur intervention, on lui

1. 23 mai 1882 (Dalloz, 82, 1, 367).

« attribue les pouvoirs les plus étendus, les plus
« absolus, pour disposer des biens et des
« droits les plus importants de l'aliéné non
« interdit. Et l'on imagine qu'il suffira d'obtenir
« d'un tribunal une homologation qui constitue
« un excès de pouvoir pour légaliser tout ce
« système ! »

Dans cette hypothèse, comme au cas d'acceptation d'une succession ou d'une communauté, l'interdiction est la seule solution possible. Le législateur n'a pourvu que provisoirement aux intérêts de l'aliéné ; car il espère que bientôt une complète guérison rendra inutile l'administration provisoire. Mais, si l'état de folie devient continu, l'interdiction, mesure complète et définitive, s'impose ¹.

SECTION IV

Garanties données à l'aliéné contre la mauvaise gestion de l'administrateur provisoire.

Les administrateurs provisoires des aliénés ne sont pas, comme les tuteurs, soumis à une hypothèque légale. Si l'administration est déférée par le tribunal, le jugement nommant l'administrateur peut, à la demande des parties

1. AUBRY ET RAU, T. I, § 127 *bis*. — DEMOLOMBE, T. VIII, § 838

intéressées ou du procureur de la République, constituer sur les biens de cet administrateur une hypothèque générale ou spéciale jusqu'à concurrence d'une somme déterminée. (Art. 34.) Cette hypothèque est facultative; elle ne participe en rien de la nature des hypothèques légales; par suite, elle n'est pas dispensée d'inscription; elle doit être, à la requête du procureur de la République, inscrite dans un délai de quinze jours, et ne prendra rang qu'à dater du jour de l'inscription ¹.

Ce délai de quinzaine n'est point prescrit à peine de nullité, et l'inscription serait utilement faite après son expiration. De même que dans l'hypothèse prévue par l'article 2139 Code civil, tous les intéressés pourraient d'ailleurs veiller à l'accomplissement de cette formalité.

L'hypothèque, dit l'article 34, sera constituée par le même jugement qui nommera l'administrateur: ne pourra-t-elle être établie plus tard? Il est évident que, si le jugement de nomination a rejeté la demande tendant à la création de cette hypothèque, et si, sans que nulle modification soit survenue dans la fortune de l'aliéné ou dans celle de l'administrateur, une seconde demande était formée, l'autorité

1. GUILLOUARD, *Traité des privilèges et hypothèques*, t. II, 711. — DEMOLOMBE, t. VIII, n° 824. — AUBBY et RAU, t. III, § 264.

de la chose jugée s'opposerait à ce qu'elle fût accueillie ¹.

Que décider, si le tribunal n'a pas été appelé à statuer sur ce point ? Dans ce cas, d'après Demolombe, rien ne s'oppose à ce que l'hypothèque soit établie ; Aubry et Rau estiment, au contraire, que le législateur n'a pas voulu aggraver, après coup, la situation de l'administrateur ; il a, en termes formels, édicté que la constitution d'hypothèque serait autorisée par le jugement de nomination ; il n'est pas permis de s'écarter de cette prescription. Cette solution est, pensons-nous, la plus conforme à l'esprit de la loi : on peut toutefois regretter que, si, au cours de la gestion, l'administrateur vient à inspirer moins de confiance sans que pour cela on puisse le révoquer, il soit impossible de garantir par une hypothèque le patrimoine de l'aliéné : il serait assurément désirable qu'une hypothèque légale fût créée. Cette mesure fut proposée en 1838 ; elle ne fut point adoptée par la Chambre des députés : cette assemblée redoutait les dangers d'une nouvelle hypothèque occulte ; il eût été facile de les écarter, de prescrire des mesures de publicité analogues à celles de l'article 501.

L'article 57 du projet de loi du Sénat et

1. DEMOLOMBE, VIII, § 824. — AUBRY et RAU, I, § 127 *bis*.

l'article 56 de la proposition Reinach permettent au conseil de famille de demander, soit dans la délibération contenant la nomination, soit postérieurement, la constitution d'une hypothèque générale ou spéciale ; le juge de paix soumettrait la délibération au procureur de la République ; ce magistrat la présenterait à l'homologation du tribunal, en chambre du conseil.

SECTION V.

Responsabilité de l'administrateur provisoire.

Ce sont les règles du mandat, et non celles de la tutelle qui déterminent la responsabilité de l'administrateur provisoire¹ : celui-ci n'est en effet que le mandataire de l'aliéné ; il n'a pas, comme le tuteur, charge de veiller sur la personne ; il administre les biens, et ses pouvoirs, on l'a vu, sont moins étendus que ceux du tuteur.

Si l'aliéné est dans un établissement public, la responsabilité pèse à la fois et sur l'administrateur et sur le receveur, et sur l'établissement considéré comme personne morale.

L'administrateur n'est responsable qu'au cas

1. AUBRY et RAU, T. I, § 127.

de faute lourde et grossière, assimilable au dol : il n'a pas le maniement des deniers de l'aliéné, et ne peut être tenu d'en rendre compte. Au contraire, le receveur, chargé d'encaisser les sommes dues à l'aliéné, de payer les dépenses, est en quelque sorte le caissier de la personne internée, son mandataire légal ; il doit à sa sortie lui restituer le reliquat de son compte. Un privilège sur le cautionnement du receveur (art. 31) assure l'exécution de cette obligation. Ce privilège prime tous les autres, même celui qu'au cas de prévarication l'établissement pourrait être appelé à exercer. Si le receveur était insolvable ou si son cautionnement ne suffisait pas, les aliénés n'auraient aucun recours contre l'établissement ¹.

La responsabilité de l'établissement résulte de l'obligation de rendre compte de la gestion exercée en son nom par les membres de la commission administrative. Ceux-ci ne seraient tenus personnellement que s'ils commettaient une faute lourde.

Bien qu'aucune garantie spéciale ne soit donnée aux aliénés contre l'établissement, son patrimoine constitue, conformément au droit commun, le gage de ceux-ci devenus ses créanciers.

1. AUBRY et RAU, T. 1, § 427 bis.

Au cours de sa gestion, l'administrateur ne doit à personne communication de son compte. C'est là une lacune comblée par l'article 53 du projet de loi : « Dans le mois qui suivra l'année
« écoulée depuis l'internement, dit cet article,
« l'administrateur devra soumettre au procureur
« de la République un état de la situation
« financière de l'aliéné. Il lui soumettra le même
« état tant qu'il ne sera pas remplacé par un
« administrateur datif ou judiciaire. »

Si l'administration est judiciaire, l'administrateur, ayant seul en sa possession les fonds de l'aliéné, sera seul responsable. C'est seulement à l'expiration de ses pouvoirs qu'il est appelé à rendre compte. Un tel système, donnant à l'administrateur un pouvoir illimité, sans contrôle, ne laisse pas d'être dangereux; aussi, l'article 56 du projet de loi impose à la personne chargée de l'administration des biens d'un aliéné, que ce soit le tuteur, le mari, l'administrateur datif ou judiciaire, « l'obligation de
« remettre au curateur nommé par le ministre
« de l'intérieur, une première fois dans le mois
« de son entrée en fonctions ou du placement
« de la personne aliénée, et, ultérieurement, une
« fois tous les ans, un état de la situation de la
« fortune de cette personne ».

On peut être surpris de ce que le législateur de 1838 n'ait pas cru devoir soumettre l'admini-

nistrateur provisoire à la nécessité de rendre compte, et n'ait pas étendu à l'aliéné la protection donnée au mineur et à l'interdit par l'article 470 Code civil.

La plupart des législations étrangères exigent de la part des administrateurs des biens des aliénés séquestrés des comptes périodiques¹.

En Angleterre, le lord chancelier peut exiger un compte indiquant la fortune du malade ; au cas de mauvaise gestion, les *commissioners in lunacy* ont la faculté de provoquer une déclaration d'aliénation *by inquisition*, à la suite de laquelle un tuteur et un curateur sont donnés à l'aliéné.

Dans le grand-duché de Luxembourg, aux termes de l'article 33 de la loi du 7 juillet 1880, dans le dernier mois de chaque période triennale, l'administrateur provisoire doit rendre compte de sa gestion au conseil de famille ou, si ses pouvoirs ne sont pas renouvelés, à son successeur.

L'article 1^{er} du chapitre II de la loi du 12 mai 1874, de l'État de New-York, charge la Cour suprême de surveiller la gestion des biens de toutes les personnes idiotes, aliénées ou incapables de gérer leurs affaires par suite

1. Voir BOGAERS, *Gestion des biens des aliénés séquestrés*, Fr. jud. 1883-84.

d'ivresse habituelle. Le tuteur de l'aliéné doit fournir une caution, et, dans les six mois de son entrée en fonctions, déposer au greffe de la Cour qui l'a nommé un inventaire de tous les biens de l'aliéné. Si, après le dépôt de l'inventaire, le tuteur découvre de nouveaux biens, il est tenu d'en faire la déclaration au greffe. Tous les six mois, il remet également au greffe un compte détaillé de l'emploi des revenus.

A Genève, en Suède, en Norvège, dans le grand-duché de Bade, en Autriche, pays où l'interdiction est la seule mesure prise pour assurer la gestion des biens des aliénés, le tuteur de l'interdit doit rendre compte de sa gestion. Cette reddition a lieu annuellement à Genève, en Autriche et en Norvège. Elle se fait à Genève devant le juge du canton ; à son entrée en fonctions, le tuteur remet à ce magistrat un état de tous les biens de l'aliéné.

En Autriche, le compte de tutelle est examiné par un tribunal spécial ; en Norvège, ce soin appartient au conseil supérieur de tutelle.

En Suède, c'est aux parents de l'aliéné que, tous les trois ans, ou tous les ans s'ils l'exigent, le tuteur rend compte de sa gestion.

Dans le grand-duché de Bade, la reddition est faite tous les trois ou quatre ans si la fortune de l'aliéné est inférieure à 500 florins, tous les ans si elle surpasse cette somme.

SECTION VI

Fin de l'administration provisoire.

Les pouvoirs de l'administrateur provisoire cessent :

- 1° Par la sortie de l'aliéné,
- 2° Par l'interdiction de la personne internée,
- 3° Si l'administrateur est judiciaire, par l'expiration du délai de trois ans.

§ 1^{er}.

La sortie de l'aliéné de l'établissement où il avait été interné met fin à l'administration provisoire. A ce moment, en effet, la guérison a été constatée officiellement ; l'aliéné retrouve sa capacité. Toutefois, si l'administrateur ignorait la sortie, les actes faits par lui postérieurement seraient valables : l'administrateur est le mandataire de l'aliéné ; on suivrait les dispositions de l'article 2008 Code civil.

Par l'expression « sortie de l'aliéné », on entend une sortie régulière et définitive : l'évasion ne ferait pas cesser les fonctions ; il en serait de même d'une sortie temporaire faite à titre d'essai, comme cela a lieu parfois ¹. L'ar-

1. La loi de 1838 ne parle point de ces sorties ; la pratique en use souvent, et en obtient des résultats satisfaisants.

ticle 48 du projet de loi adopté par le Sénat, et l'article 35 de la proposition Reinach autorisent ces sorties aux conditions suivantes : le médecin de l'établissement les permettrait pour un mois ; au delà de ce temps, les permissions seraient données par le préfet, après avis du médecin inspecteur.

L'article 58 du projet décide que, pendant ces sorties, les pouvoirs de la commission administrative, du tuteur, de l'administrateur provisoire, ne subsisteraient point ; il en serait de même en cas d'évasion.

§ 2.

Si l'interdiction est prononcée, la gestion de la fortune de l'aliéné est assurée plus complètement que par l'administration provisoire ; elle cessera alors d'exister. Il n'en sera ainsi qu'après la nomination d'un tuteur : on ne pourrait laisser l'aliéné sans représentant légal pendant le temps matériellement nécessaire pour procéder à cette nomination. Telle est la solution admise par la Cour de Rouen ¹ : « Attendu que, « par jugement des 12 et 16 janvier dernier, le « sieur Lenormand a été nommé administrateur

1. 13 février 1855, sur Bernay, 29 août 1854 (DALLOZ, 56, 2, 53).

« des biens et mandataire spécial de la demoiselle Parnuitt, aliénée, déposée à l'hospice d'Évreux, et que c'est en cette double qualité qu'il a fait rendre le jugement du 11 juillet suivant, contre lequel Leroux et Petit reviennent par voie d'opposition ;

« Attendu que ces derniers soutiennent à tort que Lenormand était sans droit pour faire rendre le jugement, parce que ses pouvoirs avaient cessé le jour où l'interdiction de la demoiselle Parnuitt a été prononcée en justice;

« Attendu, en effet, que s'il résulte de l'article 32 de la loi du 8 juin 1838 que des administrateurs provisoires ne peuvent être nommés qu'à des personnes non interdites placées dans des établissements d'aliénés, il ne s'ensuit pas que, lorsqu'une nomination d'administrateur provisoire aura été faite dans ces conditions, son effet devra cesser par cela seul que l'interdiction a été ultérieurement prononcée, si la personne nouvellement interdite demeure dans une maison d'aliénés, et si un tuteur ne lui a pas encore été nommé, conformément aux dispositions de l'article 505 Code civil ; qu'il résulte même clairement des termes de ce dernier article que l'administrateur provisoire ne cesse ses fonctions que lorsqu'un tuteur est nommé, et qu'il peut lui rendre ses comptes. »

§ 3.

L'administration provisoire prend fin par l'expiration de la période de trois ans. Après cette période, l'administrateur peut être de nouveau nommé ; son acceptation est obligatoire ¹.

Si l'administrateur provisoire vient à mourir, ses pouvoirs ne passent pas à ses héritiers. (Arg. art. 2003.)

1. Voir Sect. 4^{re}.

CHAPITRE VI

REPRÉSENTATION DE L'ALIÉNÉ EN JUSTICE.

L'administrateur provisoire n'a pas mission de représenter l'aliéné en justice :

« Le tribunal, dit l'article 33 de la loi du
« 30 juin 1838, sur la demande de l'adminis-
« trateur provisoire, ou à la diligence du
« procureur du Roi, désignera un mandataire
« spécial à l'effet de représenter en justice tout
« individu non interdit et placé ou retenu dans
« un établissement d'aliénés, qui serait engagé
« dans une contestation judiciaire au moment
« du placement ou contre lequel une action judi-
« ciaire serait intentée postérieurement. Le
« tribunal pourra aussi, dans le cas d'urgence,
« désigner un mandataire spécial à l'effet
« d'intenter, au nom des mêmes individus, une
« action mobilière ou immobilière. »

L'administrateur provisoire n'a donc jamais le droit de figurer dans une action litigieuse intéressant l'aliéné, soit en qualité de demandeur, soit en qualité de défendeur.

Pourrait-il, par exception, le représenter dans une action tendant à obtenir le paiement

d'une pension alimentaire ? Demolombe et Aubry et Rau l'ont soutenu, se fondant sur l'article 27¹.

En cette hypothèse, dit-on, l'administrateur agit au nom de la commission administrative de l'établissement où est interné l'aliéné ; il ne fait qu'user de la faculté que donne l'article 1166 Code civil, qu'agir au lieu et place de l'aliéné débiteur de la commission. « L'affirmative, disent Aubry et Rau, nous paraît incontestable, « pour le cas du moins où l'administration « provisoire est légale. » Que décider si l'administration est judiciaire ?

L'article 27 est écrit en vue de l'administrateur provisoire, quel qu'il soit : « Il sera statué, dit ce texte, à la diligence de l'administrateur « désigné en exécution des articles 31 et 32. »

Or, l'administrateur désigné en exécution de l'article 32 n'agit pas en vertu de l'article 1166. Cependant, nous croyons devoir adopter sur cette question la solution proposée par Demolombe et par Aubry et Rau ; mais ce n'est point, pensons-nous, dans l'article 1166 qu'il faut chercher la raison d'être de cette disposition. Le législateur a voulu éviter les frais et les lenteurs entraînés par les formalités à remplir pour arriver à la prononciation d'un jugement désignant un mandataire *ad litem*, frais qu'il

1. DEMOLOMBE, T. VIII, § 832. — AUBRY ET RAU, T. 1^{er}, § 27 bis.

importait d'éviter, alors surtout que l'action intentée au nom de l'aliéné présente un caractère spécial d'urgence.

Le mandataire *ad litem* est désigné à la requête de l'administrateur provisoire ou du procureur de la République; cette désignation est faite par le tribunal. De même que pour la nomination d'un administrateur, le tribunal compétent sera celui du domicile de l'aliéné : les motifs de décider sont identiques. Le tribunal a pour ce choix une absolue liberté ; il pourrait désigner l'administrateur provisoire.

Quand il s'agit d'intenter une action mobilière ou immobilière, la désignation d'un mandataire *ad litem* est facultative pour le tribunal ; il est souverain appréciateur de la nécessité d'engager une contestation. Par ce moyen, on évite que l'aliéné ne se trouve entraîné dans des procédures coûteuses, à l'issue douteuse.

Mais ce pouvoir d'appréciation disparaît toutes les fois que l'on est en présence d'un litige dans lequel l'aliéné se trouvait engagé avant son entrée dans l'établissement ou qui est intenté postérieurement ; alors la nomination d'un mandataire *ad litem* est prescrite, et cela, quelle que soit la nature de l'action, que ce soit en première instance ou en appel. Si l'appel d'un jugement rendu avant la folie du défendeur est interjeté postérieurement à sa maladie,

la Cour doit surseoir à statuer jusqu'à ce qu'un mandataire ait été désigné par le tribunal compétent¹.

Le mandataire remplit sa mission pendant toute la durée de la contestation; il doit en suivre toutes les phases, représenter l'aliéné devant tous les degrés de juridiction.

« La loi de 1838, dit un arrêt de la Cour de
« Paris², en attribuant au tribunal le pouvoir de
« désigner un mandataire spécial à l'effet d'in-
« tenter, au nom de l'aliéné, une action mobi-
« lière ou immobilière, a voulu qu'il ne pût être
« donné qu'un mandat spécial en vue d'une
« action déterminée, sur le mérite de laquelle le
« tribunal a le devoir de s'éclairer; mais il est
« constant que le législateur n'a pas voulu dire
« qu'un mandat distinct et spécial serait néces-
« saire devant chacun des degrés successifs de
« juridiction où pourrait être portée l'action
« déterminée visée par le jugement de com-
« mission du mandataire spécial; qu'à la diffé-
« rence de ce qui a lieu en matière d'autorisation
« à femme mariée ou à commune, cas où la
« femme et la commune estent elles-mêmes en

1. Paris, 24 avril 1872 (Dalloz, 72, II, 472); — 23 mai 1873 (Dalloz, 74, V, 24). — Caen, 9 novembre 1875 (Dalloz, 76, II, 433). — Cass., 20 mars 1878 (Dalloz, 78, I, 180).

Aix, 18 juillet 1888 (Dalloz, 90, II, 51).

2. 15 décembre 1894 (Gaz. Pal., 1895, I, 91).

« justice, la loi de 1838 a eu pour but et pour
« effet de substituer à l'aliéné, incapable d'ap-
« précier ses droits et d'exercer les actions qui
« en dérivent, une personne capable de vo-
« lonté saine et réfléchie dans l'exercice d'une
« action judiciaire et dans toutes les phases
« qu'elle comporte. »

Les pouvoirs du mandataire *ad litem* prennent fin avec la contestation qui les avait fait naître ; chaque fois que l'aliéné se trouvera obligé d'ester en justice, il y aura lieu à une nouvelle désignation.

Pas plus que l'administrateur provisoire, le mandataire *ad litem* n'a le droit d'accomplir des actes de disposition ; il ne pourrait ni transiger, ni recevoir du tribunal la mission d'accepter une succession ou une communauté.

La première chambre de la Cour de Paris a cependant, par ses arrêts des 11 août 1891 et 26 janvier 1892 ¹, décidé que le droit de nommer un mandataire spécial à l'effet de représenter l'aliéné dans une instance en liquidation et partage, comprend implicitement celui d'autoriser ce mandataire à accepter sous bénéfice d'inventaire la succession à partager. Mais Aubry et Rau remarquent, avec justesse, que l'argument principal de ces décisions, à savoir

1. Gaz. Pal., 1892, 1, 101. — Dalloz 1892, II, 87.

que l'acceptation est une conséquence nécessaire de l'action en partage, renferme une véritable pétition de principe. La jurisprudence de la Cour de Paris est, d'ailleurs, fort hésitante sur ce point : peu de temps après avoir déclaré que le mandataire peut faire tous les actes résultant de la liquidation et du partage, elle reconnaissait, le 15 mars 1892¹, que la renonciation à une succession constitue, au même titre que l'acceptation de celle-ci, un acte de disposition ; qu'aucune disposition légale ne donne à la chambre du conseil le droit de nommer un mandataire aux fins de passer un tel acte pour l'aliéné, en dehors des formes de l'interdiction ; et, le 25 mars 1892², la première chambre adoptait, pour le partage d'une communauté, une solution semblable, puis, le 19 août 1892³, la thèse contraire triomphait. Ainsi, en un an, la Cour de Paris a successivement donné la préférence aux deux théories opposées. La plupart des cours et tribunaux ont, sans hésitation, refusé au mandataire *ad litem* le droit d'accepter ou de répudier une succession⁴.

1. DALLOZ 1892, II, 229.

2. DALLOZ, 1892, II, 22.

3. DALLOZ 1892, II, 600.

4. Caen, 15 novembre 1870 (Sirey, 72, II, 308). — Meaux, 21 juillet 1886 (Gaz. Pal. 1887, II, Rép., v^o *Aliéné*). — Seine, 3 juillet 1890 (Gaz. Pal. 1891, I, Rép. v^o *Aliéné*). — Lille, 27 avril 1894 (Gaz. Pal. 1895, II, 332), et, dans ce sens, Demolombe, t. VIII, § 836. — Dalloz, Rép., v^o *Aliénés*, nos 252, 272.

Le seul moyen de sortir de l'indivision, c'est de prononcer l'interdiction; et, si l'action est introduite contre l'aliéné par un de ses cohéritiers, le mandataire désigné devrait se borner à solliciter un sursis afin de permettre à la famille de régulariser la situation ¹.

Le projet de loi adopté par le Sénat supprime le mandataire *ad litem* : l'administrateur provisoire, qu'il soit datif ou judiciaire, est assimilé au tuteur du mineur ou de l'interdit; il pourrait introduire une action en justice avec l'autorisation du conseil de famille. Avec un mandat exprès du conseil de famille ou du tribunal, il intenterait au nom de l'aliéné une action en séparation de corps ou de biens.

1. AUBRY ET RAU, T. 1^{er}, § 127 *bis*.

CHAPITRE VII

DU CURATEUR.

Ni l'administrateur provisoire ni le mandataire *ad litem* n'ont pour mission de prendre soin de la personne de l'aliéné ; la loi ne leur confie que les intérêts pécuniaires de l'individu interné. C'est à un troisième agent qu'est confiée la surveillance de son bien-être durant l'internement : le curateur, désigné par l'article 38.

Le curateur est nommé par le tribunal, en chambre du conseil, par jugement non susceptible d'appel ¹. Cette nomination a lieu « sur la « demande de l'intéressé, de l'un de ses « parents, de l'époux ou de l'épouse, d'un ami, « ou sur la provocation d'office du procureur « de la République. »

Les causes d'exclusion, de dispense, de destitution de la tutelle sont-elles, comme au cas d'administration provisoire, applicables au curateur ? A cette question, Demolombe ² répond

1. TOME VIII, § 847.

2. TOME I^{er}, § 127 *bis*.

affirmativement, se fondant sur l'analogie qui existe entre les deux hypothèses. Aubry et Rau enseignent la négative : « Il n'y a pas, « disent-ils, d'analogie entre l'administrateur « provisoire et le curateur ; c'est par cette « considération que le législateur a restreint « au premier et n'a pas étendu au second les « dispositions de l'article 34. » Ces auteurs tirent encore un argument de ce que la loi a cru devoir exclure les héritiers présomptifs ; or, le législateur a certainement songé à toutes les autres causes d'exclusion qui pourraient exister ; et, s'il a gardé le silence, il l'a fait volontairement, laissant aux tribunaux la plus grande latitude.

Les héritiers présomptifs ne peuvent être nommés curateurs : on avait proposé, lors de la discussion, d'excepter de cette exclusion les ascendants et les descendants ; cette modification ne fut pas admise. « Un bon fils, disait « Barthélemy, n'a pas besoin d'être nommé « curateur à la personne de son père pour en « accomplir incessamment le devoir ; d'un autre « côté, les exemples d'enfants qui ne remplissent pas envers leurs parents les obligations « sacrées que la nature leur impose, surtout « lorsqu'ils sont mis en présence de leurs « intérêts, ne sont pas assez rares pour qu'ils « ne doivent pas éveiller toute la sollicitude du « législateur. »

De tout temps, la loi s'est défiée des héritiers présomptifs, et n'a pas voulu leur confier la garde de la personne dont les biens doivent leur appartenir après sa mort. « Cilz qui ont le « retour de la terre, disent les Établissements de « saint Louis, ne doivent pas avoir la garde « des enfants, car soupçon est qu'ils ne vou- « lussent plus la mort des enfants que leur vie « pour la terre qui leur échoirait ¹. »

Dans l'hypothèse qui nous occupe, l'intérêt de l'héritier présomptif nommé curateur serait totalement opposé à ses devoirs : il aurait tout avantage à voir réaliser des économies sur les revenus de l'aliéné et à le voir interné le plus longtemps possible. Or, le curateur doit, aux termes de l'article 38, veiller : 1° à ce que les revenus soient employés à adoucir le sort de l'aliéné ou à accélérer sa guérison ; 2° à ce qu'il soit rendu le plus promptement possible au libre exercice de ses droits.

Comme la fonction d'administrateur provisoire, celle de curateur constitue une charge publique ; elle est par conséquent obligatoire ².

1. LAFERRIÈRE, *Cours de droit administratif*, p. 340.

2. DEMOLOMBE, T. VIII, n° 847.

CHAPITRE VIII

CARACTÈRE DES ACTES DE L'ALIÉNÉ INTERNÉ.

§ 1^{er}

LES ACTES DE L'ALIÉNÉ SONT-ILS NULS OU ANNULABLES ?

Les actes de l'aliéné interné sont-ils nuls ou annulables ?

La commission de la Chambre des Pairs avait, dans la séance du 13 février 1838, tranché cette question en décidant que « les actes faits « par une personne placée dans un établisse-
« ment d'aliénés, pendant le temps qu'elle y aura
« été retenue sans que son interdiction ait été
« ni prononcée ni provoquée, pourront être
« attaqués pour cause de démence ¹ ».

M. Laplagne-Barris proposait, au contraire, de considérer les actes de l'aliéné comme frappés d'une nullité absolue ; il demandait de rédiger le texte relatif à ces actes dans les termes suivants : « Les actes faits par un individu placé « dans un établissement d'aliénés, pendant qu'il

1. Pand. fr. v^o *Aliénés*, § 548 et suivants. — Moniteur, 14 février 1838.

« y aura été détenu, sont nuls, sauf toutefois à
« la partie à laquelle la nullité sera opposée de
« prouver que cet individu était sain d'esprit au
« moment où l'acte a été passé. »

« La rédaction de la commission, disait
« M. Laplagne-Barris, oblige l'aliéné sorti de
« l'établissement, ou ses héritiers, à prouver
« deux choses : la première, qu'il était dans la
« maison d'aliénés au moment où cet acte a été
« passé; la seconde, qu'il se trouvait dans un
« état d'aliénation complète qui le privait de
« l'usage de sa volonté. Or, cette seconde preuve
« est presque impossible; je dis plus, il serait
« cruel de l'imposer. C'est déjà beaucoup que
« cette nécessité où se trouve placé un individu,
« lorsqu'on lui oppose un acte, de venir dire
« devant un tribunal : « J'étais fou, je demande
« la nullité de cet acte. » Si vous ajoutez encore
« à cette nécessité l'obligation de prouver qu'au
« moment où cet acte fut passé, tel ou tel accès
« de folie pouvait être reproché au malheureux
« qui forme la demande, il arrivera peut-être
« souvent que, pour ne pas se soumettre à éta-
« blir par témoins les détails de son aliénation,
« il payera une dette qu'il n'a pas contractée, et
« subira les conséquences d'un acte frauduleux :
« c'est là ce que je veux empêcher. La commis-
« sion suppose que la probabilité est du côté de
« l'acte; moi, je suppose le contraire. »

Ce système ne devait pas triompher : l'intérêt des tiers, celui de l'aliéné lui-même auraient été compromis par l'adoption de l'amendement Laplagne-Barris. Ainsi que le fit remarquer le garde des sceaux, rien ne révèle aux tiers l'état d'aliénation de l'individu interné. « Qu'arrivera-t-il, ajoutait le ministre, si cet individu qui est dans une maison de santé donne, par exemple, une procuration, et qu'en vertu de cette procuration, une personne qui l'a connu quelques mois auparavant tout à fait sain d'esprit, qui ne sait même pas qu'il est dans une maison de santé, contracte de bonne foi avec le mandataire ? Est-ce que le tiers, au cas de paiement, pourra être exposé à payer deux fois ? »

Enfin, M. de Barthélemy fit observer que « l'état d'incapacité de l'individu renfermé dans une maison d'aliénés n'est pas suffisamment établi par le seul fait de l'internement ; qu'il n'y a pas lieu de déclarer incapables tous les fous séquestrés, un grand nombre d'entre eux n'étant pas hors d'état de gérer leurs affaires ».

Le texte de la commission fut adopté le 13 février, l'article 39 fut voté.

De ce texte, il résulte que c'est seulement une action en nullité qui est ouverte contre les actes de l'aliéné interné. Comme toutes les actions en nullité, elle est relative, et ne pourra

être proposée que par celui en faveur de qui elle est établie¹. Elle se prescrira par un délai de dix ans; enfin les actes contre lesquels elle est donnée seront susceptibles de ratification ou de confirmation².

§ 2

DOIT-ON DISTINGUER ENTRE LES ACTES A TITRE ONÉREUX ET LES ACTES
A TITRE GRATUIT ?

Y a-t-il lieu d'établir une distinction entre les actes à titre onéreux et les actes à titre gratuit? Chardon³ a soutenu qu'aucune libéralité ne lui paraît pouvoir résister à l'action en nullité.

C'est là évidemment une opinion difficile à admettre; elle est d'ailleurs repoussée par la plupart des auteurs⁴. L'article 901 est ici seul applicable: la loi de 1838 n'établit aucune distinction entre les actes à titre onéreux et les actes à titre gratuit; et, s'il est démontré que l'aliéné a pu jouir d'une lucidité assez complète pour se rendre exactement compte du caractère

1. DEMOLOMBE, T. VIII, § 858.

2. AUBRY et RAU, T. 1^{er}, p. 537. — DURANTON, T. III, § 729.

3. *Puissance tutélaire*, n^{os} 203, 206, cités par Dem., VII, § 855.

4. AUBRY et RAU, T. 1^{er}, § 127 bis. — DEMOLOMBE, T. VIII, § 855. — BAUDRY-LACANTINERIE, *Donations*, T. 1^{er}, § 251.

et des conséquences de sa disposition, rien ne fait obstacle à ce que la libéralité soit maintenue. Ce sera une question de fait appréciée souverainement par les tribunaux.

§ 3

PREUVE DE LA DÉMENCE.

En permettant aux personnes placées dans un asile d'aliénés d'attaquer les actes par elles faits pendant leur séjour, la loi ne les a pas dispensées de prouver leur démence¹ : l'article 39 n'a pas entendu déroger à la règle de droit commun mettant la preuve à la charge du demandeur. En quoi consistera cette preuve ? Dalloz propose une distinction : ou il est allégué qu'à l'époque de l'acte la démence était notoire, ou l'on prétend qu'elle n'était ni généralement connue ni continue. Dans le premier cas, la nullité devra toujours être prononcée ; dans le second, il n'y aurait pas lieu à annulation sans une preuve positive. Laurent², Aubry et Rau³, rejettent cette distinction : l'article 39 n'a pas, disent-ils, entendu déroger au droit commun ;

1. Lyon, 23 juin 1880 (Rec. Lyon, 80, p. 322).

2. T. v, § 404.

3. T. 1^{er}, § 27 *bis*.

on doit rapporter la preuve de la démence au moment de l'acte.

D'après Marcadé ¹, l'aliénation résulte, jusqu'à preuve contraire, du fait de l'internement : « Si la personne ou ses représentants, dit-il, « donnent la preuve précise du défaut de raison « au moment où l'acte a été souscrit, cet acte « devrait, non plus être annulé, mais reconnu « et proclamé inexistant, à quelque époque qu'on « le critiquât ; car un acte ne peut se former « sans la volonté de celui qui le souscrit, et « celui qui est actuellement fou n'a pas de « volonté. » C'est assurément indiscutable ; mais nous ne saurions admettre que la séquestration constitue une présomption de folie : la présomption n'est ni pour la lucidité ni pour la folie ; l'article 39 n'a fait que créer une action en annulation, non une nullité absolue.

§ 4

PRESCRIPTION DE L'ACTION EN NULLITÉ.

Cette action peut être introduite après la mort de l'aliéné, sans que l'on soit obligé d'observer les dispositions de l'article 504 C. civil.

1. T. II, p. 324.

Aux termes de l'article 38, en effet, les dix ans de l'action en nullité courent, à l'égard des héritiers, du jour de la signification qui leur a été faite, ou de la connaissance qu'ils en ont eue depuis la mort de leur auteur. « C'est bien
« leur reconnaître implicitement le droit d'agir,
« même si l'interdiction n'a pas été provoquée.
« Le but de la loi de 1838 a été de rendre l'in-
« terdiction moins fréquente. On ne peut
« reprocher aux parents, dit Laurent¹, de
« n'avoir pas provoqué l'interdiction : la loi ne
« désire pas qu'ils le fassent. On ne peut pas
« dire non plus qu'après la mort de l'aliéné, il
« devient impossible de prouver l'aliénation
« mentale ; le fait de la séquestration est déjà
« une preuve, et elle peut être complétée par le
« témoignage du médecin et des gardiens : c'est
« dire que l'action des héritiers est la même
« que celle qui appartient à l'aliéné². »

L'action en nullité, dit l'article 1304, auquel se réfère l'article 39, se prescrit par dix ans. L'article 39 fixe le point de départ de ces dix ans du jour de la signification qui aura été faite, soit à l'aliéné après sa sortie définitive de l'établissement, soit à ses héritiers après son décès ou à dater de la connaissance que l'aliéné ou ses héritiers en auraient eue.

1. T. V, § 405.

2. DEMOLOMBE, VIII, § 857.

La loi a voulu que l'aliéné ait connu l'acte par lui accompli; aussi pensons-nous que, si la signification n'a pas été faite à la personne de l'aliéné, mais à son domicile ou au parquet, le défendeur à l'action en nullité devrait prouver qu'elle a été connue de l'aliéné; et cette preuve pourrait être établie par écrit ou par témoins, car il s'agit d'un fait: l'article 1341 est ici inapplicable¹.

Mais l'interdit interné dans un établissement d'aliénés ne peut invoquer l'article 39 de la loi de 1838. Demolombe² l'a cependant soutenu: il y aurait inconséquence; dit-il, à ne pas traiter celui dont l'aliénation a été judiciairement constatée moins favorablement que celui dont l'état n'existe qu'en fait.

Telle n'a pas été l'intention du législateur: il a voulu soumettre les aliénés non interdits à une réglementation particulière, et on ne peut étendre l'article 19 à un cas en vue duquel il n'a point été écrit³.

Aux termes de l'article 60 du projet de loi voté par le Sénat, les actes de l'aliéné non interdit seraient régis par les dispositions des articles 502 et 1125, en ce qui concerne les droits que le tuteur exerce avec l'autorisation du conseil

1. AUBRY et RAU, I, § 127 *bis*.

2. T. VIII, § 861.

3. AUBRY et RAU, T. I^{er}, § 482.

de famille et du tribunal civil. Au moment de la discussion de ce projet, on avait proposé d'attacher une présomption d'incapacité à l'internement : les actes faits pendant sa durée auraient été nuls de droit ; mais tout intéressé aurait pu en soutenir la validité, à charge de prouver qu'ils auraient été accomplis dans un intervalle lucide. Cet amendement ne fut pas adopté.

§ 5

EFFETS DE L'INTERNEMENT SUR LES DROITS CIVIQUES ET DE FAMILLE.

Si l'aliéné interné n'est pas frappé d'une incapacité absolue, il n'en résulte pas qu'il conserve l'exercice entier de ses droits civiques et de famille. L'article 18 du décret du 2 février 1852 suspend le droit de vote pour les personnes retenues, en vertu de la loi du 30 juin 1838, dans un établissement public d'aliénés ; la loi du 21 novembre 1872, art. 2, § 12, les déclare incapables de faire partie du jury.

Quant aux droits de puissance maritale et de puissance paternelle, les aliénés séquestrés sont dans l'impossibilité absolue de les exercer ¹. C'est donc avec l'autorisation du

1. Trib. de la Seine, 23 avril 1853. — BERTIN, ch. du conseil, TOME I^{er}, n^o 739.

tribunal que la femme d'un aliéné interné pourra ester en justice ; pour contracter mariage, ses enfants n'auront qu'à obtenir le consentement de son conjoint, l'aliéné ne pouvant manifester sa volonté.

Sous l'empire de la loi actuelle, il a été décidé, par analogie avec ce qui a lieu au cas d'interdiction, que l'administrateur provisoire peut, avec l'assistance du conseil de famille et l'homologation du tribunal, constituer une dot aux enfants de l'aliéné. S'inspirant de cette décision, l'article 56 du projet de loi déclare qu'on devra se conformer aux prescriptions de l'article 511 C. civil : les conventions matrimoniales seraient réglées par avis du conseil de famille homologué par le tribunal.

§ 6

FIN DE L'INCAPACITÉ DE L'ALIÉNÉ.

Le régime spécial auquel sont soumis les aliénés non interdits internés prend fin : 1° par la sortie de l'aliéné, 2° par son interdiction.

L'interdiction, en effet, créant une incapacité absolue, organisant définitivement la gestion du patrimoine de l'aliéné, rend inutiles les dispositions de la loi de 1838, dont le caractère est tout provisoire.

CHAPITRE IX

CONCLUSION.

La loi de 1838 a réalisé sur l'état de choses antérieur un véritable progrès : elle n'est point cependant à l'abri de toute critique ; nous avons vu quelles réformes les législateurs désirent y apporter.

Rendant l'internement provisoire jusqu'à ce que le tribunal ait statué, organisant l'inspection des établissements publics ou privés d'une manière plus complète, on arriverait à sauvegarder tout à fait la liberté individuelle, à rendre absolument impossible toute séquestration arbitraire, déjà bien difficile, étant donné les minutieuses précautions prises par la loi de 1838.

Et, en ce qui concerne la capacité des aliénés internés, le système actuel est, croyons-nous, défectueux.

L'action en nullité des actes de l'interné pouvant être intentée pendant dix ans, il plane sur leur validité, pendant tout ce temps, une incertitude préjudiciable aux tiers et à celui qu'on a voulu protéger : les tiers sont exposés à se voir privés de droits qu'ils pensaient tenir d'un

contrat parfait, dans lequel ils avaient été de bonne foi ; car ils ont pu traiter avec l'aliéné, le croyant dans un intervalle lucide, et celui-ci pourra peut-être établir que cette convention n'existe pas, que, s'il a paru y consentir, c'était en un instant de démence.

Et, pour l'aliéné, cette situation est également fâcheuse : bien souvent, il lui sera difficile d'accomplir un acte utile, indispensable ; les tiers, prévoyant une demande en nullité, ne voudront pas s'exposer aux risques d'un procès, et refuseront de traiter avec lui.

Il serait désirable de voir l'article 39 de la loi de 1838 abrogé, et remplacé par une disposition ne laissant aucun doute sur le caractère des actes de l'aliéné, par l'article 60 du projet du Sénat. Cet article est ainsi rédigé :
« Les actes faits dans l'intervalle compris entre
« l'admission et la sortie, pour un aliéné non
« interdit dont la chambre du conseil a maintenu
« l'internement dans un établissement public ou
« privé, seront annulés, à moins que les parties
« intéressées ne prouvent qu'ils ont été faits dans
« un moment lucide. L'action en nullité est sou-
« mise aux règles de l'article 1304 C. civ. Les
« dix ans courent à l'égard de l'aliéné, après sa
« sortie définitive, à dater de la signification qui
« lui a été faite ou de la connaissance qu'il en a
« eue, et, à l'égard de ses héritiers, à dater de la

« signification qui leur en a été faite ou de la
« connaissance qu'ils en ont eue depuis sa mort.
« — L'internement dans un asile d'aliénés,
« maintenu par la chambre du conseil, a le même
« effet qu'une demande en interdiction, au point
« de vue de l'application de l'article 504 du Code
« civil. »

Il faudrait aller plus loin, frapper les aliénés d'une incapacité absolue, leur nommer un tuteur dans les mêmes formes que l'administrateur provisoire; cette incapacité cesserait à leur sortie, l'interdiction deviendrait ainsi de jour en jour moins fréquente.

En ce qui concerne l'administration du patrimoine de l'aliéné, la loi de 1838 a, pensons-nous, deux défauts; le premier, de ne point obliger l'administrateur provisoire à rendre des comptes au cours de sa gestion, comme cela est pratiqué dans plusieurs législations étrangères¹; le second, c'est de ne conférer à l'administrateur que des pouvoirs insuffisants: il ne peut faire aucun acte de disposition; si un acte de cette nature est exigé par l'intérêt de l'aliéné, il faut préalablement le faire interdire. L'extension des attributions de l'administrateur, son assimilation au tuteur, réformes projetées par le Sénat, constitueraient une réelle amélioration. — Con-

1. Voir *supra*, ch. II, sect. IV.

fier la direction de la fortune de l'aliéné à un administrateur investi des pouvoirs les plus larges, pouvant plaider, aliéner, transiger pour l'aliéné, exerçant sa fonction sous la surveillance du conseil de famille : telle serait la meilleure solution.

Ce sont là des modifications réalisées par les projets de la Chambre et du Sénat, projets qui, espérons-le, seront bientôt transformés en lois.

Vu :

Le Professeur Président de la Thèse,
L. GUILLOUARD.

Vu :

Le Doyen de la Faculté,
EDMOND VILLEY.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Université de Caen,
E. ZEYORT.



TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES

	Pages.
INTRODUCTION (<i>Historique</i>).	1 à 31
 CHAPITRE I^{er}. — DROIT ROMAIN.	
Loi des XII Tables. — Différences entre le <i>furiosus</i> et le <i>mente captus</i> . — Curatelle du <i>furiosus</i>	1
 CHAPITRE II. — ANCIEN DROIT.	
Curatelle des insensés au XIII ^e siècle. — Effet de la folie sur les droits réels et personnels. — Interdiction établie à la fin de la période féodale. — Formes de l'interdiction. — Ses effets. -- Situation matérielle des aliénés.	11
 CHAPITRE III. — CONDITION DES ALIÉNÉS AVANT LA LOI DU 30 JUIN 1838.	
Insuffisance des mesures édictées par le Code civil. — Absence de protection des aliénés non internés. — Législations étrangères avant 1838. — Nécessité d'une loi spéciale	24
 PREMIÈRE PARTIE : Des aliénés non internés.	31 à 73
 CHAPITRE I^{er}. — PROTECTION DES ALIÉNÉS NON INTERNÉS.	
Absence des mesures tendant à surveiller les aliénés non internés. — Législations étrangères. — Réformes proposées par le Sénat.	35
 CHAPITRE II. — CARACTÈRE DES ACTES D'UN ALIÉNÉ NON INTERNÉ.	
Nullité des actes du fou. -- Cette nullité est-elle relative ou absolue ?	43

	Pages.
CHAPITRE III. — EFFETS DE L'ALIÉNATION MENTALE SUR LES DROITS DE FAMILLE.	
L'aliéné peut-il être tuteur? — Peut-il se marier? — Peut-il être appelé à consentir au mariage de ses enfants? — Autorisation maritale.	52
CHAPITRE IV. — PREUVE DE LA DÉMENCE.	
Comment se fait la preuve de la démence? — Quelles personnes sont recevables à la proposer	63
CHAPITRE V. — L'ARTICLE 504 EST-IL APPLICABLE AUX ACTES A TITRE GRATUIT?	
Première opinion, d'après laquelle il n'y a pas lieu de distinguer entre les actes à titre onéreux et les actes à titre gratuit. — Opinion contraire généralement adoptée.	66
CHAPITRE VI. — L'ALIÉNÉ EST-IL OBLIGÉ PAR SES QUASI-DÉLITS?	
Ancienne jurisprudence, d'après laquelle l'aliéné est tenu de réparer le dommage causé par son quasi-délit. — Arrêt de la Cour de Montpellier conforme à cette opinion. — Adoption de la théorie contraire	70
DEUXIÈME PARTIE : Des aliénés internés	73 à 236
CHAPITRE I ^{er} . — DES ÉTABLISSEMENTS D'ALIÉNÉS	77
SECTION I ^{re} . — Obligation imposée aux départements de subvenir aux soins des aliénés.	
Création des asiles départementaux , traités avec des établissements publics ou privés.	77
SECTION II. — Les établissements publics d'aliénés sont-ils des personnes morales?	84
SECTION III. — Des établissements publics départementaux	86
§ 1 ^{er} . — Fondation	86
§ 2. — Administration, commission de surveillance.	
— Directeur.— Receveur.— Économé.	
— Service médical	88

	Pages.
SECTION IV. — Des établissements publics non départementaux	99
§ 1 ^{er} . — Maison nationale de Charenton	99
§ 2. — Quartiers d'hospice	100
SECTION V. — <i>Des établissements privés</i>	103
§ 1 ^{er} . — Fondation.	103
§ 2. — Administration	111
§ 3. — Suppression	112
SECTION VI. — Surveillance des établissements publics et privés.	
Personnes chargées de la surveillance. —	
Commission de surveillance. — Ré-	
formes proposées	112
CHAPITRE II. — DES PLACEMENTS DANS LES ÉTABLISSEMENTS D'ALIÉNÉS.	124
SECTION I ^{re} . — Placements volontaires	124
§ 1 ^{er} . — Qui peut requérir le placement?	124
§ 2. — Formalités nécessaires pour obtenir l'admission dans un établissement. —	
Demande d'admission, certificat médical, passeport.	128
§ 3. — Mesures consécutives aux placements volontaires : tenue d'un registre, notifications, etc.	134
SECTION II. — Placements d'office.	139
§ 1 ^{er} . — Cas dans lesquels ont lieu les placements d'office, autorités qui peuvent les requérir.	139
§ 2. — Mesures consécutives au placement d'office.	143
CHAPITRE III. — SORTIE DES PERSONNES PLACÉES DANS LES ÉTABLISSEMENTS D'ALIÉNÉS	146

	Pages .
§ 5. — Tribunal compétent pour nommer un administrateur provisoire. — Formes de la nomination.	181
§ 6. — Durée des fonctions de l'administrateur provisoire.	185
SECTION III. — Fonctions de l'administrateur provisoire.	186
§ 1 ^{er} . — L'administrateur ne peut faire, en aucun cas, des actes de disposition	186
§ 2. — Vente du mobilier. — Que décider si l'aliéné est officier ministériel ?	187
§ 3. — Recouvrement des sommes dues à l'aliéné. — Emploi	192
§ 4. — Baux	195
§ 5. — Significations faites à l'aliéné	196
§ 6. — Représentation dans les inventaires, comptes, etc.	198
§ 7. — Impossibilité de constituer une hypothèque sur les biens de l'aliéné.	200
SECTION IV. — Garanties données à l'aliéné contre la mauvaise gestion de l'administrateur provisoire. — Hypothèque sur les biens de l'administrateur	201
SECTION V. — Responsabilité de l'administrateur provisoire. — Application des règles du mandat.	204
SECTION VI. — Fin de l'administration provisoire.	209
§ 1 ^{er} . — Sortie.	209
§ 2. — Interdiction.	210
§ 3. — Expiration des pouvoirs de l'administrateur.	212
CHAPITRE VI. — REPRÉSENTATION DE L'ALIÉNÉ EN JUSTICE.	
L'administrateur ne peut représenter l'aliéné en justice. — Peut-il intenter une demande en paiement de pension alimentaire ? — Nomination du mandataire <i>ad litem</i> . — Ses fonctions.	
	213

CHAPITRE VII. — DU CURATEUR.

Nomination du curateur. — Qui peut être nommé. —	
Fonctions.	220

CHAPITRE VIII. — CARACTÈRE DES ACTES DE L'ALIÉNÉ INTERNÉ.

§ 1 ^{er} . — Les actes de l'aliéné sont-ils nuls ou annulables?	223
§ 2. — Y a-t-il lieu de distinguer entre les actes à titre onéreux et les actes à titre gratuit?	226
§ 3. — Preuve de la démence	227
§ 4. — Prescription de l'action en nullité	228
§ 5. — Effets de l'internement sur les droits civils, civiques et de famille	231
§ 6. — Fin de l'incapacité de l'aliéné.	232

CHAPITRE IX. — CONCLUSION. — APPRÉCIATION DE LA LOI DE 1838.	233
--	-----



